

# COSMO

N°4

*holis*

L 11094 12 F COSMOPOLIS MAI 82

CARTE DE SEJOUR

B.D: SLIM

INTERVIEW :  
H.DUBEDOUT



# SOMMAIRE

## Actuelles

- **Agenda - Brèves** 4
- **Réfugiés.** Lyon, terre d'asile ?... 9
- Du riz au blé, ceux du Sud-Est asiatique 11
- Chiliens à Lyon, quelle solidarité ? 15
- **Langue portugaise.** Le point sur son enseignement en Rhône-Alpes 17
- **Débat.** Passera, passera pas. Faut-il, oui ou non, ouvrir les frontières ? 19
- **Jean Costil.** Un an après la grève de la faim de Lyon 21
- **H. Dubedout.** Mission périlleuse. Une interview du président de la Commission Nationale pour les Quartiers d'Habitat Social 22
- **X. Ousset.** Un conseiller du ministre aux Minguettes 24

## Fleur de peau

- **Carte de Séjour.** De l'arab'rock et des idées bien balancées 25
- **Prison.** 28 années derrière les murs, un fait divers qui n'en finit plus 29

## Culturelles

- **Polonais.** Dans la Loire, suite et fin d'une enquête 32
- **Chronique** d'un peu partout 36
- **Slim.** Dessins, humour et politique en Algérie 37
- **Grenoble.** Bilan d'un festival 40
- **Courtes.** Petites histoires vraies ou presque 41
- **FEDEROP.** La grande détermination d'un éditeur pas bien gros 42
- **La Grappinière.** Quand tout finit par des chansons 44
- **Jérôme Savary.** Libres propos d'un homme libre 47
- **Tel Quel.** C'est eux qui l' disent ! 50
- **Abonnez-vous,** puisqu'on vous le dit 51

# EDITO

Déferlantes...

Un peu passé, le raz-de-marée rose du printemps ! surtout si l'on regarde les résultats des dernières cantonales.

Voter, c'est, dit-on, choisir... l'élection au suffrage universel mettant tous les citoyens sur un pied d'égalité.

Informés, sur-informés, mal-informés, dés-informés, catéchisés, intoxiqués, les électeurs ! Que ne fait-on de l'information en période électorale surtout ? Chacun ne la réforme-t-il pas, sans vergogne et suivant ses intérêts ? Un mini-

mum de démagogie électorale, une plainte en diffamation, déposée puis retirée au moment adéquat, un tour de marché sourire aux lèvres et la main sur le cœur la veille du scrutin, voilà quelques recettes apparemment éculées mais « qui paient encore ».

Du coup, un doute subsiste sur le choix libre et confiant de l'électeur.

Surtout s'il s'est laissé influencer — le pauvre — par un tract raciste qui a trainé ici ou là dans des lieux « sensibles » ou par des citations tronquées tirées d'un livre de réflexion publié par un adversaire politique.

De par le système électoral actuel, à 45 % des voix, c'est la déroute, 49 %, l'échec, 51 %, la victoire, 52 % le triomphe, et 55 % l'apothéose. Il suffit que 10 % des votants — pas des inscrits — s'évadent ailleurs ! Adieu nuances.

La mer a des reflets changeants, les vents souvent varient et une déferlante peut en cacher une autre.

Pour « Cosmopolis », le bilan de ces cantonales est clair : lutter mieux et plus pour que l'un accepte la diversité de l'autre.

A sentir la vague de racisme qui monte, on mesure quel travail reste à faire.

**COSMOPOLIS / Mensuel / 38 rue Burdeau / 69001 Lyon / 839.69.92 /**

## Rédaction :

Ont participé à ce numéro :

Pierre Gras, Claire Bellissen, Jean-René Marchalot, José Guerreiro, José Biscaia, Denis Pinchemaille, M.A., Jean Costil, Jacques Lebeaux, Jean-François Cullafroz, Dominique Dieppedalle, D. Smael, Bernard Bolze, Abdelkader Belbahri, Olivier Brachet, Laoudi Bennaoum, Fawzia, Francesco, G. Clavay, Yves Guélaud, Vincent Bady.

## Secrétariat de rédaction

Dominique Royer, Bernard Bolze.

## Dessins

Slim, Olry (couverture), Kacem.

## Photographies

Yves Guélaud, Philippe Schuller, Claire Bellissen, Malik, Daniel Besson, Eric Pradat, Jacques-Marie Francillon.

## Maquette

Marie-Noëlle Aury

## Administration

Editeur : Association Immigrations, 38 rue Burdeau, 69001 Lyon, avec le concours de Jean Baudrand / Carole / Marie-Hélène Cauchy Jean-Louis Routhier.

## Directeur de publication

André Gachet

## Photocomposition / Montage / Photogravure

Texto, 38 rue Burdeau, 69001 Lyon. Tél. 839.19.94

## Impression

Bosc Frères / 42 quai Gailleton / 69002 Lyon

Dépôt légal N°7465, Mai 82. Numéro de commission paritaire : 64253. I.S.S.N. : en cours

## rhône

### MANIFESTATIONS

**Forum du mois**, celui de mai aura lieu le 27, toujours à la MACLY, 23 rue Tramasac, 69005 Lyon à 20h30.

Après celui d'avril qui eut pour thème « les jeunes Algériens et le service militaire », celui de mai vous sera connu en téléphonant à l'association « Immigrations » qui l'organise (839.69.92).

#### Autogestion

Les comités communistes pour l'autogestion organisent un meeting-débat le 6 mai 1982 à 20h30 à la C.I.M.A.D.E., 3 rue Diderot, 69001 Lyon

Le thème : « après le 10 mai, après la Pologne plus que jamais, le socialisme, c'est l'autogestion qu'est-ce que ça signifie concrètement ? »

#### Femmes algériennes 1960

Tel est le thème d'une exposition que l'on peut voir en ce moment et jusqu'au 2 mai (trop tard !)

Nous l'indiquons cependant puisque son auteur, Marc Garanger, publie simultanément le (beau) recueil de ses photographies qu'accompagne un texte en français et en arabe. Editions Contrejour. (Espace contemporain de la Fondation Nationale de la Photographie, 25 rue de Premier Film, 69008 Lyon).

#### Concert gratuit Rock Against Army

Samedi 15 Mai au C.C.O., rue Courteline à Villeurbanne, à partir de 18 heures.

Ce concert ouvre une quinzaine contre l'embrigadement à l'armée, à l'école, à l'usine...

Pour des renseignements plus précis, téléphonez les mardi et mercredi soirs au G.A.R.M., (7) 837.42.77.



Danse folklorique du Maghreb

#### Danse

Le chorégraphe algérien El Hadi Cherifa participe le 14 mai à Vaulx-en Velin et le 15 mai à Vénissieux sous chapiteaux, à un spectacle de danse folklorique du Maghreb. Il regroupe des artistes venus d'Algérie ainsi que des danseurs formés en France.

En effet depuis deux ans, l'association Inter-Service-Migrants réunit à l'occasion de stages de danses folkloriques du Maghreb des personnes d'origine divers.

Le danseur El Hadi Cherifa anime régulièrement ces stages de formation. Il fut longtemps premier danseur au ballet folklorique algérien, ensuite il alla à Paris et au Bolchoï à Moscou. Actuellement, il travaille à l'Institut d'Art Dramatique et de Chorégraphie d'Alger.

Pour tout renseignement : Inter-Service Migrants, 17 rue Tronchet, 69006 Lyon tél. (7) 889.65.42.

#### 5<sup>e</sup> Festival des travailleurs immigrés

Lyon a été choisi pour l'organisation du colloque « jeunes immigrés » et du gala, ils se dérouleront les 22 et 23 mai (lieux et heures à préciser).

M.T.I., 46 rue de Montreuil 75011 Paris Tel. 372.75.85

### FORMATIONS

#### Politique et religion au XX<sup>e</sup> siècle : Le cas de l'Islam

Session 15 - 29-30 mai 1982 avec Jacques Vernant, Directeur d'Etudes à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

En tous temps et dans toutes sociétés les rapports entre religion et politique sont significatifs et méritent d'être étudiés. Les politiques prétendent fixer les normes qui définissent les relations entre les hommes ou entre les groupes et les rapports des hommes aux biens. Les religions justifient, contestent ou ignorent ces normes en se référant à un ordre qui les dépasse. Plus que toute autre religion, l'Islam, en raison de sa vocation totalisante, s'affirme aujourd'hui sur la scène politique. Il se révèle comme un facteur, voire comme le facteur essentiel de mobilisation, dans les sociétés où il tend à se confondre avec l'affirmation de l'identité nationale. Que peut-on attendre de ce courant ? Quelles conclusions peut-on tirer quant au phénomène religieux en général dans cette fin du XX<sup>e</sup> siècle ?

Centre Thomas More  
La Tourette, B.P. 105  
69210 L'Arbresle  
Tel. 16 (74) 01.01.03  
C.C.P. Lyon 7308-27 A

### RADIOS

#### Radio Canut

Elle veut être une radio au service des diverses structures syndicales, et associatives, comités...

Elle se définit comme radio d'expression politique populaire, un instrument d'information et de mobilisation locale, au service du mouvement populaire à Lyon.

Radio Canut  
3 rue Pouteau, 69001 Lyon  
Tel. 839.18.15

#### Radio Plurielle

Radio de Vénissieux et du Sud-Est Lyonnais, 101 MHz  
Ses prévisions : partir des quartiers pour sensibiliser la population à la radio et lui permettre de s'exprimer, soutenir les manifestations culturelles.

Pour tout contact :  
867.02.71 R. Riango,  
870.80.66 J.F. Cullafroz  
870.58.78 A. Brachet

Radio plurielle :  
chez R. Romeas,  
27 bd Lénine, 69200  
Vénissieux

### REVUES JOURNAUX

#### Psychologie sociale du changement

L'idée de ce livre est issue du Colloque de psychologie du changement à l'université Lyon 2. Cet ouvrage apporte une contribution pour comprendre les changements conduisant à une autre manière de vivre ensemble. Il essaie de déceler derrière une situation banale ce qu'elle représente comme transformation des mentalités et des comportements.

120 pages, 40 F à commander aux Editions Chronique Sociale, 7 rue du Plat, 69288 Lyon Cedex 1

#### Inégalité-Solidarité

Maurice Rustant analyse les inégalités sociales en France (devant l'emploi, les salaires, les revenus, la fortune, l'impôt, les conditions de travail...). Il se propose de répondre à un certain nombre de questions sur la fatalité de cette situation, l'intervention de l'Etat, la position des partis de gauche. Il étudie aussi les mesures déjà prises pour la réduction des inégalités et celles qui sont projetées.

228 pages, 85 F à commander à la Chronique Sociale, 7 rue du Plat, 69288 Lyon Cedex 1

## savoie

### REVUE

#### Broussailles

Une nouvelle revue, bi-annuelle, réalisée à Annecy, elle s'appelle Broussailles. Le premier numéro paraît le 15 mai. Au menu :

- A propos du parc des Ecrins ;
- Montagne aménagée ; espace confisqué ;
- Pour la patrie, par la montagne ;
- Paysans en butte à

l'administration forestière ;  
— Entretiens, témoignages, photos...

Chaque numéro comprendra des textes variés autour d'un thème, une dizaine de pages réservés aux communiqués de collectifs, des photographies, des pages d'expression...

Abonnements et souscriptions entre 60 et 100 F selon les revenus. « Broussailles », chez Gauthier, 74370 Ferrières. Tel. 16 (50) 46.84.03

## ardèche

Tremplin Magazine

Cent à l'heure, telle semble être la vitesse de « Tremplin Magazine », revue d'expression libre, d'informations culturelles et de loisirs. Elle veut être en Ardèche un endroit pour se rencontrer. Le Numéro 1 est paru et on peut se le procurer à « Tremplin-Association », Centre socio-culturel, rue A. Seibel, 07200 Aubenas, tél. : 35.00.73.

## drôme

### RADIO

Radio Air

Changez d'air et branchez-vous sur 95 MHz ! Radio Air, une radio locale qui vous informe sur Romans et sa région.

Pour tout contact : Radio Air, B.P. 201, 26105 Romans. Tél. : 72.00.00

## 95 MHz

### DISQUE

« Notre chant cinglera »

L'édition phonographique de la chanson, à quelques rares exceptions, se trouve pieds et poings liés aux desiderata des sociétés multinationales. Pour que son disque soit le reflet de la chanson vivante, Jean-Pierre Mar-

chand le co-produira avec les Editions « De plein Vent » à Vals-les-Bains en Ardèche. Vous pouvez l'y aider en souscrivant au prix unitaire de 50 francs un exemplaire (ou plusieurs !) de « Notre chant cinglera ». A retourner à J.-P. Marchand, Les Fonds de Brian, 26400 Grâne.

## isère

### FILMS

A la Chapelle Sainte-Marie-d'en-bas, 8 rue Très-Cloître à Grenoble :

— Les hommes qui n'ont pas peur de la mort (film égyptien), les 7 et 8 mai à 21 h.  
— Orféo Négro (film français) les 14 et 15 mai à 21 h.  
— Zone interdite (film algérien) les 21 et 22 mai à 21 h.  
— Les adolescentes (film égyptien) les 28 et 29 mai à 21 h.

Programme de l'O.D.T.I., Foyer Sainte-Ursule, 38000 Grenoble.

### REVUES JOURNAUX

L'ivraie

Une nouvelle revue de création et d'information littéraire réalisée grâce à l'association Peuple et Culture et le service commun des bibliothèques municipales de Grenoble. Parmi le sommaire du numéro 1 : entretien avec Rezvani, un hommage à Bob Kaufman...

Abonnements à adresser à A.G.A.P.E., Bibliothèque Municipale, 5 Grand'Place, 38100 Grenoble. Pour 4 numéros, soutien 150 F, normal 120 F. Le numéro 35 F.

### MANIFESTATIONS

#### Itinéraire Sépharade

Les journées Sépharade qui se déroulent du 11 au 25 mai (à la Maison de la Culture, dans les bibliothèques, au Théâtre Municipal et dans les différents centres communau-

naires juifs) constituent une seconde approche du judaïsme après la quinzaine consacrée à la culture yiddish la saison dernière.

L'encyclopaedia judaica réserve le nom de Sépharade aux juifs des communautés qui vécurent au Portugal et en Espagne avant l'expulsion de 1492. Mais on a coutume de nommer aujourd'hui « Sépharade » les juifs du bassin méditerranéen, juifs dont les cultures sont nées de la rencontre entre l'Orient et l'Occident.

Le but de ces journées est de faire découvrir essentielle-

Un débat avec Albert Mammi suivra la projection (entrée libre).

Vendredi 21 à 18 h 30. conférence sur Elias Canette, prix Nobel de littérature en 1981, par Raphaël Sorin (entrée libre).

### Bibliothèques

L'association des bibliothécaires français organise les 8, 9 et 10 mai des journées d'études sur la bibliothèque et son environnement. Hébergement : Alpescongrès Avenue d'Innsbruck 38000 Grenoble Cedex Tel. (76) 22.18.18

littérature, théâtre, cinéma ;  
— Une représentation de Pantagruel de Rabelais ;  
— Le roi David d'Arthur Honegger ;  
— Mouloudji le 8 mai à 20h30.

## de partout

### ASSOCIATIONS

Vivre sans frontière

## LE JOURNAL autrement

Tous les mois, 32 pages illustrées, bourrées d'informations pratiques, de contacts, d'adresses, de mini-reportages sur des expérimentations, des initiatives locales.

L'outil d'un véritable « réseau ».

Comment créer une halte-garderie, organiser un concert, réaliser un film, ouvrir une bibliothèque, lancer des projets dans les technologies nouvelles, une université populaire de quartier, un centre de santé, etc. ?

Toutes ces initiatives, ces expérimentations, les lieux où elles s'exercent, vous les découvrirez dans le journal AUTREMENT.

Chaque mois, le journal est centré sur « ceux qui bougent » dans tous les domaines : éducation, santé, loisirs, travail, technologies, communications, transports, troisième âge, action culturelle, etc.

En particulier, dans chaque numéro, la « bourse aux projets » pour les créateurs d'activités, qui recherchent des aides et des contacts ; un reportage sur une ville ; le calendrier des colloques et des débats, ... des coups d'œil rapides et concrets sur des initiatives ponctuelles « tous azimuts » symboles d'une société en mutation.

Service des Abonnements  
4, rue d'Enghien 75 050 Paris

ment les traditions judéo-espagnoles et judéo-arabes, ce qu'elles furent dans leurs espaces d'origine, ce qu'elles sont aujourd'hui en France.

Dimanche 16, hommage à Albert Cohen, à partir de 15h. Le film « Albert Cohen pour l'éternité » sera suivi d'une lecture de textes de Gérard Valbert « Albert Cohen ou le pouvoir de vie » par des comédiens (entrée libre).

Mercredi 19, à 20 h 45. film « Nous sommes tous des juifs arabes en Israël ».

### A Saint-Martin-D'Hères « Festival des Peuples et des Travailleurs »

Organisé par différentes associations locales, en collaboration avec la municipalité se tiendra du 30 avril au 15 mai. Temps fort pour l'expression culturelle de nombreuses ethnies de la commune.

Quelques manifestations dont :  
— Un forum sur la création :

L'association A.F.S. Vivre sans Frontières propose aux élèves de seconde un échange de trois mois avec l'Espagne, l'Irlande ou le Canada. pour l'année scolaire 82/83, les inscriptions se terminent le 5 mai 1982.

La participation financière des familles est calculée selon les ressources, à titre d'exemple : entre 3 500F et 7 000F pour le Canada.

Pour tout renseignement, écrire à A.F.S., Vivre sans Frontières, 69 rue Rochecouart, 75009 Paris.

## Manifesto - quotidien italien



### Langue portugaise

A.D.E.P.B.A. (Association pour le Développement des Études Portugaises, Brésiliennes, de l'Afrique et de l'Asie lusophone). Association à but non lucratif, loi 1901.

Contribuer à développer en France l'enseignement et l'étude de la langue portugaise ainsi que la connaissance des cultures du Portugal, du Brésil et des autres pays de langue portugaise.

L'A.D.E.P.B.A. prête son concours aux autorités, organismes, groupements ou personnes qui font éventuellement appel à elle afin de développer dans les pays de langue portugaise, l'enseignement et l'étude du français ainsi que la connaissance de la culture et de la civilisation françaises.

A.D.E.P.B.A., 34 rue Dumond d'Urville  
75016 Paris, tél. 502.10.10

Section Rhône-Alpes  
Mme Michèle Giudicelli  
3 rue Benoît Tabard  
69130 Ecully, Tel. 833.46.83

### Le toit du monde Poitiers

C'est un lieu de rencontre et d'échanges interculturels qui a ouvert ses portes officiellement en avril 1982. Réalisation commune de l'association Accueil et Promotion et du collectif tiers-monde, ce lieu veut être un endroit privilégié de rencontre et de l'expression culturelle de 4 500 étrangers à Poitiers

entre eux et la population poitevine.

Ce centre comprend une grande salle d'expression et d'animation culturelle, trois salles de réunion et d'activités diverses et peut accueillir huit lits pour les travailleurs étrangers.

Le toit du monde, 31 rue des Trois-Rois, Poitiers.

## REVUES JOURNAUX

### Autrement

Le journal « Autrement » présente tous les mois un reportage sur une ville, un calendrier des colloques et des débats, une bourse aux projets pour les créateurs d'activités.

Au sommaire du numéro du mois de mai :

- dans la ville : itinéraires dans Bordeaux ;
- Infos pratiques : être conseiller en dépollution et économie d'énergies industrielles ;
- Créateurs : faire sonner le piano ;
- Cultures régionales : Uzeste, l'éveil musical.

### Guide fiscal des associations

Un manuel utile pour les responsables d'association édité par le ministère de l'Economie et des Finances. Il répond aux questions de toute association sur l'impôt, comment être en règle avec le fisc, comment bénéficier de certaines exonérations fiscales.

En vente en librairie au prix de 30 F.

### Jeunes immigrés hors les murs

Mogniss, l'auteur de ce texte entreprend une série d'enquêtes dans les banlieues parisiennes et lyonnaises, à Dunkerque, Strasbourg et Marseille, pour constater une homogénéité des comportements et des aspirations de cette jeunesse rebelle. Les jeunes immigrés ont déjà pris la parole et s'organisent. Mogniss se fait l'écho de quelques-unes de ces expériences. A lire, un article sur la Grappinière « La Grappe ou l'autopsie d'une cité ». En vente dans les kiosques au prix de 20 F. Edité par les Etudes et Documentations Internationales, collection Questions Clefs.

### Migrants formation

Le numéro 48 de la revue est paru, au sommaire :

- Pour une prise en compte de l'identité socio-culturelle des enseignés ou des enseignants ;
- Une journée de formation à Flers, de la maternelle à la vie active ;
- Le lycée de Bondy à l'heure algérienne ;
- Un itinéraire pédagogique ;
- Les problèmes d'adaptation des réfugiés et personnes déplacées du Sud-Est Asiatique ;

Le numéro 12 F, le prix de l'abonnement 35 F pour 4 numéros à adresser au bureau Documentation Migrants du C.N.D.P., 91 rue G. Péri, 92120 Montrouge.

### Nucléaire

A l'initiative du G.A.R.M. (Groupe d'Action et de Recherche contre la Militarisation) et du Comité Malville (éditant respectivement les revues « Objection » et « Super-Pholix »), une brochure a vu le jour à l'occasion de la marche Malville-Elysée. Son titre : « Le nucléaire, de la bombe à l'atome » (et vice-versa). Outre « favoriser le développement d'une lutte commune entre eux », ils désirent contribuer à montrer le lien entre le nucléaire dit « civil » et le nucléaire dit « militaire ». On peut commander les exemplaires au prix de 6 francs l'un ou 50 francs les dix à « Objection, B.P. 1070, 69202 Lyon Cedex 01, C.C.P. 4 071 48 A Lyon.

## LIVRES

L'immigration maghrébine en trois volumes : L'Hégire des Exclus, l'Islam au cœur, Jeunesse sans henné, écrits par Salah Rizza.

Le premier livre, l'Hégire des exclus, traite :

Du conflit des générations : la famille, seule bouée de sauvetage pour les deux générations, éclate et se disloque dans les méandres de la société occidentale. La personnalité autoritaire du père, celle qui fait de lui l'initiateur et le pédagogue, devient nébuleuse ou figée à cause de la méconnaissance et de l'ignorance de la langue arabe par ses propres enfants.

Du choc du rejet et de la nécessité urgente de retrouver une identité culturelle basée sur l'Islam, les Maghrébins tissent le suaire d'une conscience de minorité. Une manière d'exercer ses droits et ses libertés.

Adresser votre bon de commande, accompagné d'un chèque de 57,50 F établi à l'ordre de l'auteur, Salah Rizza, 13 villa des Bruyères, 93260 Les Lilas.

## MANIFESTATIONS

### Festival : Immigration, culture et luttes

Du 15 mai au 16 juin 1982, se tiendra le 5<sup>e</sup> festival des travailleurs immigrés et leur famille. Il sera axé sur quatre

thèmes principaux :

- l'immigration (droits politiques et sociaux) ;
- les femmes immigrées ;
- les jeunes immigrés ;
- la solidarité internationale.

Les manifestations centrales prévues se dérouleront dans plusieurs villes :

- Ouverture à Avignon le 15 et le 16 mai,
- Cinéma Non-stop du 15 au 5 juin,
- Colloque et gala jeunes à Lyon les 22 et 23 mai,
- Forum et débat sur les droits politiques et sociaux à Paris le 20 et 27 mai,
- Colloque et gala femmes à Paris le 29 mai,
- Semaine anti-impérialiste (Palestine, Salvador, Afrique Australe) à Paris du 1<sup>er</sup> au 4 juin,
- Clôture à Paris, Porte de Pantin, le 5 juin.

Les programmes définitifs sont à se procurer à la M.T.I., 46 rue de Montreuil, Paris 11<sup>e</sup>. Tel. 372.75.85

## DISQUES

### Ahmed Fouad Negm, Cheikh Iman

Le poète A. F. Negm auteur des chansons de C. Iman est incarcéré depuis un an en Egypte pour « crime » d'opinion.

Pour que leur liberté et leur voix se fassent entendre, l'Association Internationale de Défense des Artistes vient de réaliser un disque et une cassette à partir d'enregistrement stéréo sous le titre « Réveille-toi l'Egypte ! », disponible début mai.

Le prix du disque est de 63,70 F (248,70 F les cinq), la cassette 55,40 F (238 F les cinq). A commander à l'A.I.D.A., 6 rue de l'Eure, 75014 Paris.

## CINEMA

### Cinéma portugais

Au centre George Pompidou depuis le 5 avril jusqu'au 6 juin sont projetés une soixantaine de films portugais dont l'œuvre de Manoel de Oliveira.

Paris, centre George Pompidou à la Cinémathèque Française.



Coincée entre les annuaires de téléphone de la porte de service, Michèle Reverbel, écrivain public à Valence, jette l'encrier et la plume d'Epinal pour trois mois. A l'initiative du ministère des P.T.T. et gratuitement pour

les usagers, elle officie au bureau de poste trois matins par semaine pour aider à remplir formulaires et bordereaux. Une expérience que le ministère étendra à tout le territoire si elle s'avérait concluante.

### Trop, c'est trop

Depuis le 1<sup>er</sup> mars, une grève dans le Service de l'Aide à l'Enfance de la D.D.A.S.S. dans le Rhône.

Le directeur de cette administration ne souhaite plus confier à une société extérieure l'encodage informatique des données. La tâche échoie donc aux agents administratifs les moins qualifiés (les moins payés), ce qui signifie deux heures supplémentaires de travail journalier pour ces trente employés.

En l'absence d'accord et d'embauches supplémentaires, ce sont 1500 familles les plus défavorisées qui subissent le blocage des sommes qu'elles perçoivent habituellement.

### Une nouvelle loi pour les associations

Un projet de loi de réforme des associations 1901 est en prévision au ministère du Temps Libre. Celle-ci prévoit la reconnaissance d'utilité sociale d'une association, l'élaboration d'un statut d'un élu social qui concerne les administrateurs bénévoles, des garanties de financement et l'extension des moyens d'expression des associations. Projet dont nous parlerons plus tard dans « Cosmopolis ». Déjà, une consultation est mise en place pour l'étude de cette réforme, toute personne intéressée peut s'adresser au ministère du Temps Libre, 3 rue Octave Gréard, 75700 Paris.

### Commission Against Racism (suite)

Eh oui ! Ils sont descendus ! Des représentants du groupe parlementaire contre la discrimination raciale sont venus à Lyon. Un groupe créé à l'initiative du P.S. et fort d'une centaine de parlementaires. Quatre d'entre eux sont venus le 5 avril rencontrer des étrangers et des représentants d'associations. Leur but : établir un rapport à présenter à partir des discriminations raciales constatées afin de prévoir les moyens d'y parer.

Les principaux problèmes abordés : hormis le racisme latent, sournois, le racisme officiel : c'est-à-dire les quotas imposés aux étrangers en matière de logement, la difficulté de trouver du travail lorsqu'on est jeune et étranger, la police et certaines de ses pratiques, l'école, la presse... Nos élus sont repartis, semble-t-il, fort perplexes devant l'étendue des dégâts !

### Les promoteurs... à l'hospice !

Les Hospices Civils de Lyon, gros propriétaires terriens, ont eu pour pratique de louer leurs terrains pour 99 ans à des particuliers qui ont eu celle de construire des logements. A l'expiration de cette période, les H.C.L. ont pour pratique de relouer ces terrains à des promoteurs immobiliers qui ont celle de rénover. Outre que sous le vocable de rénovation se cache la réalité de démolition et que l'on imagine dès lors que sous promoteur se cache n'importe quoi, ladite pratique a pour conséquence de vider le quartier de sa population laborieuse au profit... des riches.

Voilà ce que la commission logement du comité de coordination des associations du 6<sup>e</sup> arrondissement de Lyon s'emploie à démonter avec succès, donnant de surcroît des indications pour se défendre.

(Le dossier coûte 10 francs et peut se commander 60 rue de Sèze, 69006 Lyon. Permanences le jeudi à 17 heures).

### « MUNDIAL » SOLIDARITÉ



### AVEC LE SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

Pour les victimes de la faim dans le monde, de l'intolérance, des guerres...

### Mondial de la solidarité

Les billets et les carnets de vente de 5 billets se procurent au siège du Secours Populaire Français 6 rue Gaspard André 69 002 Lyon. Tel. 837.01.61 C.C.P. Lyon 14 00V Vous serez peut-être bénéficiaire d'un voyage en Espagne pour participer à un match du Mondial (voyage-hébergement-compris).

### La droite au placard, le racisme court toujours.

« Mon très cher Mustapha,

« Avec la grâce d'Allah tout-puissant, nous sommes devenus les maîtres et les seigneurs de France. Je me demande pourquoi tu hésites à venir nous rejoindre [...]. Ne t'inquiète pas d'être malade avec la nourriture des Français (ils mangent du porc...), car il y a la Moutouelle. Tu travailles six mois et puis... tu es malade et tu touches la moutouelle. Et avec les allocations familiales de dix gosses, tu peux vivre très bien et pour rester en forme, tu vas travailler au noir...

« Viens vite, nous t'attendons très nombreux. »

Ce n'est qu'un court extrait de l'humour extrême dont fait preuve une bande organisée puisqu'elle sévit simultanément à Chambéry, à Romans, à Grenoble, à Lyon. Sous forme de tract dans les boîtes aux lettres.



Nous avons appris avec émotion le décès de Charlotte Lorient le 12 avril 82 après une courte maladie. Dans sa vie et dans son travail de formation et d'animation, ses préoccupations étaient les nôtres. La rédaction de « Cosmopolis » prend part à la tristesse de sa famille et de ses amis.

### Faut-il poursuivre la Sainte-Vierge ?

« La Sainte-Vierge demande de renvoyer tous les Arabes de l'école ».

Nous ne pouvons encore confirmer cette information qui, authentifiée, fera un tabac assurément. Mais c'est cependant celle-ci qu'a écrite Blandine Piegay, 14 ans, de La Talaudière dans la Loire. Le dimanche de Pâques, ce sont 3000 personnes venues de la France entière qui sont venues marcher sur les plates-bandes du potage paternel pour épier l'un des derniers phénomènes, nouveaux et intéressants, pouvant encore survenir dans nos vies blasées : une apparition de la Sainte-Vierge. Pour Blandine, c'est chose faite : tous les après-midi et pour la 31<sup>e</sup> fois. Il est à parier que pour entendre des conseils aussi peu reluisants venus d'aussi haut, la foule sera plus nombreuse samedi prochain.



# REFUGIÉS

Alors que l'on est en droit de s'interroger et d'émettre de vives inquiétudes sur la réelle volonté qu'ont certains cadres de l'administration à favoriser l'accueil et l'insertion de réfugiés politiques, Claire Bellissen a constaté l'énergie que d'autres emploient sur le terrain à diminuer les innombrables difficultés qui accompagnent l'exil tandis que Pierre Gras, poursuivant l'itinéraire des Chiliens à Lyon (voir « Cosmopolis » N°3) rappelle qu'il n'est de réelle solidarité que...concrète.

1

**LYON  
TERRE D'ASILE ?**

2

**SUD - EST  
ASIATIQUE**

3

**CHILIENS**

# LYON, TERRE D'ASILE ? ...

## 1

COMME toutes les grandes villes, l'agglomération lyonnaise a de longue date été le port d'attache de réfugiés de toutes provenances (\*). Avec le coup d'Etat au Chili en septembre 1973 qui a provoqué l'afflux de Sud-Américains qui avaient obtenu l'asile sous le régime socialiste d'Allende, puis de Chiliens fuyant la répression, on rentre dans une nouvelle phase : la nécessité de décentraliser l'accueil parisien entraîne l'ouverture du premier centre provisoire d'hébergement de la région, qui fonctionne successivement au cours de l'année 74 au Couvent des Dominicains d'Veux, dans une école d'éducateurs, puis au Grand Séminaire. A compter de septembre 1974, le centre Pierre Valdo ouvre ses portes de façon plus permanente aux réfugiés latino-américains (Chiliens, Argentins, Uruguayens, Péruviens, etc...), puis aux réfugiés d'Afrique, enfin à toutes les nationalités à l'exception des ressortissants du Sud-Est Asiatique.

C'est que ceux-ci font l'objet d'un accueil distinct dans des foyers ouverts à compter de 1976 par le Secours Catholique et l'Association parisienne France Terre d'Asile, dans des foyers SONACOTRA de l'agglomération. Actuellement, trois d'entre eux fonctionnent à Caluire, St-Genis Laval et Bron, ainsi qu'à Miribel dans l'Ain.

### Le gîte et le couvent

On pourrait donc penser que tout va pour le mieux puisque chaque arrivant dispose d'un lit, de repas, de cours de français. En réalité, rien n'est si simple et les problèmes s'ajoutent chaque année aux problèmes :

— le nombre des réfugiés admis du Sud-Est Asiatique étant fixé par le gouvernement, ceux-ci ont tous place dans des foyers dès leur arrivée. Pour les autres nationalités, il n'en est rien, et les places manquent. Ainsi, à Lyon, les 45 places du Centre Pierre Valdo (nouvelle capacité augmentée de dix lits) ne suffisent plus depuis longtemps à loger les réfugiés qui arrivent plus nombreux qu'auparavant, surtout d'Afrique Noire. Le Service Social d'Aide aux Emigrants a rendu publics des chiffres relatifs aux trois mois de sep-

tembre à novembre 1981 : 201 demandeurs se sont présentés à la Préfecture du Rhône, dont 87 Zaïrois, des Congolais, Camerounais, Chinois, Afghans, Pakistanais, Turcs, Chiliens, Uruguayens, Brésiliens, Roumains, Tchèques, Polonais..., en quelques lignes, on retrouve presque la carte de l'état des libertés dans le monde.

Une nouvelle association se met en place sur Lyon (contact par la revue) pour essayer d'obtenir des pouvoirs publics la prise en compte de ces besoins, qui restent limités par rapport à l'accueil des Vietnamiens, Laotiens, Cambodgiens.

Il lui faudra non seulement se faire entendre à ce niveau, mais aussi affirmer son indépendance par rapport aux circuits parisiens. A l'heure où l'on parle de décentralisation, sait-on que les places du centre Pierre Valdo sont bloquées depuis des mois par France Terre d'Asile, qui réserve les places depuis son bureau national et examine une fois par semaine les candidatures des demandeurs d'asile qui se présentent à Lyon... quand elle ne les fait pas monter à Paris, comme cela s'est vu, pour les renvoyer dans une autre région de France, un peu comme une marchandise que l'on « case ». En province, on doit être trop bête pour juger de l'utilité d'héberger quelqu'un !

Voici enfin notre réfugié admis dans un centre (quand il a la chance de pouvoir l'être). Les problèmes ne font que commencer : d'abord obtenir des papiers. A Lyon, procédure unique en France, on lui fait remplir au guichet sa demande de protection qui sera transmise à l'O.F.P.R.A. (\*\*). Procédure aberrante mise en place il y a quelques années par un chef de service des étrangers hanté par l'obsession des faux réfugiés. Même le Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés n'a pu obtenir la disparition de cette absurdité. En quelques minutes, il faut donc que l'intéressé justifie des raisons pour lesquelles il demande l'asile en France. En principe, ces renseignements font partie des archives inviolables de l'O.F.P.R.A. Il a été établi dans le passé que dans les locaux de la Préfecture, la D.S.T. faisait pression sur des réfugiés pour obtenir des renseignements sur les partis politiques reconstitués en exil !

### Le parcours du combattant.

Il faudra ensuite trouver le moyen d'apprendre le français. Les subventions parcimonieuses du F.A.S. (Fonds d'Action Sociale), scandaleusement détournées de leur objet (il s'agit principalement de salaires différés des travailleurs étrangers ayant cotisé, lorsque leur famille est restée au pays) sont bien insuffisantes pour assurer un cours à chacun dans des conditions satisfaisantes : groupes de niveaux non homogènes, durée insuffisante.

A la Direction du Travail, il faudra affronter les foudres d'un autre chef de service, toujours en poste celui-là, qui applique depuis de multiples années les circulaires ministérielles de la façon la plus restrictive possible, quand il ne faut pas lui en procurer une copie ! Car pour chercher du travail, tant que l'O.F.P.R.A. n'a pas rendu réponse, il faut une autorisation spéciale, renouvelable chaque mois. Et pour ce qui est de rendre réponse, à l'O.F.P.R.A., on sait prendre son temps : on compte en mois, puis en années en cas de recours (\*\*\*) .

Quand on sait ce que coûtent les démarches pour le bon citoyen parfaitement francophone, bien au fait de ses droits, on imagine le parcours du combattant qui attend l'Ethiopien muni d'un anglais rudimentaire, d'un bureau à l'autre. On pourrait trouver mille situations courtelinesques, telle cette circulaire de la Sécurité Sociale qui refuse d'immatriculer un réfugié s'il ne présente pas un extrait de naissance. Pas de chance, ce n'est pas le premier papier qu'il vous prend à l'idée d'aller chercher à la Mairie en cas de coup d'Etat. Aussi, l'O.F.P.R.A. peut-il le délivrer... mais seulement après la reconnaissance définitive de la qualité de réfugié, souvent jusqu'à deux années après l'arrivée en France.

Bien que depuis l'ouverture des Centres d'Hébergement, aucun bilan réel n'ait été fait de la situation des réfugiés, plusieurs années après leur sortie du centre, tous les travailleurs sociaux en contact avec les réfugiés savent que c'est en années qu'il faut compter pour qu'un demandeur d'asile trouve sa place sociale. Mais ils

savent aussi que les moyens mis en œuvre dès le premier accueil sont déterminants pour que les réfugiés ne se retrouvent tôt ou tard à la charge de l'aide sociale, dépendants des circuits d'assistance.

Quand les réformes les plus indispensables verront-elles le jour ?

N.S.D.

(\*) Cf dans le précédent numéro, l'article sur les Arméniens de Décines.

(\*\*) Office Français pour la Protection des Réfugiés et Apatrides.

(\*\*\*) Cf dans notre N°3 « Les réfugiés à l'Office ».

# SUD-EST ASIATIQUE :

## 2 du riz au blé.

**V**OUS pouvez les voir tous les matins dans le bus, sages avec de gros cartables ; ou bien entrer dans des épiceries spécialisées en produits d'Extrême-Orient, où l'on parle cinq langues : viet-namien, cambodgien, laotien, chinois et français. Il y règne une atmosphère calme et détendue, et pourtant, on parle, on parle. Un autre monde, un autre voyage.

A midi ou le soir, les restaurants chinois, vitrine rouge et lanternes rondes, offrent aux Français crabes farcis, canard laqué, poissons aigres-doux, pousses de bambous et champignons noirs. Aux cuisines et au service, souples et discrets, les « chinois », « le Taïwan », « La Pagode », le « Hong Ha », le « Dai Ham », l'« Opéra de Chine » : exotisme dans les plats, le service, l'atmosphère. Quelquefois, le serveur parle à peine français.

Quel rapport avec ces photos tragiques et ces articles désespérés que l'on voyait il y a deux ou trois mois dans les journaux sur les « camps de la mort », les « boat people », les « rescapés de l'enfer » ?

« On ne sait pas. Ils ont ouvert un centre là-bas, mais nous, on ne les fréquente pas. Ils sont calmes, il n'y a pas de problèmes avec eux. Quelquefois, on les voit à « Mammoth » faire leurs courses. Enfin, maintenant qu'ils sont là, ils ne souffrent plus. ».

A « Carrefour », à « Mammoth », des rayons entiers de salades de soja, de soupes de vermicelles au poulet, de rouleaux de printemps tout prêts, produits ou importés par les chaînes Suzi-Wan, Thai World Co, China National Cereal, Amoy Fukien, nous rappellent l'existence d'une nouvelle population évoluant parmi nous.

A Lyon, le Secours Catholique est chargé de l'accueil des réfugiés du Sud-Est. Les centres d'accueil à Bron, à Caluire et St-Genis Laval, et à Miribel dans l'Ain reçoivent les deux tiers des Viet-Namiens, Cambodgiens et Laotiens

qui arrivent dans la région lyonnaise. Les autres arrivent en « solution individuelle », c'est-à-dire chez un membre de leur famille ou chez la personne qui leur a envoyé un « certificat d'hébergement » sur place dans les camps de réfugiés en Thaïlande.

Ces centres d'accueil, ce sont des foyers SONACOTRA. Pour celui de Bron, le Secours Catholique en loue la moitié pour les Asiatiques, l'autre moitié accueille des travailleurs immigrés, Maghrébins pour la plupart. Les réfugiés restent là en principe au maximum quatre mois, hébergés, nourris, et percevant des A.S.S.E.D.I.C.

Ces quatre mois sont importants.

Quatre heures d'alphabétisation sont données par jour à ceux qui le désirent. Démarches administratives, recherches de travail et de logement, problèmes de santé : le personnel du S.O.S. (Secours Catholique) et les réfugiés se débattent pour obtenir un semblant de vie décente. Prises de contact, entr'aide au sein d'une même ethnie : dépannage financier entre Chinois ou entre Viet-Namiens, recherche de travail facilitée : un patron embauchera plus facilement un deuxième Asiatique si un premier travaille déjà pour lui.

Au travail, on apprécie la précision, la minutie, la discrétion des Asiatiques, qui font oublier leur lenteur. Aussi les retrouve-t-on plutôt dans les usines sur des travaux de précision, ou dans le secteur tertiaire. Les femmes cherchent du travail si elles se trouvent seules et avec une famille à charge. Cette démarche n'est pas prioritaire pour elles si leur mari est avec elles.

Il se pose souvent un problème de qualification : les réfugiés ayant un métier dans leur pays d'origine ne trouvent pas d'embauche dans leur branche et doivent accepter de faire tout autre chose.

Les enfants d'âge scolaire jusque vers douze ans sont admis dans une classe d'initia-

tion, où ils retrouvent d'autres immigrés. Là, ils apprennent le français et peu à peu, obtiennent une mise à niveau qui leur permet de s'intégrer dans le cycle scolaire habituel.

### L'accueil, et après ?

Après, on se débrouille. Plus ou moins bien, plus ou moins mal. On se retrouve en famille, souvent en famille élargie : parents, cousine, belle-famille se regroupent pour tenter de reformer un noyau, pour combler l'absence des disparus.

« Vous savez », me disait un couple khmer, « au Cambodge, sous Pol Pot, nous étions misérables, les familles étaient séparées, on travaillait sans repos tous les jours, avec les Khmers Rouges qui nous surveillaient. Nous ne mangions pas à notre faim, nous n'avions pas de nouvelles de nos proches. Nous avons de la famille au Cambodge, mais nous ne savons pas où ; nous n'avons jamais eu de leurs nouvelles. ».

Faire front à un passé récent et tragique, être plus fort pour s'intégrer à la vie occidentale. « Avant d'arriver, j'avais très peur d'avoir froid ». « Quelles difficultés avez-vous rencontrées ici ? ». Un grand sourire me répond : « Nous avons été accueillis, vous savez, nous sommes restés deux ans à Khao I Dong, un camp de réfugiés khmers en Thaïlande, maintenant, nous sommes heureux d'être ici. ».

Ils sont discrets, on ne les connaît pas. Ils payent leur loyer ; ils ne parlent pas de leurs problèmes. « Les Asiatiques, personne n'en sait grand-chose si ce n'est les articles dans les journaux ; il paraît que... ». Ils ne se livrent pas et l'interview n'est pas facile. Si la confiance s'installe, ils vous montreront une extrême sensibilité, un accueil émouvant, une gentillesse et un calme déroutant.

### La vie en rose pour les Asiatiques ?

Souvenirs de l'Indochine ? Culpabilité vis-à-vis des événements de ces trente dernières années dans les trois pays d'Asie du Sud-Est ? Curiosité ? Les Français acceptent souvent mieux « les chinois » que les autres immigrés. Ces Chinois qui ne parlent pas, qui ne font pas de bruit, qui sont sages en classe, souriants dans l'immeuble, réservés en groupe, discrets à l'usine. Qui sont-ils ?

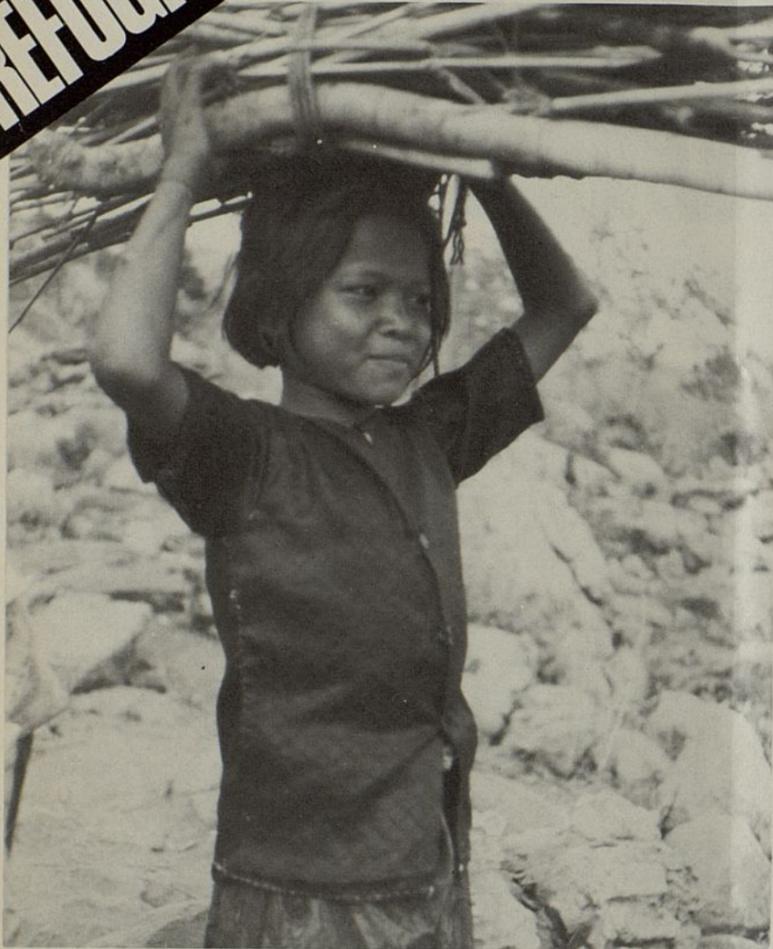
Peut-être ne sont-ils finalement pas si différents de nous, au moins par les problèmes qu'ils rencontrent.

Si, à l'école, ils sont sages au début, il n'en reste pas moins que l'avenir des petits réfugiés est le même que celui des autres : ou bien ils arrivent à s'adapter dans le cycle scolaire normal, ou bien ils suivront la filière : classe de transition, classe d'adaptation, stage de formation, puis chômage...

Les adolescents, trop vieux pour entrer en classe, sans qualification, chômeurs, se retrouvent dans la rue, au café, où parfois éclatent de violentes bagarres entre Asiatiques et Arabes, correspondant à une haine profonde, attisée par le fait que les Français préfèrent les Asiatiques...

Chômage, délinquance, drogue. Le lot commun. La vie dans les grands ensembles. Les communes de la banlieue lyonnaise où vivent beaucoup d'étrangers commencent à froncer les sourcils. Et les autres proposent des loyers hors des possibilités des réfugiés, qui continuent d'arriver tous les mois dans les centres d'hébergement.

Les femmes et les personnes âgées vivent repliées sur elles-mêmes. Si le mari travaille, ça va, peu à peu on acquiert le minimum de



des camps de réfugiés...  
...à la gastronomie

Photo Claire Bellissen



Photo Claire Bellissen

**E**N arrivant à Roissy, chaque réfugié reçoit un « sauf-conduit » (ou laissez-passer). L'organisme qui gère les centres d'hébergement (le S.O.S. à Lyon) demande à la préfecture une autorisation provisoire de séjour de trois mois renouvelable qui donne droit :

- à l'inscription à l'A.N.P.E.
- à l'autorisation provisoire de travail
- à un A.S.S.E.D.I.C. de 900 francs par mois par chômeur (aide spécifique aux réfugiés).

Quelques chiffres : en France, il y a à peu près 110 000 réfugiés. A Lyon et dans sa région, il y a 10 000 réfugiés.



Photo Claire Bellissen

### D'où vient le réfugié ?

**E**TRE réfugié du Sud-Est asiatique définit une situation en France. A l'origine, les réalités sont différentes. Voici une ébauche de mise au point : nous nous trouvons en présence de trois ethnies différentes avec une quatrième un peu à part.

Les Cambodgiens, ou Khmers issus de l'ex-République Démocratique du Kampuchéa. Fuyant d'abord les Khmers rouges, puis les Viet-Namiens, les Khmers se réfugièrent d'abord à la frontière kmero-thaïlandaise dans des camps situés du côté cambodgiens. Fin 1979, bon nombre d'entre eux passèrent la frontière pour arriver dans des camps gérés par la Croix-Rouge sous l'autorité militaire thaïlandaise (les chiffres sont difficiles à déterminer).

Les Laotiens fuyant surtout l'autorité viet-namienne, se réfugièrent dans des camps situés au Nord-Est de la Thaïlande. Depuis, plusieurs ethnies différentes, Hmongs, Laos, Akhas, composent la population laotienne.

Les Viet-Namiens, embarqués à bord de bateaux de fortune (surtout à partir de 1978-1979) qui s'échouèrent sur les plages indonésiennes, malaises, de Hong-Kong et de Singapour, à moins d'être attaqués par des bateaux pirates thaïlandais. C'est ce qu'on appela les « boat-people ». Dans les pays où ils échouèrent se dressèrent des camps.

Cette quatrième ethnie un peu à part, ce sont des gens d'origine chinoise mais nés au Viet-Nam, au Cambodge ou au Laos. Bien que vivant dans l'un de ces pays, les Chinois ont gardé leur langue et leurs traditions. On les retrouve dans les camps de réfugiés ou parmi les boat people ; par contre, ce sont le plus souvent eux qui, arrivés en France, montent des affaires commerciales (épiceries, restaurants). Les Chinois sont plutôt mal acceptés, mal vécus par les autres.

Pour avoir une chance d'arriver en France, le réfugié doit recevoir dans le camp où il se trouve un certificat d'hébergement envoyé par un membre de sa famille proche résidant en France. L'attente peut alors durer plusieurs mois et même plusieurs années avant que la demande d'émigration aboutisse. Quelquefois, elle n'aboutit pas du tout. Lorsque le processus d'émigration est enclenché, le réfugié et sa famille passent un, deux ou trois mois dans un camp de transit, situé près de Bangkok, le temps des formalités administratives.

L'étape suivante dure une quinzaine de jours, à Bangkok même, où les réfugiés attendent l'embarcation, à bord d'un avion qui les déposera à Roissy. Le vol est payé par la Croix-Rouge et il sera peu à peu remboursé par le réfugié lui-même, une fois en France.

De Roissy, les réfugiés sont orientés vers des centres de transit (quatre en région parisienne), où ils subissent un examen médical, avec mise en route d'un traitement si nécessaire (tuberculose, paludisme). Une analyse de leur situation familiale et sociale est faite, de même qu'une initiation au français et à la vie en France.

Claire Bellissen ●

meubles et on s'en sort. Sinon, il faut avoir recours au Secours Catholique, et, sans travail, on perd peu à peu sa dignité. « *De toutes façons, ils s'en sortent mieux que les autres, ils s'intègrent plus facilement que les Turcs ou les Arabes* ». Voici un lieu commun qui ne correspond pas à la réalité. S'il est vrai que l'on voit fleurir des commerces d'Extrême-Orient, s'il est vrai que les Asiatiques sont des bûcheurs, leurs problèmes restent très vifs, et si on le voit moins, c'est qu'ils tiennent à sauvegarder la façade et que rien ne filtre à travers leur sourire.

### Quel espace culturel ?

Pour un peuple venant d'un pays chaud où l'eau est abondante et tiède, où l'on est bouddhiste, bien que certains soit chrétiens, où la vie sociale est rythmée par les fêtes du temple, les fêtes du village, où les problèmes sont discutés longuement, où le riz, l'ananas et la noix de coco sont les bases de l'alimentation, où les rites religieux tiennent une place importante, comment retrouver son identité ?



Sans prétendre recréer un espace asiatique, le Secours Catholique a mis en place la maison du Réfugié du Sud-Est asiatique « *à la disposition de tous les Cambodgiens, Laotiens et Viet-Namiens, pour être un centre d'accueil et de renseignements, un lieu de rencontres, un ensemble de locaux et de terrains, une bibliothèque* ».

Alphabétisation, démarches administratives, prises de contact, fêtes traditionnelles, fêtes religieuses, fêtes pour les enfants, loisirs, sports, ateliers de cuisine, rencontres entre les trois peuples et avec des Français, pique-nique au mois de juillet, groupes de musique et de danses khmers et laotiennes, groupes de théâtre viet-namien, telles sont les activités de la Maison du Réfugié, où une permanence se tient tous les jours.

D'un passé récent sans merci, à l'avenir incertain, des civilisations d'Extrême-Orient à une société cartésienne, de la musique des temples au hard-rock, du riz au blé, comment va se faire le lien ?

Claire Bellissen ●

# CHILIENS

## 3 à Lyon, quelle solidarité? ...

huit années d'exil... l'espoir d'un retour qui s'amenuise. Pour les réfugiés chiliens et latino-américains qui s'affrontent à la fois au passé, au quotidien et à l'avenir, l'exil n'est pas rose. Pourtant, c'est peut-être dans le quotidien et dans le concret que les réfugiés trouvent la force d'espérer...

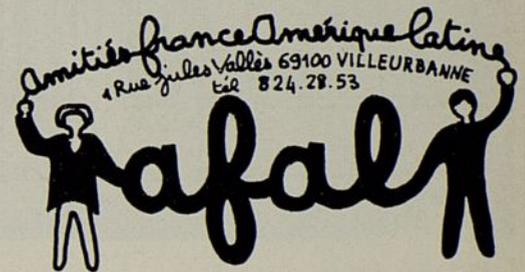
« **D** EPUIS le 10 mai, la France a réaffirmé sa vocation de terre d'asile et élargi son quota d'accueil de réfugiés du sud-est asiatique. Or, que constate-t-on pendant toute cette période? D'une part, l'obtention du statut de réfugié politique s'est allongée, et peut atteindre à présent six ou sept mois, du fait de l'afflux des réfugiés. D'autre part, bien que ce ne soit pas la position officielle, il faut s'attendre à des limitations dans l'obtention de ce statut dans les mois qui viennent... ». Jacques, qui s'occupe de l'accueil et de l'insertion des réfugiés au Centre Pierre Valdo (dans le 5<sup>e</sup> arrondissement de Lyon), est sévère dans son jugement. Mais celui-ci s'appuie sur des faits : le Centre Pierre Valdo qui, depuis 1974, est le principal lieu d'accueil de réfugiés de l'agglomération, est largement saturé et sera cette année en déficit de plusieurs millions. Et, ce qui est plus grave, du fait de l'absence d'un autre lieu d'accueil dans l'agglomération lyonnaise, il est amené à refuser une vingtaine de demandes d'admission de réfugiés chaque mois. Seules deux ou trois personnes, ou familles peuvent ainsi être accueillies correctement chaque mois.

« Les pouvoirs publics », poursuit Jacques, « semblent s'accommoder d'une situation pénible

pour les réfugiés, et admettent en fin de compte que le gouvernement ouvre les portes du pays sans prendre les mesures d'accueil qui s'imposent ! »

Pour les Chiliens, Argentins, Uruguayens qui continuent d'arriver, souvent via Paris, dans la région, l'angoisse continue. Trouver un lieu d'accueil, attendre, parfois six mois, le statut de réfugié, l'autorisation provisoire de séjour en poche, trouver du travail, le tout avec des revenus (1 300 F) suffisants pour vivre en tant qu'assistés, mais plus difficilement pour se prendre en charge.

« Les gens qui sont accueillis au Centre », souligne Jacques, qui se trouve confronté aux problèmes concrets depuis presque un an à Pierre Valdo, « vivent une réalité très mouvante. Souvent, ils n'étaient pas du tout préparés à vivre une situation aussi précaire, génératrice d'angoisse. Or, on leur demande de ne pas s'installer dans le provisoire, dans une situation qu'ils jugent eux-mêmes dévalorisante. On leur demande d'être adultes et autonomes. Compte tenu de leur situation, c'est une position un peu contradictoire. ».



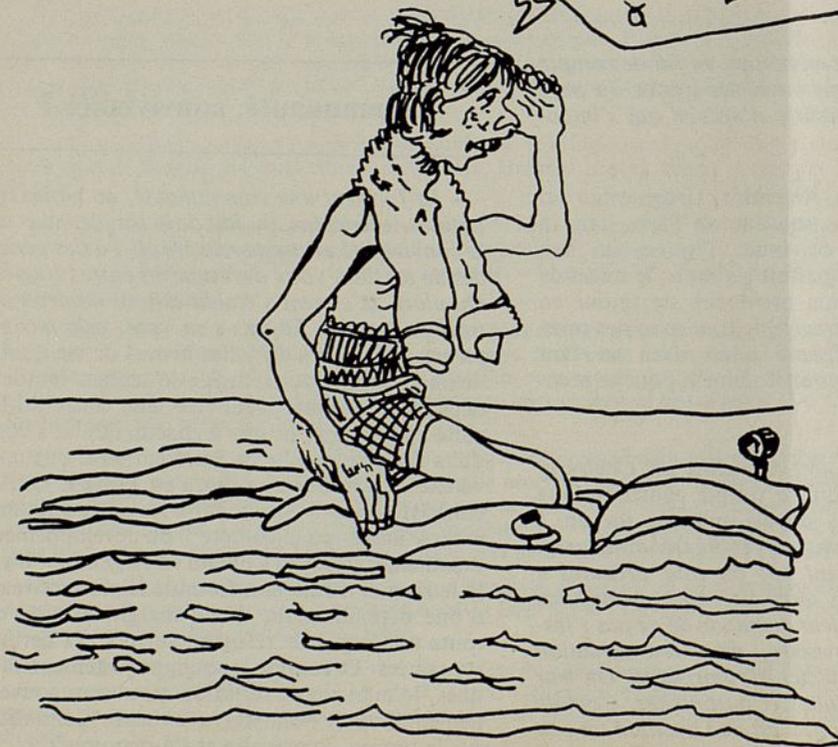
### Communauté, convivialité ?

« Ils forment une communauté, au moins les Latino-Américains, du fait de la langue, mais où la convivialité est toute relative. Il y a des périodes de tension, voire des bagarres entre réfugiés. Ou alors, le ciment s'établit autour de deux ou trois personnes. Et s'ils s'en vont, cela recommence... ». A ces difficiles heures de vie quotidienne où bien des réfugiés se sentent inutiles, déprimés, s'ajoute peut-être une autre difficulté : l'itinéraire propre à chacun qui les a conduits d'un bidonville de Santiago ou d'une université de Montevideo jusqu'en France. Quelle cohérence peut-il y avoir entre les exilés militants et les « laissés-pour-compte » du développement façon américaine au Chili ou en Argentine. Il y a là le risque, même non formulé le plus souvent, d'une dépolitisation, d'une marginalisation de toute une vague de réfugiés, surtout ces dernières années. Et comme le souligne justement Jacques, le manque de réflexion au niveau gouvernemental sur ce point aggrave encore la situation sur le terrain, le précaire et l'à-peu-près...

## LA MAISON DE L'AMÉRIQUE LATINE



A cette vitesse, je ne  
serai jamais en  
Amérique latine ce soir!  
Je ferai mieux d'adhérer  
à l'A.F.A.L....



L'insuffisance des lieux d'accueil des réfugiés venant d'arriver ne se conteste pas. En revanche, pour ceux qui sont déjà partiellement intégrés, qui ont obtenu, avec le « statut », l'assurance de pouvoir vivre et travailler ici, les points de chute sont déjà plus nombreux. Plus récent des « lieux » ouverts dans l'agglomération lyonnaise, la Maison de l'Amérique Latine (\*) animée par les militants de l'Association France-Amérique latine répond, selon eux, à un besoin clair : « C'est la situation tragique de l'exil des Latino-Américains qui a fait naître l'A.F.A.L. », expliquent Celso et ses amis. « Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est socialiser cette expérience, l'interpréter, la hisser à sa dimension critique »... Autrement dit, parvenir à tirer les éléments positifs de l'exil et préserver ce qui est préservable. Musique, échanges, rencontres, soirées entre amis sont pour l'A.F.A.L. autant de moyens aussi « politiques » que d'autres pour maintenir cette cohésion et ces liens nécessaires à la communauté latino-américaine.

Au-delà de cet objectif, la Maison de l'Amérique latine entend « toucher l'opinion française de façon plus approfondie que par la solidarité traditionnelle du type humanitaire ».

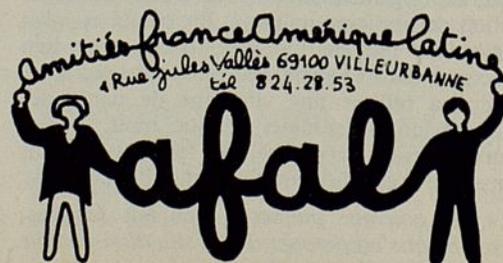
En ce sens, l'objectif de l'A.F.A.L. correspond aujourd'hui à l'évolution d'une part des organisations chiliennes en particulier. Au Comité de Défense des Prisonniers Politiques en Amérique latine (\*\*), on s'oriente en effet vers une aide de plus en plus concrète et de plus enracinée dans la vie quotidienne des peuples là-bas, sans abandonner les positions de principe sur la solidarité politique, mais en l'assortissant de mesures immédiates et réellement suivies d'effets : foyers d'enfants, écoles syndicales, commissions paysans, groupes santé, cantines populaires, groupes d'handicapés, groupes de femmes de disparus, à Valparaiso, Maipu, Santiago, Concepcion, Halcahuano... Autant de projets qui nécessitent des moyens et une vision réaliste des choses.

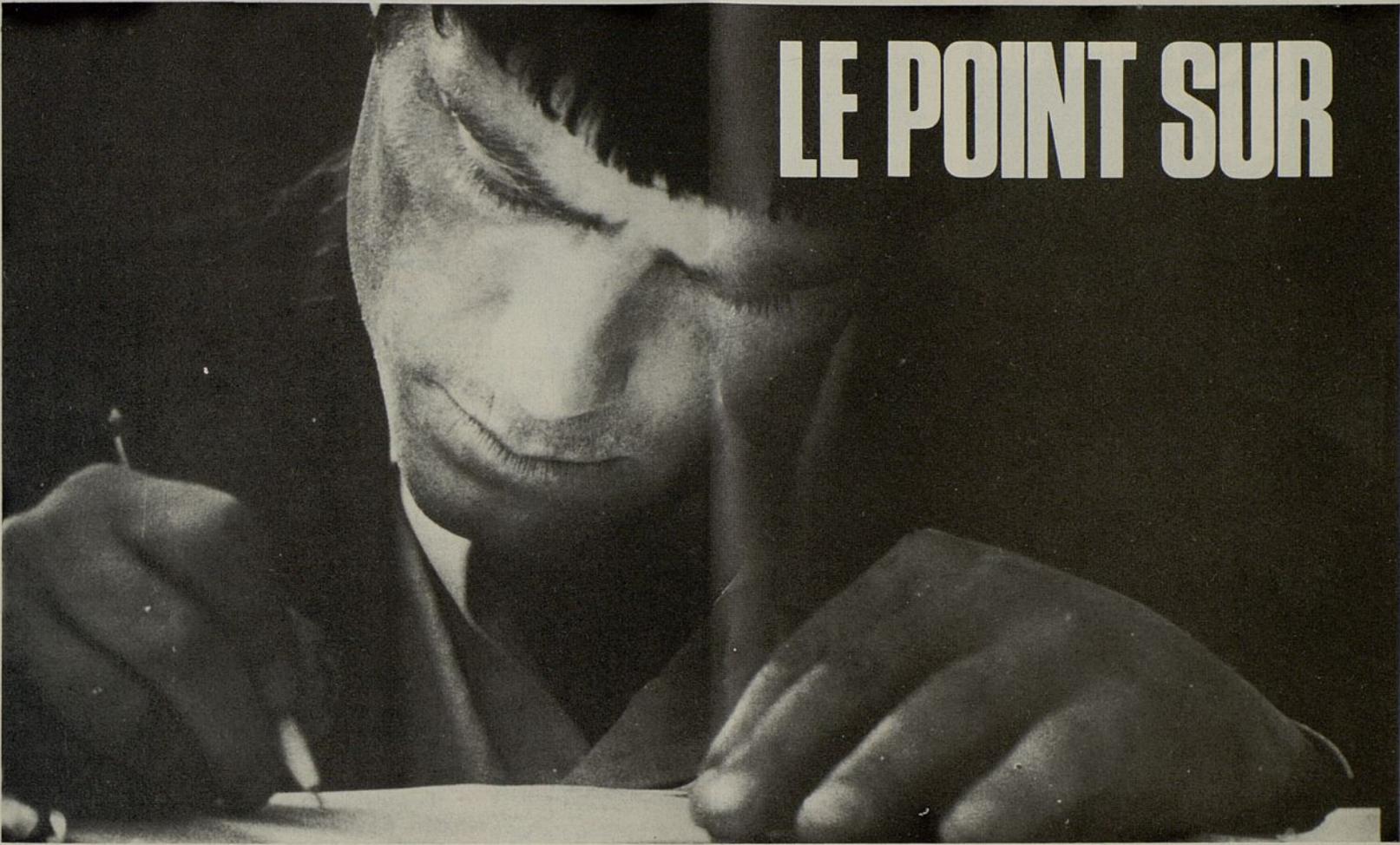
L'espoir, ici, viendra-t-il des désespérés, là-bas, qui nous rappellent parfois crûment que pour être réelle, la solidarité doit cesser d'être une coquille vide... ou un alibi ?

Pierre Gras ●

(\*) Maison de l'Amérique latine, 3 rue Jules-Vallès à Villeurbanne (métro Charpenne-Villeurbanne), tél. 824.28.53

(\*\*) Pour plus de renseignements sur ces projets : Comité de Défense des Prisonniers Politiques en Amérique latine, c/o S. Gerbe, 101 avenue Charles-de-Gaulle, 69300 Caluire





# LE POINT SUR

## L'ENSEIGNEMENT DU PORTUGAIS

Monsieur José Rocha Carneiro est le responsable régional de la Coordination de l'Enseignement du portugais en France. A ce titre, nous l'avons rencontré afin de faire le point sur la situation de l'enseignement du portugais dans la région Rhône-Alpes.

**Qu'est-ce que la « Coordination Générale de l'Enseignement du Portugais en France » ?**

**J. Rocha Carneiro**— Il s'agit d'un service créé en 1976 auprès de l'Ambassade du Portugal à Paris. C'est Madame Neves, conseillère culturelle de l'Ambassade qui en assure la responsabilité ; ses adjoints sont chargés de coordonner l'implantation des cours de portugais dans l'enseignement primaire, dans les différentes régions de la France.

**Où en est l'enseignement du portugais dans la région Rhône-Alpes ?**

**J.R.C.**— Pour ce qui est des cours inté-

grés et des cours parallèles dans le primaire (cours pris en charge par le gouvernement portugais) dans les neuf départements qui sont sous ma responsabilité, il existe 230 cours de langue maternelle. Pour le secondaire, 22 cours de portugais en langue vivante numéro un et deux (cours pris en charge par le gouvernement français).

Dans ces neuf départements, sur 15 150 enfants portugais ou d'origine portugaise, 5500 enfants suivent des cours de portugais.

**Pourquoi le gouvernement français prend-il si peu de cours en charge ?**

**J.R.C.**— Si l'académie ou le rectorat ne reçoivent pas de demandes pour l'ouverture de cours de langue portugaise, des cours n'auront pas lieu. Il faudrait dire aux parents que les enfants français n'étudient que deux langues en entrant en 6<sup>e</sup>, la langue maternelle et une première langue étrangère, souvent l'anglais.

Les enfants immigrés affrontent une première difficulté, ils doivent en entrant en 6<sup>e</sup> étudier l'anglais ou tout autre langue vivante en première langue. Cela en fait alors trois : l'anglais, le français qu'ils ne dominent pas toujours très bien et le portugais qu'ils parlent. Nous disons aux parents portugais qu'avoir la possibilité de choisir



le portugais en première langue dès la classe de 6<sup>e</sup> rétablit une plus grande égalité avec les élèves français puisque comme eux, ils n'étudieront alors que deux langues, le français et leur langue maternelle.

Etudier le portugais en première langue leur permettra de mieux s'adapter à l'école et par conséquent de mieux réussir, de maintenir le lien avec la culture d'origine et faciliter un éventuel retour au Portugal et cela, dans les meilleures conditions.

**Vous parlez d'une possibilité de retour, le gouvernement portugais envisage-t-il ce retour pour les immigrés ?**

**J.R.C.** — Tous les pays d'émigration souhaitent que toutes ces personnes, parties pour des causes politiques ou économiques, retournent à leur société d'origine, leur pays, et je suis bien convaincu que le gouvernement portugais travaille sérieusement pour que les conditions d'une vie meilleure soient rapidement trouvées de façon que les Portugais puissent rentrer au Portugal.

**Lorsqu'il n'existe pas de cours de portugais, comment procéder pour en obtenir un ?**

**J.R.C.** — Il y a une première démarche, quand les enseignants français ou le directeur d'école (en C.M.2) distribuent des fiches demandant de choisir la langue vivante numéro un pour l'entrée en 6<sup>e</sup>, les parents portugais qui désirent que leurs enfants étudient leur langue d'origine doivent marquer sur cette fiche : « langue portugaise », même si sur la fiche, il n'y a que l'anglais, l'allemand et l'espagnol.

Selon les dernières circulaires françaises, pour ouvrir un cours de portugais en première langue vivante, il faut au moins quinze demandes. Nous savons bien que même avec ces quinze demandes, il est parfois difficile d'ouvrir ces cours, il y a des problèmes administratifs. Les services du Consulat du Portugal de Lyon (1), qui ont de bons rapports avec l'académie, le rectorat et la préfecture, peuvent aider nos ressortissants à trouver une solution et même contacter directement l'académie pour mettre en place ces cours.

**Lorsqu'il n'est pas possible d'obtenir l'ouverture d'un cours, quelles autres solutions se présentent alors ?**

**J.R.C.** — Il y a ce que nous appelons « animation linguistique ». Des animateurs sous contrat de vacataires, contrat signé auprès de l'Ambassade du Portugal en accord avec le F.A.S. (Fonds d'Action Sociale), donnent des cours aux enfants qui n'ont pas pu avoir le portugais en première langue vivante en classe de 6<sup>e</sup>. A la fin de la 5<sup>e</sup>, ils passent un examen qui leur donne l'équivalence des deux premières années du collège portugais.

Il existe aussi des cours par correspondance, un accord entre le Portugal et le C.N.T.E. (2) (Centre National de Télé-Enseignement) permet aux enfants d'obtenir des cours de portugais (gratuits) en première langue vivante à partir de la classe de 6<sup>e</sup>.

**Quels rapports entretenez-vous avec les responsables de l'enseignement français ?**

**J.R.C.** — Cela se passe généralement au niveau de l'Ambassade à Paris. Périodiquement, nous avons des contacts, des réunions avec l'inspectrice générale de l'enseignement du portugais en France, Mlle Parvaux. Quant à l'ouverture ou le déroulement des cours, cela est de la responsabilité du gouvernement français et la possibilité ou la non-possibilité d'ouverture de ces cours dépend intégralement de l'académie, du rectorat ou du ministère.

**Quels sont les projets de la « Coordination de l'Enseignement du Portugais » pour le futur ?**

**J.R.C.** — Pour le futur comme pour le présent, il s'agit d'ouvrir des cours dans le primaire, puisque selon les accords culturels franco-portugais, nous devons prendre en charge le primaire, et d'insister au niveau ministériel afin d'obtenir davantage de cours dans le secondaire.

**De quel budget disposez-vous pour prendre en charge l'ensemble de ces cours, vous**

**avez parlé de 230 pour la région Rhône-Alpes ?**

**J.R.C.** — 230 cours dont s'occupent 47 enseignants, des fonctionnaires du ministère de l'Education portugais qui ont été envoyés en France. Cela représente 350 000 francs mensuels pour le salaire des enseignants, les déplacements, les cours parallèles, etc.

**Le Portugal fournit donc à la fois la main-d'œuvre et assure sa formation ?**

**J.R.C.** — Il s'agit là seulement d'une formation pour le primaire, c'est la demande que nos ressortissants font auprès du Conseil des Communautés Portugaises à Lisbonne dont les représentants sont des immigrés élus.

**Le changement politique intervenu en France va-t-il modifier quelque chose à cet égard ?**

**J.R.C.** — Notre entretien est à caractère apolitique, mais je peux bien vous dire qu'au niveau des académies, il y a des commissions mixtes auprès des inspecteurs d'académie avec les représentants des différentes communautés immigrées. Le Portugal est représenté dans toutes les académies.

Des documents commencent à circuler recommandant aux directeurs d'écoles françaises d'appeler les enseignants des différentes communautés à participer aux conseils des maîtres, aux conseils d'école afin de coordonner la pédagogie, voir quelle peut être la meilleure façon d'intervenir auprès des enfants immigrés.

**Entretien avec José Guerreiro et José Biscaia ●**

(1) Consulat du Portugal, 71 rue de Crillon, 69006 Lyon, tél. : 889.54.18

(2) Cours par correspondance  
a) pour les classes de 6<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>  
C.N.T.E. N°3022, 76041 Rouen Cedex  
b) pour les classes de 2<sup>e</sup>, 1<sup>ère</sup> et terminale,  
C.N.T.E., 60 Bd du Lycée, 92171 Vanves Cedex

L'A.D.E.P.B.A. (\*) prétend qu'apprendre le portugais pour les enfants immigrés (en-dehors du fait que cela évite une surcharge, un handicap), « ...peut servir à leur redonner confiance et peut jouer aussi le rôle d'un véritable enseignement de soutien. Le contact avec la langue maternelle et la culture d'origine est souvent un facteur d'équilibre psychologique et social. Il contribue donc à améliorer leurs chances de réussite en France et au Portugal (il y a maintenant des équivalences entre les deux systèmes éducatifs). ».

D'autre part, « ...apprendre la langue portugaise présente un autre intérêt dans la mesure où elle est encore peu répandue par rapport aux besoins qu'il y aura dans quelques années... ».

La plupart des parents portugais qui envisagent de retourner vivre un jour au Portugal sont satisfaits que leurs enfants apprennent leur langue. Et ces derniers aident leurs parents, souvent peu alphabétisés, à remplir des documents en langue portugaise auprès des consulats et des services de l'émigration portugaise lors des voyages au Portugal.

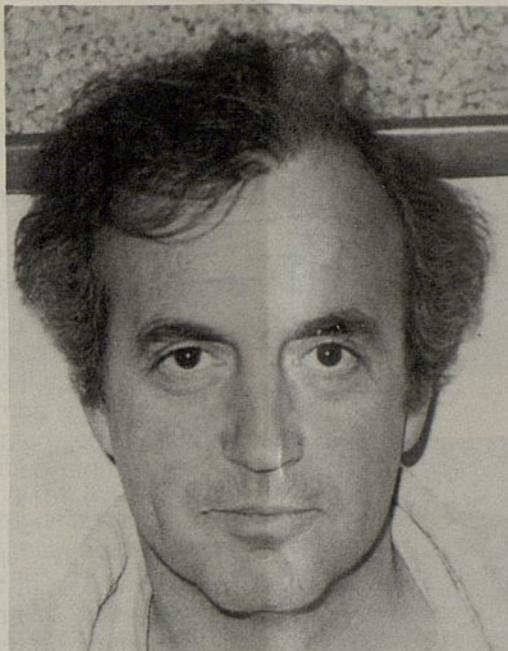
Par contre les partisans de l'intégration trouvent les mesures prises par le gouvernement portugais hypocrites, selon eux, très peu d'enfants retourneront vivre au Portugal ; s'ils restent en France, ils n'ont alors aucun intérêt à connaître le portugais plus que l'anglais qui est beaucoup plus demandé sur le marché du travail...

(\*) Association pour le Développement des Etudes Portugaises, Brésiliennes, de l'Afrique et de l'Asie lusophones (Voir Brèves).

# JEAN COSTIL

## 1 AN APRES

**Jean Costil, permanent d'une association d'entraide aux immigrés et aux réfugiés, ancien gréviste de la faim avec C. Delorme et Hamid contre les expulsions de jeunes fils et filles d'immigrés, tire un bilan des changements intervenus dans la politique d'immigration.**



**D**EPUIS un an — déjà — la grève de la faim de Lyon se terminait au moment où la gauche parvenait au pouvoir. Nous avons obtenu une trêve de trois mois et la remise en question des expulsions des jeunes immigrés ; la gauche arrivait avec son projet « les socialistes et l'immigration » qui s'est concrétisé par la loi votée le 29 octobre 1981 et la volonté de régulariser les clandestins.

Par rapport aux quatre grandes options fondamentales (Documentation Socialiste N°2, septembre 80, p. 32), où en sommes-nous ?

### I. Immigration contrôlée

La loi a maintenu les frontières fermées et même durci le contrôle aux frontières.

Le droit au regroupement familial — reconnu — ne peut, sauf exception, s'appliquer concrètement ; le travailleur étranger qui veut faire venir sa femme et ses enfants se voit systématiquement refusé un logement conforme par la barrière des quotas mise en place par les mairies, les régies privées et les O.P.-H.L.M. Le résultat est la croissance du nombre de femmes en situation irrégulière, souvent dans des logements trop petits ou insalubres malgré des ressources suffisantes et régulières.

Le million du retour a été supprimé mais le droit au retour fait problème dans la mesure où la couverture sociale acquise en France n'est pas reportée dans le pays d'origine.

### II. Egalité des droits

L'attribution d'une Carte d'Identité de 10 ans renouvelable sans condition d'emploi ne semble pas à l'ordre du jour et les Algériens ont toujours des récépissés temporaires.

Quant à la suppression de la notion d'expulsion, si de réelles garanties (six) figurent dans la loi, la notion même d'expulsion demeure ; et à discrétion du ministre de l'Intérieur en cas d'Ordre Public.

En ce qui concerne la fin des discriminations par rapport à l'emploi, il semble que la pratique soit clairement le choix du Français en priorité à un étranger et les licenciements d'ouvriers étrangers se multiplient.

Les étrangers ont retrouvé le droit de s'associer (loi 1901), mais pour le droit de vote aux élections municipales de 83, le gouvernement a clairement dit qu'il n'en était plus question.

Pour la mise en place de commissions extra-municipales, même les municipalités importantes de gauche comme Vaulx-en-Velin, Villeurbanne ou Vénissieux, on n'a pas entendu dire que cela fonctionnait. On continue à ne pas verser aux travailleurs étrangers, dont la famille est au pays, la totalité des allocations familiales pour lesquelles ils cotisent comme tout le monde. Et on ne sait toujours pas ce que devient le milliard de francs d'économies réalisées sur ce non-versement et qui ne va pas alimenter le F.A.S.

### III. Droit à la différence, à l'identité culturelle

C'est difficile et sans contours précis ; mais le racisme, lui, continue : seuil de tolérance, refus d'embauche... faut-il vraiment dresser la liste ? La multiplication des initiatives comme la Maison des Fêtes et des Familles, à Vénissieux, droit d'association... ne trouveront leur efficacité que si tous ceux qui sont concernés se mobilisent.

**IV. Globalisation de l'approche**, prise en compte du caractère pluri-ethnique de la population vivant en France.

On a quand même gardé un Secrétariat d'Etat aux Immigrés transféré du ministère du Travail à celui de la Solidarité Nationale ; mais comment valoriser ce pluri-ethnisme lorsque le vécu quotidien des populations différentes se heurte aux discriminations, tant de fois dénoncées, dont une grande partie tient simplement à la situation de *non-droit commun* ?

### V. Régularisation des clandestins

L'opération n'a satisfait personne et nul ne sait encore (fin mars) ce qui va sortir des commissions de régularisation. Le problème est entier quant aux travailleurs clandestins qui n'ont pas ouvert de dossier, à certains saisonniers et aux marchands ambulants.

### VI. Drôle de climat

Alors ? Oui, un certain nombre de choses semblent bien enclenchées globalement ; oui, mais il faut tenir compte du climat économique et de l'opinion publique, oui et oui, mais : sans entrer dans la discussion, il me semble que nous sommes dans un « drôle de climat » que je vais illustrer par quelques exemples.

Quelles mesures politiques ont été prises pour lever les difficultés administratives qui rendent impossibles tout regroupement familial et crée — en toute connaissance de cause — une situation d'*infra-droit* en ne régularisant pas les femmes qui sont ici ?

Pourquoi fait-on encore durer la réponse des commissions de régularisation ? Est-ce parce qu'il faudrait alors recommencer les reconductions aux frontières ou les expulsions déguisées ? Tôt ou tard dans cette logique, le gouvernement devra agir devant les entrées clandestines.

Pourquoi affirmer le droit au retour si toutes les prestations risquent de n'être plus versées après tant d'années de travail ?

Au cours des opérations actuelles du « plan intérimaire » menées par la commission Dubedout, comme aux Minguettes à Vénissieux, tient-on compte suffisamment des problèmes d'emploi des jeunes ? N'utilise-t-on pas des crédits trop importants pour la formation, l'animation, le contrôle policier qui pourraient servir à monter des ateliers de travail, d'entretien ?

Pourquoi est-ce que le problème du service militaire qui recoupe celui de la nationalité n'est pas pris à bras le corps afin que la situation des jeunes hommes étrangers — surtout algériens du fait du passé — soit clairement établi ?

Oui, « drôle de climat », sensation diffuse... Que sera la forêt derrière l'arbre qui la cache ?

Jean Costil ●

# PASSERA

## Faut-il ou non, laisser franchir librement les frontières aux travailleurs ? Aux travailleurs de tous les pays. Un membre de la F.A.S.T.I. et un chargé de mis-

Pour nous, libre circulation veut dire droit d'entrée dans un pays quel qu'il soit. Sur ce point peut-on admettre une sélection de classe et de faciès comme cela se passe au contrôle des frontières (aéroports et ports français surtout). Entre un touriste made in U.S.A. et un touriste algérien, il ne doit pas y avoir de traitement préférentiel.

Par ailleurs, laisser le soin aux fins limiers de la Police des Frontières de détecter qui est touriste et qui ne l'est pas, c'est admettre des bavures ! Nous avons eu les tristes expériences de la prison d'Arenc (Marseille) et des refoulements d'Orly, cela suffit.

Le verrouillage des frontières ne résoudra en rien le problème de la clandestinité tel que se le pose le gouvernement. Les frontières sont larges et un immigré qui n'a pas le choix tentera par tous les moyens de passer en France, y compris au risque de sa vie, comme par exemple à Menton où deux immigrés sont morts.

Ainsi le verrouillage des frontières n'empêchera pas l'immigration clandestine qui est une cause structurelle du rapport entre pays dominants et pays dominés et qui existe de tous temps et en tous lieux. (Mexicains, Haïtiens vers les U.S.A., Turcs vers la R.F.A.).

Le deuxième point est celui de l'accès au travail. Tout d'abord remarquons au vu de la procédure de régularisation exceptionnelle que, si l'immigré est forcé par la misère ou la dictature de quitter son pays d'origine, il vient en France car il sait qu'il trou-

vera du travail. Il y a en effet une demande potentielle de travail au noir que la procédure de régularisation exceptionnelle a clairement montrée.

Nous sommes contre cette exploitation, mais un employeur qui sera pris à exploiter de la main-d'œuvre immigrée, devrait non seulement être condamné comme le prévoit la nouvelle loi, mais surtout obligé de régulariser la situation de l'immigré, ce que ne prévoit pas le gouvernement.

Dans un autre ordre d'idée, le gouvernement accepte bien des quotas de réfugiés du Sud-Est asiatique. Pourquoi oublie-t-il alors ces réfugiés économiques que sont les paysans du Sahel ? Pourquoi masquer les causes de leur sous-développement (néo-colonisation qui se traduit entre autre par 15 milliards de bénéfice par an) ?

C'est pourquoi en tant que Mouvement de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés nous sommes pour le droit au travail des immigrés qui sont contraints d'immigrer, et cela doit se comprendre à l'échelle européenne.

Seule une véritable politique de développement des pays d'origine peut changer quelque chose au problème. Mais les pays développés en ont-ils vraiment la volonté ?

**D.Pinchemaille  
pour la F.A.S.T.I. (\*)●**

(\*) F.A.S.T.I. : Fédération des Associations de Soutien aux Travailleurs Immigrés.

**Seule une véritable politique de développement des pays d'origine peut changer quelque chose.**

**sion dans un organisme de recherche développent leurs arguments. Les frontières existent aussi entre les bons principes et l'économie.**

Les personnes et organismes « responsables » se refusent aujourd'hui à accepter le principe de la libre circulation intégrale des personnes. Dès lors, les voilà suspects d'égoïsme sacré, voire de sentiment invouable pour les gens du Tiers-Monde : car c'est bien d'eux qu'il s'agit.

Nul ne songe à mettre en cause la libre circulation des personnes entre les pays du Marché Commun, les barrages s'érigent au sud à l'image des grilles de fer qui séparent désormais le Mexique des Etats-Unis.

Les bonnes raisons ne manquent pourtant pas qu'on ne peut rejeter sans examen :

Déstabilisation des sociétés d'accueil d'abord au premier rang des préoccupations des partisans du contrôle. A moins d'en faire un objectif politique, il est bien évident que le marché du travail, les systèmes d'action et de transferts sociaux, le logement social, déjà affectés par les déséquilibres nés de la crise ne résisteraient pas à des nouveaux afflux de population. Sauver du naufrage ces mécanismes sociaux fondamentaux c'est aussi faire de la politique.

Déstabiliser les sociétés de départ aussi : les communautés humaines ne résisteraient pas au départ de ceux qui sont souvent les meilleurs (les partisans de la libre circulation sont souvent les mêmes qui s'indignent de la fuite des cerveaux). Du coup, les pays d'accueil ne sont plus les seuls à établir des barrages : voir les pratiques administratives (blocage des passeports) et financières (limitation dis-

suasives des devises), mise en œuvre par de nombreux pays du Tiers-Monde, voir aussi le mur de Berlin, le « rideau de fer », etc...

Mais, rien n'y fait : les masses rurales déracinées dans les villes du sud « sans feu ni bien » offrent des candidats toujours plus nombreux au départ clandestin qu'aucune régularisation n'épuise. En réponse aux immenses problèmes posés par ceux qui partent, la libre circulation apparaît comme une fuite en avant, dans tous les sens du mot.

La défendre au nom du droit des personnes (regroupement des familles, expression politique, amélioration des conditions de vie) est suicidaire pour les nations. Ceux qui la défendent sans nuance s'interdisent de faire d'autre politique que celle du pire.

M.A. ●

# PASSERA PAS

***Ceux qui la défendent sans nuance s'interdisent de faire d'autres politiques que celle du pire.***

# un plan pour les grands ensembles:

# UNE MISSION PERILLEUSE

une interview de Hubert Dubedout

Août 81, il se passe à Vénissieux l'été que l'on connaît. Janvier 82, le gouvernement met en place une commission nationale pour les quartiers d'habitat social; objectif : rendre viables les grands ensembles. Sur la participation des habitants et des associations à la commission, les contacts élus-jeunes, la réhabilitation, Hubert Dubedout, maire de Grenoble et président de la commission, s'exprime.

**C**OSMOPOLIS : La participation active des associations et des habitants est un des impératifs du plan intérimaire. Comment voyez-vous cette participation pour une population qui ne s'exprime et ne se retrouve pas dans le mouvement associatif ?

**H. Dubedout** : Effectivement, la commission se déplace beaucoup, mais j'ai toujours un doute. A-t-on réussi à dialoguer avec la population ? Peut-être. Malgré la bonne conscience que nous donne le temps passé, nous aurons toujours des doutes. Mais nous essayons de donner à la population une capacité de réflexion ayant valeur politique.

**C** : Pour en revenir à notre question, quelle attitude préconiser ?

**H.D.** : Sur le terrain, il faut vérifier l'existence d'une représentation multiforme de la population regroupée par centre d'intérêt.

Récemment, nous avons fait une réunion dans une ville « difficile », deux heures de rendez-vous avec les habitants. Beaucoup de personnes étaient présentes mais pas d'étrangers alors qu'ils forment 25 à 30 % de la population. Les « quatres premiers représentants de la population » ont été des animateurs sociaux !

Je traduis cette situation par le doute et la nécessité pour les élus d'aller sur le terrain, dans le détail afin de voir comment les habitants réagissent aux faits. A Grenoble, nous avons des difficultés mais les élus vont sur le terrain et connaissent les jeunes. Dans d'autres agglomérations, on appelle la police à la rescousse. Et c'est trop tard ! Et les policiers ne sont pas demandeurs !

**C** : Il semble qu'à Vénissieux la C.S.C.V. (\*) n'ait pas été consultée lors des travaux de la commission ?

**H.D.** : La C.S.C.V. participe à la commission sur le plan national. A Vénissieux, la situation est particulière. Avant la création de la commission, une table ronde s'était tenue à Matignon avec certains élus des municipalités de la banlieue lyonnaise, là, on a commencé à gérer l'affaire. La commission a été créée par la suite et nous avons pris le train en marche. La C.S.C.V. est en conflit avec la municipalité de Vénissieux sur les questions de logement, mais pour

nous, il est hors de question de téléguider et d'imposer, il faut convaincre. D'abord la Courly, pour faire éclater les lieux d'habitation des populations les plus défavorisées. Les jeunes disent en avoir « ras-le-bol », « les flics nous appellent les ratons, on vit dans un quartier où on colle à tous les jeunes l'étiquette de délinquants ». Et on les enfonce ! A Vénissieux, je pense qu'il faut faire éclater la concentration des familles. Par contre, à Grenoble à la cité Paul- Mistral,

## Les 16 opérations prioritaires

GENNEVILLIERS Gresillions.  
GRENOBLE Mistral.

LA COURNEUVE Les 4000.

LA SEYNE Berthe.

MANTES-LA-JOLIE Le Val fourré.

MARSEILLE 13e et 14e arrondissements.

NANCY Le Haut du Lièvre.

ORLY-CHOISY La Cuve, Les Gaziers.

ROUBAIX.

STRASBOURG Le Neuhof.

VALENCIENNES.

VENISSIEUX Les Minguettes.

CREIL Plateau Rouher.

DREUX.

GRANDE-SYNTHÉ.

GRIGNY La Grande Borne



H. Dubedout lors de la réunion de la commission au quartier Mistral.

Photo J.-M. Francillon - Imagine

il existe un « esprit Mistral », les jeunes ont envie d'y vivre avec leurs parents. Nous leur reconnaissons ce droit, mais nous ne voulons pas qu'il y ait uniquement des familles maghrébines.

**C :** Sur Vénissieux est proposée aux habitants l'implantation de gros équipements alors qu'ils demandent plutôt l'entretien et la revalorisation de leur logement, qu'en est-il ?

**H.D. :** Si on ne fait que réhabiliter, ce n'est pas la peine. Il faut se donner les moyens d'une gestion quotidienne, considérer aussi que les problèmes d'insertion sociale sont très importants.

C'est une mission suicide ! Par exemple, comment trouver des employeurs pour les jeunes ? C'est aussi un problème de politique nationale de lutte contre le chômage. Quant aux équipements, les mètres carrés sociaux, espaces réservés pourvus d'une bonne isolation mis à la disposition des groupes est une bonne solution.

A Vénissieux, la construction prochaine de la « Maison des Familles » répond à un besoin de salles festives indépendantes où les gens se retrouvent pour les fêtes.

**C :** Une Z.U.P. est un espace rigide et contraignant. Peut-on faire autre chose de certains lieux, pour permettre aux habitants de prendre des initiatives ?

**H.D. :** Ça devrait être la règle. A Marseille, nous avons un projet de restructuration des bureaux en échoppes. A Mistral, nous regroupons les appartements du rez-de-chaussée pour en faire des habitations pour les familles nombreuses avec des jardins devant. Mais ces modifications sont difficiles à faire dans des tours.

**C :** Les fermetures et démolitions d'immeubles restent-elles toujours envisagées ?

**H.D. :** Oui, mais, ça devrait être l'exception, elles sont un pis-aller. Mais certains bâtiments de Logirel à Vénissieux et une barre à Marseille ont un coût de réhabilitation trop élevé.

**C :** Comment la commission réagit-elle au problème des charges locatives élevées ?

**H.D. :** Mon sentiment est que la collectivité locale doit prendre la responsabilité du chauffage, c'est un élément de la politique énergétique municipale, pratiquée à Grenoble.

Par contre, on ne peut éviter de demander aux offices d'H.L.M. plus de personnel pour l'entretien et la réparation des bâtiments.

**C :** Monsieur Quillot, Ministre de l'Urbanisme et du Logement aurait évoqué la construction de cités de transit, est-ce encore une solution ?

La commission nationale est composée d'élus, de représentants d'une vingtaine de ministères concernés, de syndicalistes, de praticiens et de gestionnaires sociaux. Le plan intérimaire a fixé seize opérations dans des quartiers prioritaires menées d'une façon décentralisée.

Elles concernent des opérations sur le bâti : réhabilitation, redistribution de l'espace intérieur des immeubles, meilleure répartition de la population étrangère, construction d'équipements sociaux. Elle s'est donné aussi pour objectif de favoriser l'insertion sociale des habitants notamment les jeunes par des opérations de formation, de création d'emplois, d'animation socio-culturelle et sur un autre plan de présence policière des îlotiers.

Le travail de la commission s'est engagé par un dialogue avec les autorités régionales, les organismes concernés et la population. Il constitue une première étape contre les inégalités de vie dans les grands ensembles et les quartiers insalubres.

**H.D. :** Nous avons des marginaux qui ne sont pas tous d'origine étrangère. Je me méfie de la cité de transit. Le principe est de réduire les frais de fonctionnement par des subventions. Les loyers sont si peu élevés que les familles ne veulent plus en partir.

De tout temps, toute société a secrété ses marginaux, nous sommes habitués à vivre avec eux. Il faut mettre en place un système qui en réduise le nombre par exemple par l'éclatement des concentrations de familles nombreuses dans des lieux pavillonnaires. Dans certains endroits, faute de pouvoir résoudre les problèmes, on laisse mijoter ! Il faut aussi dire que le français ne veut les voir, ni en entendre parler !

Là aussi, je m'adresse aux A.S.T.I. (\*\*), on ne peut recevoir d'autres étrangers, si nous ne sommes pas capables de leur offrir un logement et un travail. S'il y a des entrées clandestines, nous devons expulser ! Il faut aussi dire ça aux « Dupont-Lajoie » !

**C :** Vous avez évoqué dans une interview, l'aspect multi-culturel de notre société, pouvez-vous préciser cette notion ?

**H.D. :** Je considère comme un fait établi la venue en France d'étrangers pour le profit capitaliste. Ceux qui sont venus ici, leurs enfants, qu'on le veuille ou non, sont ici chez eux. Actuellement c'est difficile mais dans quinze ans, l'adaptation peut se faire. Et avec la baisse du taux de natalité, on peut avoir besoin de cette main-d'œuvre d'ici cinq ans. De toute façon, ils existent.

**C :** Est-il possible d'engager avec les jeunes un dialogue sur leur identité ? Acceptent-ils d'être Français ?

**H.D. :** Il faut régler le problème du Service National en France et en Algérie. Il faut les aider à s'identifier sinon ils seront comme des apatrides, c'est un problème de masse. Les élus doivent garder le contact avec les jeunes.

Propos recueillis par  
J. Lebeaux et  
D. Dieppedalle ●

(\*) C.S.C.V. : Confédération Syndicale du Cadre de Vie.

(\*\*) A.S.T.I. : Association Solidarité aux travailleurs Immigrés



Xavier Ousset dernièrement aux Minguettes

## secrétariat à l'immigration:

# UN EFFORT D'ACCUEIL

En février avait lieu à la Z.U.P. des Minguettes (Vénissieux) une quinzaine : « culture et immigration ».

A la suite de la projection du film « Les Ambassadeurs », nous avons écouté M. Xavier Ousset, conseiller technique auprès de Madame Nicole Questiaux, ministre de la Solidarité Nationale et de M. Autain, secrétaire d'Etat aux problèmes immigrés.

### Question

« La commission Dubedout qui vient de séjourner à Lyon a beaucoup parlé de l'habitat des immigrés. Il y a 1800 logements vides aux Minguettes, mais la municipalité refuse l'accueil de ces familles, des jeunes de la seconde génération, pourtant français, ou même compatriotes des D.O.M.-T.O.M. ».

### X.O.

« Le problème du logement est à envisager au milieu de l'agglomération. Nous sommes partisans d'une meilleure solidarité intercommunale. Il faut répartir les efforts d'accueil en matière de logement, d'équipement et d'action sociale.

Ce principe n'a jamais joué dans l'agglomération lyonnaise. Il n'est qu'à voir comment la ville de Lyon a traité le problème du logement insalubre ; cela s'est traduit par des opérations spéculatives dans le centre de Lyon, les immigrés étant renvoyés à la périphérie. ».

### Question

« Oui, mais de là à refuser aujourd'hui des logements à des familles sous prétexte qu'Ecully n'en accueille aucune... »

### X.O.

« C'est vrai, il y a des difficultés dans la politique d'attribution des logements, mais un très lourd passif a été accumulé sous le précédent gouvernement. L'accueil des familles immigrées nombreuses suppose des structures au niveau scolaire, de l'animation de quartier, des espaces extérieurs. De plus, les logements collectifs ne sont pas toujours adaptés pour des familles nombreuses. Là, peut-être, des logements pavillonnaires conviendraient mieux.

Au niveau de l'agglomération lyonnaise, on doit promouvoir des programmes sociaux supplémentaires notamment à Lyon.

C'est vrai qu'à Vénissieux, il y a des blocages au niveau du logement. La municipalité estime qu'elle n'a pas les moyens pour accueillir. Il faut savoir comment l'amener à avoir une position plus souple pour loger ceux qui le demandent. ».

### Question

« Elections cantonales, élections municipales l'an prochain, où en est la question du droit de vote des immigrés ? »

### X.O.

« Cette mesure était inscrite dans le programme du Parti Socialiste. Il ne fait pas l'unanimité et rien ne semble prévu à l'horizon de 1983. Au niveau du P.S., l'idée était de créer un levier électoral pour faire avancer la prise en charge des problèmes de l'immigration.

Sur ces questions, il y a des clivages dans tous les partis de gauche. Les élus doivent se battre contre leurs électeurs pour les faire avancer pédagogiquement.

De même, le Secrétariat d'Etat se heurte à la résistance des élus et des militants, aussi bien socialistes que communistes. ».

**Propos recueillis par  
J.F. Cullafroz ●**

# AU LEROCK AU VENTRE



Samedi après-midi, je ren-  
contre le gang dans un  
rade de la place Saint-  
Paul. Le gang des quatre  
ne sont que deux au  
rendez-vous : Rachid et  
Mohamed ; qu'à cela ne  
tienne.

**D**ANS un souci d'intégration, on com-  
mande, non pas trois thés à la menthe,  
mais des bières et assimilés.

Et on attaque. Rachid est chanteur du groupe  
« Carte de Séjour », Mohamed est guitariste  
rythmique. Avec Djamel, Mokhtar et Eric (mais  
oui !), ils ont inventé (carrément !) une musi-  
que, ou plutôt, ils ont créé un style. Ils ont osé  
l'inavouable, franchi les limites de la décence,  
fait un bras d'honneur aux interdits, en un mot :  
ils jouent un rock arabe. Et non contents de le  
jouer, ils le chantent !

D'ailleurs, ils s'expliquent : « On essaie  
d'exploiter ce qu'on écoute, c'est-à-dire autre  
chose que le rock ; entre autres, la musique  
orientale... »

**Q** : — *Vous écoutez la musique orientale ?*

— Ben, tu parles ! La musique indienne, pas  
la « planante américaine » ; la vraie ! Moi  
(Rachid), j'ai vécu douze ans en Algérie et  
j'écoutais beaucoup la musique orientale, et  
j'aime vachement. En plus, on accroche fort  
avec le rythm'nd blues, le reggae, la soul, le rock  
and roll.

**Q** : — *Apparemment, c'est la « musique de  
couleur » qui vous accroche ?*

— Tu sais, nous, il faut qu'elle vive dans le  
ventre, et c'est vrai que la musique noire sait  
nous « secouer ».

**Q** : — *Alors, le hard, j'imagine... ?*

— Ah non, surtout pas ! Un coup, une mai-  
son de disques entend parler de nous, et elle pen-  
sait qu'on jouait du Hard Arabe ! Nous, c'est  
pas ça, on n'aime pas le Hard ; ça vient de nos  
origines : regarde, le Hard, y'a que les Blancs  
qui le jouent, pourquoi ? Y'a pas de Noirs ; à la  
limite, si tu veux vraiment chercher la merde, en  
trouver un absolument, y'a Thin Lizzy ; mais  
même eux, c'est pas le Hard pur, c'est plutôt un  
Hard mélodieux qu'ils jouent.

Mohamed enchaîne : « Un morceau de Hard,  
pour moi, ça se fait avec un riff de guitare,  
méchant et tout, et tout se construit autour  
d'une mélodie. Et puis, y'a d'autres trucs qui  
passent pas ; les musiciens de Hard sont agres-  
sifs par le son (le bruit). Ils ne sont pas agres-  
sifs par eux-mêmes, je veux dire que ça vient pas des

tripes. T'écoutes un bluesman, c'est autre  
chose ; et puis merde ! y'a tout l'apparat : le  
matos énorme, les jeux de lumière, les cuirs, les  
badges, tout ça ; t'enlève tout cette frime, il  
reste pas grand'chose ; ceci dit, chacun son truc,  
si les mecs qui jouent ça prennent réellement leur  
pied, bon, eh ben, c'est bien. Nous, non !

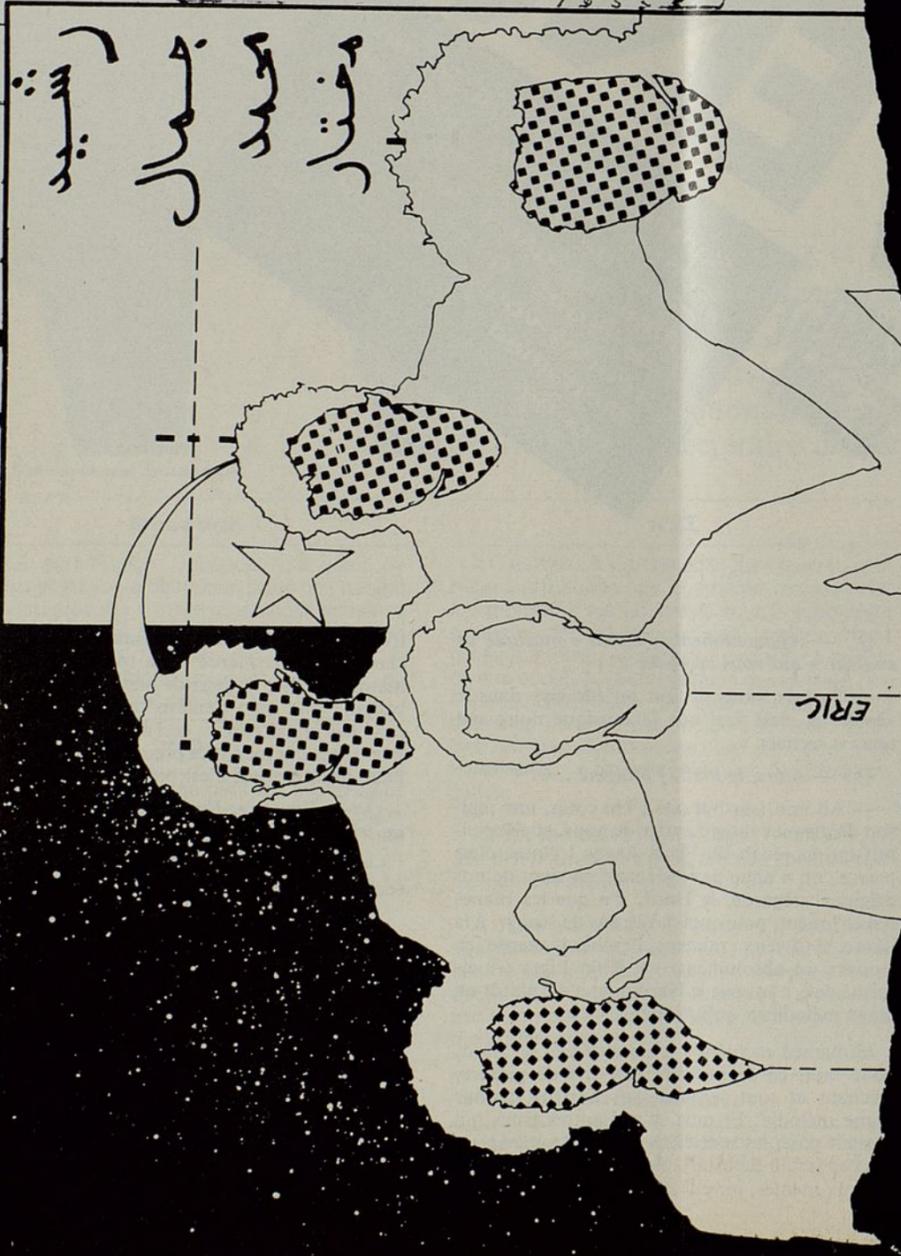
**Q** : — *Vous avez l'impression d'avoir apporté  
un truc nouveau ?*

— On est le seul groupe de France à faire du  
rock arabe...

**Q** : — *Pourquoi vous chantez en arabe ?*

Rachid : Il faut dire qu'on chante pas vrai-  
ment en arabe, on chante en « Rhorho », si tu  
veux ; les Maghrébins comprennent : c'est pas  
de l'arabe au sens strict, littéraire, c'est plutôt un  
argot arabe immigré. Bon, tu connais, un  
mélange de mots français et de mots arabes, « la  
classe », « zrob (tape) le brushing »,  
Zahâma »... les trucs comme ça, tu vois.

**Q** : — *Pourquoi avoir choisi cet argot-arabe-  
immigré ?*



CERTIFICAT DE RESIDENCE  
DE RESSORTISSANT  
ALGERIEN

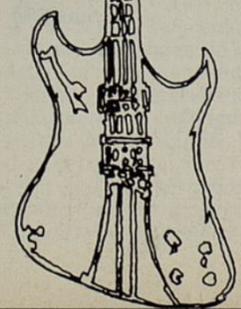


Le certificat doit être remis  
à la Mairie de sa nouvelle  
d'adresse. Il doit être remis  
définitive de France.

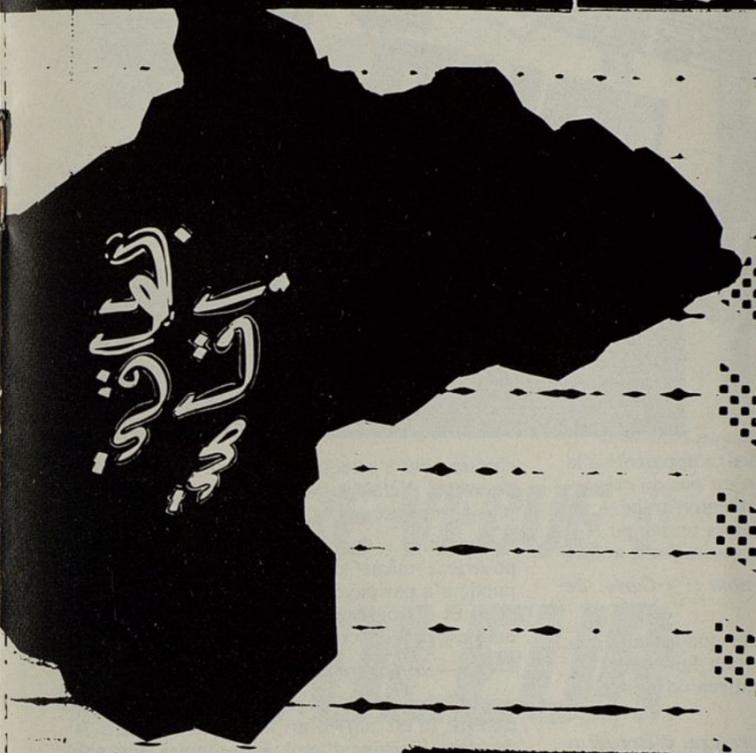
ERIC



# CARTIJE SEJOUR



ZOUBIDA  
زوبيدة



بطاقتان  
اقلام

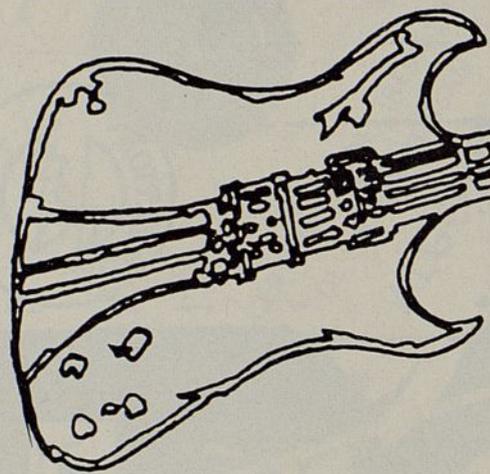


بطاقتان  
اقلام

بطاقتان  
اقلام



avec la collaboration  
de Djamel et Camel



# CARTE DE SEJOUR



— Parce que ça colle avec notre musique et puis c'est nous !

**Q :** — *Vous n'avez pas l'impression qu'une certaine « clientèle » va vous suivre et les autres, décrocher ?*

— A cause des paroles ? Non, à moins d'être vraiment sectaire, sinon ça passe. Le rock anglais, américain, combien de mecs comprennent les paroles ?

**Q :** — *Vous expliquez, vous donnez le sens des mots au public, en concert ?*

— Ouais, ouais, chaque fois.

**Q :** — *Et de quoi il est question dans vos textes ?*

— Ce qu'on dit, c'est la vie qu'on mène tous les jours, mais attention ! Pas le côté misérabiliste, « on crève la dalle », des trucs comme ça, quoi ! Non, on dit notre vie par la musique, comme d'autres disent la leur par des affiches, discussions... On essaie de faire passer des trucs pour que les gens comprennent ce qu'est la Vie d'un Immigré en France.

*Parenthèse : le texte d'une de leurs chansons, version puriste : « Du lundi au vendredi / Je me fais mes 40 heures de boulot / le samedi, je tape la frime / à coups de henné, costume et cravate / club privé, on est complet / faut être accompagné / pourquoi ils me laissent pas entrer / je suis la mode, mais j'ai oublié une chose : me teindre les cheveux. Un peu d'ironie qui ressemble de beaucoup à une évidence hebdomadaire, et même si Rachid ne veut pas tomber dans « le misérabilisme », il ne fait que rappeler le lot de nombreux « cousins » qui piétinent chaque samedi aux portes des boîtes.*

Retour à la musique.

**Q :** — *Avant de vous écouter, j'entendais des gens autour de moi qui disaient que vous jouiez un reggae arabe.*

— Le côté reggae, ça vient de la rythmique.

Ma façon de jouer (Mohamed) s'apparente à la rythmique reggae, mais ce n'est pas du reggae. En fait, nos morceaux ont un tempo arabe + un accompagnement rock, ou alors un tempo reggae + un accompagnement, une mélodie arabe.

**Q :** — *Pourquoi ce nom : « Carte de Séjour » ?*

— Une manière de rappeler que les immigrés maghrébins sont là, et qu'il faut faire avec. On vit là, et la musique est un moyen de militer, de revendiquer notre identité.

**Q :** — *Est-ce que vous avez peut-être récupérés ? Des mecs ont essayé ?*

— Le fait de s'appeler « Carte de Séjour » a travaillé des mecs qui cherchaient chez nous le méchant truc politique ; pour nous, c'était plus simple, c'était une reconnaissance, ça nous collait à la peau. Ça nous colle toujours, d'ailleurs.

**Q :** — *Vous ne craignez pas que les organisateurs de concerts vous repoussent parce que vous êtes Arabes, ou au contraire, vous « aimez » et vous exhibent comme des bêtes de foire ?*

— Tu sais, le cul entre deux chaises, on connaît. C'est vrai que souvent, on essaie de nous faire jouer pour cautionner tel ou tel mouvement ; nous, on craint le « côté mode » des prises de positions politiques. Un temps, c'était pour les Palestiniens, ensuite le Chili, l'Uruguay, après, la Pologne, en ce moment, le Salvador. Les mecs qui organisent ces « meetings » se disent : « bon, ce groupe correspond à notre truc » ; alors, déjà, c'est gratos, en plus t'arrives, la sono est pourrie, le matos est crad'. Nous, on veut plus jouer dans ces conditions, même sans être payés, mais au moins dans des conditions correctes. Un jour, on est invité à un festival à Castres. Les organisateurs : « c'est des immigrés. Ils doivent jouer la musique de leur pays ; pour retrouver leurs origines, ils doivent reprendre des morceaux de leur folklore ». Non, mais tu vois le truc ! Il manquait plus que les

chaises pour s'asseoir et jouer de la derbouka ! pour eux, c'était ça ; c'est dingue ! on ne veut plus être piégés.

Mohamed : Quand on joue sur une sono pourrie... même si on joue gratos et que le public n'a pas payé, j'ai l'impression de l'avoir volé. Et d'ajouter, fataliste : « De toute façon, on n'est pas les seuls à galérer ».

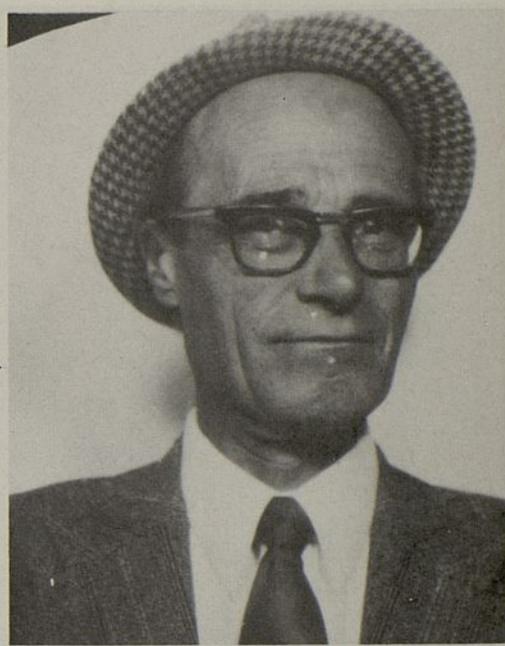
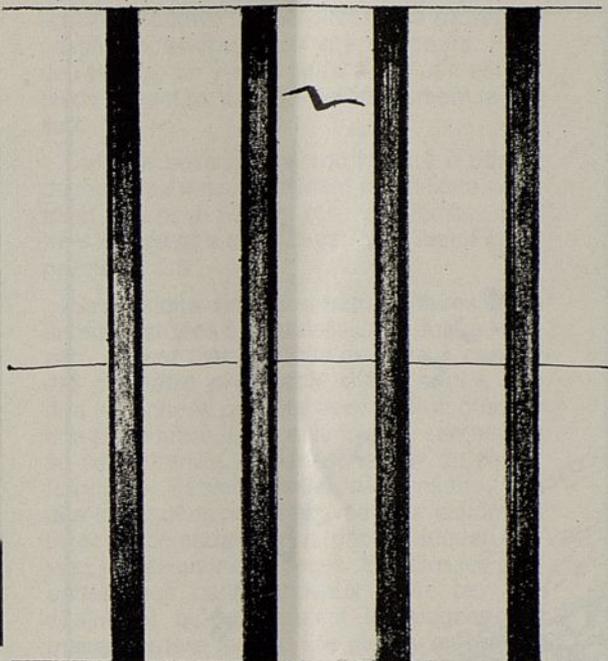
**Q :** — *Et les projets dans tout ça ?*

— Eh ben, dans un premier temps, l'enregistrement (c'est fait) d'un maxi 45T qui sort la deuxième semaine d'avril. Entre-temps, une télé avec Michel Polac, le 3 avril, à un « Droit de Réponse » consacré au show-biz, et, la semaine suivante, dix minutes à l'émission de Méneval, « Mégahertz ».

*« Carte de Séjour » est un groupe qui « passera », puisque, outre son originalité fantastique (mais si, vous savez bien : rock arabe !), il y a la voix de Rachid, facile, modulée, qui sait se balader, selon les morceaux, de grave en aigu, le solo d'Eric, qui sait pleurer comme seules savent (savaient) le faire les mélodies arabes, et en même temps donner un rythme où se côtoient sans problème le son country américain et le reggae jamaïcain que cautionne encore une frappe de batterie sèche, hachée, mûre. Et je ne parle pas de la rythmique de Mohamed...*

*« Carte de Séjour » ouvre l'horizon, et pas seulement celui des immigrés...*

D. Smael ●



28 années de prison séparent ces deux photos de Jean-Félix

## **HISTOIRE VECUE :**

# **LE VOLEUR DE BICYCLETTE**

**Agé de 56 ans, Jean-Félix Dubois vient de passer vingt-huit ans de sa vie dans les serres d'une administration rapace : la pénitencière. Le crime était de taille : vol d'une bicyclette et de menus objets en février 1952. La sanction fut à la mesure, huit mois de prison et la rélégalion, peine accessoire et perpétuelle.**

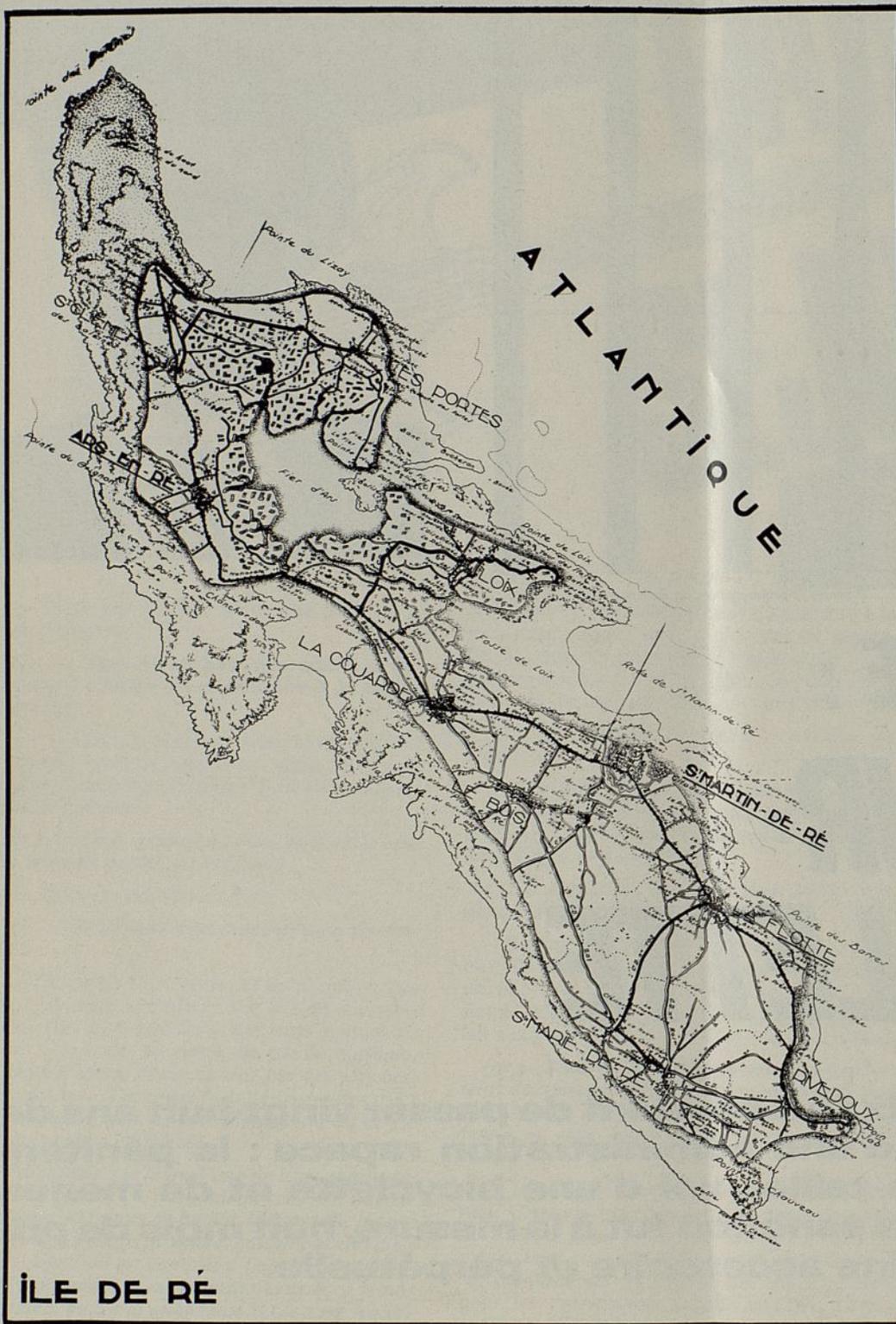
**A**UTOMNE 1980. Dans le midi de la France, Jean-Félix traîne sa cavale dans la salle enfumée des bars jusqu'à une heure avancée de lanuit. Loger à la sauvette dans des immeubles en construction, changer continuellement de ville et d'entreprise de travail intérimaire, tel est le prix de sa liberté. Dans le journal, il découpe les articles d'un débat qui lui tient immensément à cœur, celui virulent qui oppose alors partisans et adversaires du projet de la loi Sécurité et Liberté. Pour lui, seule importe la suppression

de la tutelle pénale, sans cesse ajournée et toujours dans les cartons. La tutelle, cette mise au ban pour dix années avait succédé en 1970 à la rélégalion. Elle permettait à l'administration pénitentiaire de maintenir en détention le condamné après exécution de sa peine. Jean-Félix en demeurerait l'otage.

En paradoxe, le 4 février 1981, jour noir pour la démocratie, la mise en application de la loi Peyrefitte fut par anticipation son 10 Mai à lui : une vraie fête de la Bastille sans liesse

populaire et sans personne. La suppression de cette loi anachronique et vengeresse ne concernait plus que 180 infortunés compagnons.

Janvier 1980. Quand s'ouvrent une nouvelle fois les portes de la prison Montluc à Lyon pour une semi-liberté qui lui ferait croire que la liberté est divisible en deux, la prison et le travail, Jean-Félix sait déjà qu'il ne rentrera pas le soir. A quoi bon faire du zèle quand des années doivent encore s'écouler, partagées entre quatre murs le soir et un salaire que per-

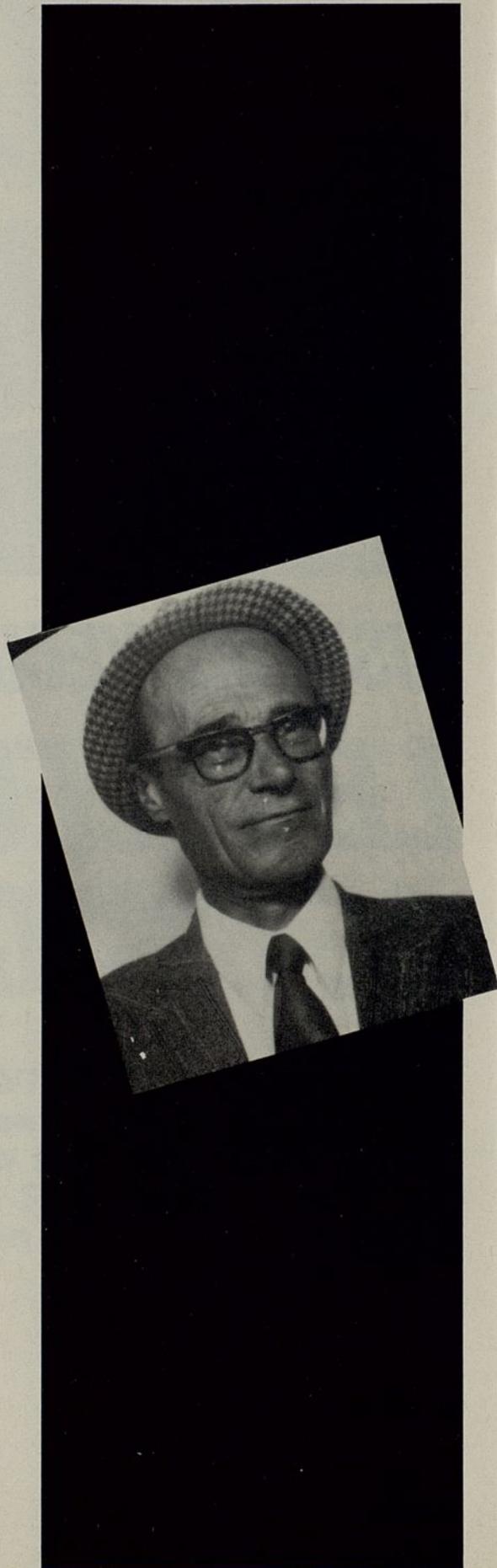


cevra directement l'administration pénitentiaire. Pour la non-réintégration de sa cellule que la justice conviendra une ultime fois d'appeler évasion, Jean-Félix sera condamné par défaut à six mois de prison par le tribunal de Lyon.

Au lendemain du vote de la loi, prenant contact par téléphone avec ses juges, ceux-ci le prieront de venir régulariser sa situation et le 3 mars 1981, le président de la 6<sup>e</sup> Chambre du Tribunal de Grande Instance de Lyon le con-

damnera, mais le dispensera de l'exécution de sa peine, mettant un terme définitif à l'affaire. Définitif ? Jean-Félix accédait enfin à la liberté. La liberté ?

Dure terre promise ! A 28 ans de détention mêlée de trois années de semi-liberté ou de cavale succédait la perspective de l'Armée du Salut et, dans l'immédiat, de l'hôpital où il va séjourner trois mois, lourd tribu payé à la prison, à ses miasmes, à l'insalubrité des cellules, et à la fumée des cigarettes.



4 juin 1952, Carcassonne. « Le tribunal, après en avoir délibéré spécialement, dit que Dubois sera relégué à l'expiration de sa peine. Et attendu que cette peine accessoire est perpétuelle, dit n'y avoir pas lieu de prononcer contre lui l'interdiction de séjour. ». Le président tranche vivement dans la vie des prévenus. L'époque n'est pas à l'analyse et à la compréhension des actes délictueux : un vol de vélo est grave, surtout si on lui ajoute celui d'une vieille couverture et d'une paire de chaussures usagées. Trois peines avaient été précédemment infligées à Jean-Félix pour des délits de cet acabit en 1945, 1948 et 1949 ; moins de dix ans entre les trois condamnations, compte non-tenu du temps passé en détention, autorisait à prononcer la loi du 27 Mai 1885. Le président, essuyant la commissure de ses lèvres d'une délicate pochette glissée dans sa manche, n'hésita pas.

## Mémoire de la prison

Jean-Félix avait 26 ans, il en a 55 aujourd'hui. « *Ils m'ont tué deux fois* », dit-il, « par la prison et par l'usure ». Usure, la maison d'arrêt de Carcassonne et celle de Montpellier ! Usure la centrale d'Eyesses et celle de l'Île de Ré ! Usure le camp de Mauzac ! Usure les centres de semi-liberté de Loos-les-Lille, de Clermont-Ferrand et de Montluc ! Usure, le centre d'orientation des relégués de Lure !

Jean-Félix est un homme usé, mais, dit-il : « *Je suis étonné qu'après tant d'années, je ne sois pas aigri, pas hargneux ; je suis simplement désolé parce que je suis malade* ». Statufié sur sa chaise dans un coin de la pièce, il a la position de ceux qui regardent encore le lucarnon, carreau coloré où vient s'inscrire l'idée bleue des grands espaces : « *un vieux prisonnier a cette faculté de rester cinq à six heures à penser ; il est là, solitaire, comme assomé, abruti, abâtardi* ». Un vieux prisonnier usé raconte et ce qu'il raconte se confond avec l'histoire de la pénitencière, il en est la mémoire. Écoutons-la.

« *Peut-on appeler vivre rester 28 ans oisif, la plupart du temps vautré. Demeurer ainsi des heures à ne rien faire, se lever lentement pour parcourir trois pas et vivre ainsi ses mois et ses ans ; n'être plus soi-même ; puis, un jour, après tant et tant d'années, subitement devoir courir comme un lapin de garenne le jour de l'ouverture de la chasse... faut-il s'étonner que je sois essoufflé !* ».

Au relégué, on a volé le temps, l'espace, le nom, devenu matricule, au relégué on volait le visage, dissimulé sous une cagoule pour tous les déplacements dans la prison : « *je suis devenu un objet antique, plus ou moins identifié, que l'on abandonne dans un coin et qui demeure.* ».

Un détenu, si longue soit sa peine, occupe aussi son esprit avec l'après. La date de la

libération donne de la consistance au temps passé, enclenche le compte à rebours. Pour un relégué, il n'y avait pas d'après et c'est les pieds devant qu'il quittait définitivement la prison.

Faire la belle ! Dans son histoire à dormir debout, l'expression devient magnifique, vraiment très belle ! Mais, et la voix tombe, « *on ne s'évade pas de l'Île de Ré* ». Jean-Félix y passa dix ans.

Sa mémoire dira les années solitaires et les années passées à cent dans un dortoir, à Mauzac : « *c'est très difficile de vivre à cent, il est peut-être préférable d'être seul* ». Elle dira les années passées avec le droit d'écrire une seule lettre, une seule fois par semaine, à sa seule famille, le dimanche, sur du papier fourni par l'administration pénitentiaire. Elle dira les années passées avec pour lecture un livre hebdomadaire, non choisi, auquel souvent il manquait des pages. Elle dira les poutchettes, ces petits anneaux reliés par une chaîne et qui enserraient les pouces, les mains derrière le dos. Elle dira qu'en maison centrale, il y avait un écrivain public, et qu'il le fut. Elle dira la façon dont il a été dépossédé de tout : « *je n'ai jamais eu le souci de rien pendant 28 ans, que ce soit pour avoir un café, aussi infâme soit-il, ou une boule de pain* ». Les vieux prisonniers ont tout perdu, ils n'ont plus « *ni courrier, ni famille, rien que des souvenirs* ». « *Et pourtant* », dit Jean-Félix, « *je n'ai pas eu que des hommes dans ma vie !* ». 28 ans après ? « *Existe une enfant que je n'ai pas vu pousser ; ce n'est pas un détail, ça* ».

« La vie ne fait pas de cadeau... au cri du poète-chanteur qu'il affectionne, Jean-Félix frissonne.

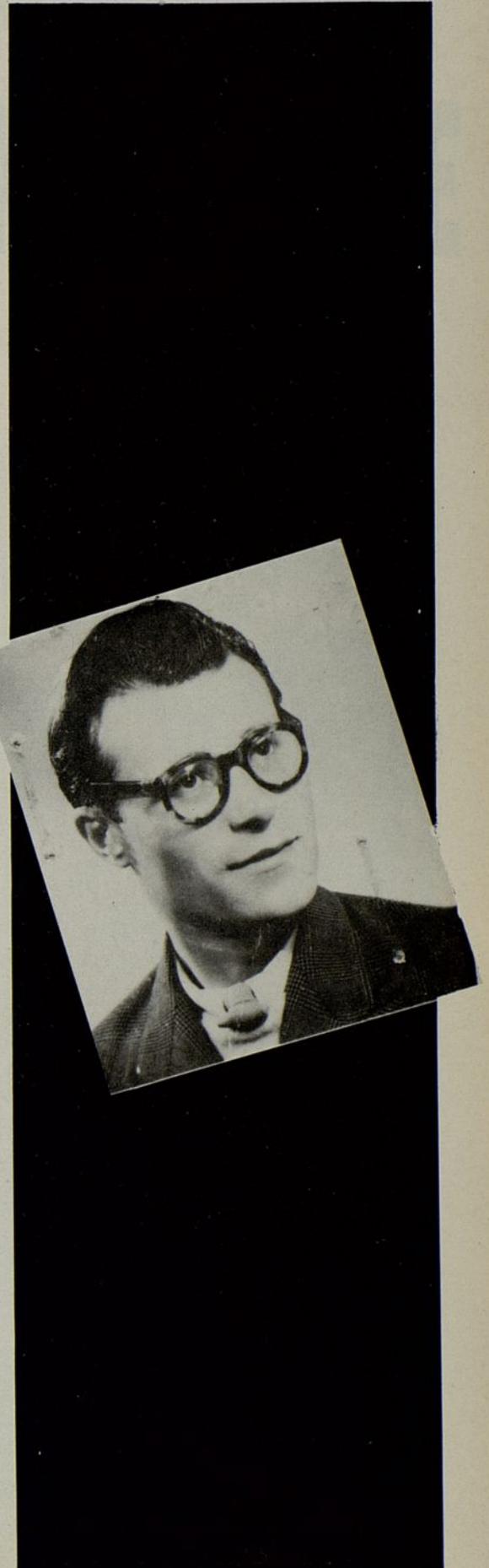
## Dehors : attendre encore

Après un aussi long temps de silence carcéral, il doit s'imposer aujourd'hui le silence des anciens détenus : où qu'il aille et quoi qu'il manque, il ferait assurément un très bon suspect. Il n'a pas de passé, et de ses lendemains, il dit : « *je pensais pouvoir refaire ma vie, être comme tout le monde. On s'imagine beaucoup de choses ; la réalité est terrible. Ça m'affole, l'avenir, parce que je réalise.* ».

Au système intégré de la prison succède le circuit organisé de l'assistance : un ticket pour manger, un ticket pour dormir, un ticket pour s'habiller. Cette vie sous perfusion, Jean-Félix n'en veut pas, mais peut-il un autre choix ? Combien de mois sont-ils nécessaires à l'obtention d'une très modeste aide financière directe ?

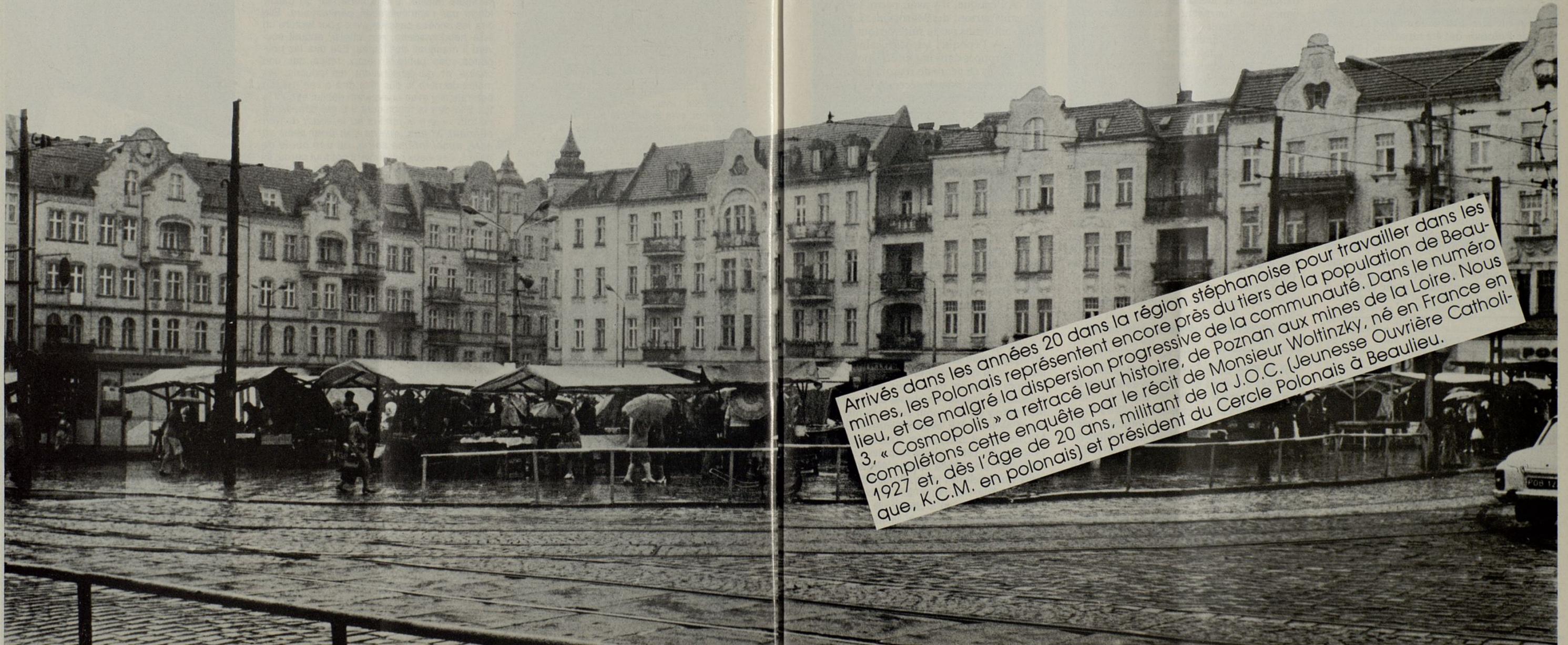
« *Aujourd'hui, je trouve plus aisément un calibre ou une cagoule que du travail !* », dit-il. Aussi n'a-t-il ni l'un ni l'autre. Dans un foyer qui lui tient lieu de salle d'attente, Jean-Félix ... attend. Voilà encore du temps qui passe.

**Bernard Bolze ●**



*Polonais dans la Loire.*

# HISTOIRE LOCALE D'UNE COMMUNAUTÉ



Arrivés dans les années 20 dans la région stéphanoise pour travailler dans les mines, les Polonais représentent encore près du tiers de la population de Beaulieu, et ce malgré la dispersion progressive de la communauté. Dans le numéro 3, « Cosmopolis » a retracé leur histoire, de Poznan aux mines de la Loire. Nous complétons cette enquête par le récit de Monsieur Woltinzky, né en France en 1927 et, dès l'âge de 20 ans, militant de la J.O.C. (Jeunesse Ouvrière Catholique, K.C.M. en polonais) et président du Cercle Polonais à Beaulieu.

«**L'** HISTOIRE de l'immigration polonaise en somme a commencé en 1914. Ceux qui étaient venus avant ont été installés dans le Nord. Pendant la guerre, on les a évacués à l'intérieur du pays et plusieurs familles se sont trouvées ici à Beaulieu, Roche-la-Mollière, St-Etienne. Alors, ces familles qui sont venues ici, on a voulu les loger. En général, c'était dans des baraquements. Les familles essayaient de se retrouver entre-elles. Elles ne parlaient pas français. Aux alentours de 1922, 1923, 1924, les Polonais ont créé des sociétés de tout ordre : des sociétés de gymnastique, des sociétés musicales, du théâtre, des sociétés chrétiennes, pour les femmes, pour les enfants. En 1935-36, il y eut une crise économique et beaucoup de Polonais ont été rapatriés. Ensuite, il y a la deuxième guerre mondiale et beaucoup de Polonais étaient dans l'armée française. C'est comme cela qu'ils se francisaient progressivement. Quand il y a eu le retour au calme, les sociétés se sont regroupées de nouveau. Mais le phénomène majeur après la guerre, c'est la francisation des Polonais. Les mariages mixtes étaient nombreux. Les sociétés, les groupes folkloriques existent toujours grâce à l'existence d'une paroisse polonaise. C'est parce qu'il y a eu tout le temps un prêtre polonais que nous sommes restés regroupés. Le prêtre actuel est là depuis cinq ans. Celui qui l'a précédé est resté pendant seize ans. En 1920-22, il y avait déjà des prêtres polonais qui se succédaient. C'est grâce à cette centralisation autour d'une paroisse que toute la descendance polonaise a pu résister à l'assimilation.

### L'école

L'école polonaise existe toujours. Dans le temps, l'institutrice faisait quatre heures de polonais pour les filles et les garçons. Les enfants allaient à l'école française et dans cette école, il y avait une classe spécialement pour les Polonais où ils apprenaient leur langue. Et ceci, tous les jours. C'est pour ça que la langue polonaise s'est bien maintenue dans la région. Aujourd'hui, cette langue n'est plus dispensée à l'école parce que pour l'Académie, il fallait que les enfants apprennent d'abord le français. S'ils le voulaient, ils pouvaient apprendre le polonais en-dehors des classes normales. En général, la plupart des Polonais qui étaient ici, l'étaient pour travailler dans les mines. C'est la mine qui payait le prêtre et l'institutrice. Quand ça a été nationalisé, c'est-à-dire juste après la deuxième guerre mondiale, beaucoup de choses ont changé.

L'école libre devenait plus chère et beaucoup d'enfants allaient à l'école communale.

### La Cité du Bourgeat : « une petite Pologne »

Au début, les immigrants venaient seuls, c'était bien souvent des célibataires. Une fois installés, beaucoup faisaient venir leur famille. La mine donnait certaines choses, des meubles tout à fait rudimentaires : un bahut, un lit métallique, une table, des bancs, un fourneau. Les baraquements avaient 25 mètres de long et chacun abritait cinq ou six familles. Les W.C. étaient en-dehors. Il fallait chercher l'eau à la fontaine. Les femmes devaient faire la queue pour laver leur linge. Nous avions de l'électricité seulement dans la cuisine. Très souvent, les familles avaient des célibataires comme pensionnaires.

A la Cité du Moulin, aussi, il n'y avait que des Polonais pratiquement. Sur 70 logements, il y avait seulement trois familles françaises, tout le reste, c'étaient des Polonais.

Les Français étaient obligés d'apprendre le polonais. Les enfants français grandissaient avec nous et apprenaient facilement notre langue. Aujourd'hui, dans cette cité, il y a des Algériens, des Marocains et des Turcs.

### Le racisme : surtout à la mine

A la Cité, nous étions entre Polonais. A la mine, il y avait du racisme de la part de certains, surtout parmi les ouvriers, mais les ingénieurs nous respectaient. D'ouvriers à ouvriers, ce n'était pas toujours bien facile. Pour faire certaines démarches ou pour demander des explications, il fallait mieux s'adresser à un supérieur hiérarchique. Il y avait une sorte de jalousie et les problèmes provenaient du fait que nous portions une autre civilisation, un autre mode de vie. Avant, il n'y avait pas d'assistante sociale. Il y avait seulement l'interprète. Parfois, celui-ci détournait certaines allocations dues aux familles. Les allocations, c'était une aide spéciale versée par la mine. Pour les Marocains, ça se passait de la même façon. Même maintenant, tenez, il y a une loi qui dit que pour se faire régulariser, il y a des intermédiaires qui abusent de la situation pour se remplir les poches.

Les mineurs venaient en France dans l'intention de gagner de l'argent. Ils prenaient les travaux les plus pénibles. En général, ils étaient manœuvres. Certains avaient déjà travaillé dans d'autres villes. Par exemple, mon père avait travaillé quelques années en Allemagne, dans les mines, avant de venir. Mon grand-père aussi. Pour le travail, il fallait être costaud et avoir une certaine adresse. Selon les capacités de la personne, on l'affectait au travail qui lui correspondait. Aujourd'hui, il y a des anciens Polonais qui sont des ingénieurs.

Il y avait très peu de contact avec les autres nationalités en-dehors du lieu de travail. A l'époque, il y avait parmi les Nord-Africains surtout des Marocains. Les Algériens sont venus par la suite surtout après la guerre. A l'époque, les Marocains étaient aussi regroupés dans une cité. Aujourd'hui, il n'y a plus ce genre de regroupement. Les Turcs qui sont arrivés récemment à Roche forment cependant une petite colonie.

### Le retour en Pologne

En général, les Polonais venaient en France pour se faire un peu d'argent et repartir dans leur pays. Seulement, la plupart de ceux qui voulaient repartir sont restés là. En Pologne, la vie a beaucoup changé. A l'époque où nous avons émigré, le travail ne courrait pas les rues en Pologne. Ici, le travail dans la mine était dur, mais une fois la journée finie, nous nous retrouvions dans une communauté ; en somme, ça faisait un peu la Pologne. Entre les deux guerres, je suis retourné une fois en Pologne avec ma mère et ma grand-mère. C'était également pour préparer un éventuel retour que ma mère était partie. Seulement, ce n'était pas la même vie. Nous sommes restés six mois, puis nous sommes revenus en France. Quelques années après, mon père y est allé, pour revoir sa mère, ses frères et sœurs. Il avait un autre frère ici. Ma femme et moi, nous sommes allés en Pologne en 1968. Nous sommes restés un mois, surtout dans la famille. Nous n'avons visité que quelques villes. Nous étions dans la région de Poznan à 250 kilomètres de Varsovie. Ce qui m'a choqué le plus, c'est cette impression que tout le monde vivait pour tout le monde. On avait l'impression d'être mal servis. Dans les magasins, il n'y avait pas le choix. Celui qui vendait l'article, ça ne l'intéressait pas que vous le preniez ou pas : il le faisait parce qu'il était obligé d'être vendeur. C'était le j'm'en-foutisme complet. Ça nous a choqué, parce que nous étions habitués à vivre autrement en France.



La cité de Beaulieu

Photo Yves Guélaud



Le président actuel du cercle polonais

Photo Y.G.

C'est l'existence d'un prêtre, d'une paroisse qui maintient la communauté polonaise. Les événements les rapprochent encore plus, mais si cette communauté était renouvelée, elle serait encore plus puissante. Seulement, depuis la fin de la guerre, on a interdit aux Polonais de partir du pays, il n'y a donc pas eu de renouvellement. Maintenant, les Polonais sont en train de se franciser progressivement.

### Les événements en Pologne

Maintenant, pour avoir des renseignements, c'est difficile. Tout est censuré. Depuis les événements, nous avons reçu une lettre ou deux. S'il s'agit de nouvelles de la famille, de vœux par exemple, ça passe bien, mais si on veut écrire autre chose, rien à faire. Nous avons très peu de nouvelles. Si vous envoyez un colis, il se peut qu'il disparaisse. Nous ne pouvons rien savoir de ce qui se passe exactement. Nous avons reçu une lettre provenant d'une gare en Pologne, cette lettre contenait une liste complète de toutes sortes de denrées chargées dans les trains qui partaient en

Russie. Nous pensons que c'est peut-être un cheminot qui a dû enlever la lettre destinée à une famille, après le visa de censure et qui a glissé cette liste à la place. Au pays, on vous met des œillères et on vous fait marcher tout droit. La preuve, ceux qui n'étaient pas d'accord avec le régime sont maintenant en prison. Et pourtant, on aurait besoin d'un peu de liberté... Il n'y a qu'une chose qu'il faudrait essayer de faire en Pologne, c'est le vote libre. S'il n'y a pas de changement sur le plan international et si la Pologne ne se libère pas du Pacte de Varsovie, il n'y a rien à faire. Les Polonais eux-mêmes ne peuvent rien faire. Comment voulez-vous qu'un ouvrier se révolte contre l'armée ? S'il n'y a pas une aide internationale pour faire la Pologne libre, jamais le peuple polonais ne sera heureux. Le soutien matériel et moral, c'est une bonne chose, mais il ne peut pas durer tout le temps. Il faut que le pays évolue par lui-même. Faire des articles, des manifestations, ça sert à quoi ? ».

Propos recueillis par  
A. Belbahri ●

A. B ●

L'idée force, qui ressort de ce témoignage, idée qui a été confirmée par d'autres Polonais de la deuxième génération, est que la cité minière et la situation économique ont été des facteurs déterminants dans la perpétuation d'une communauté locale. Des « Petites Polognes » se sont constituées à proximité des mines françaises et ont permis à deux générations d'immigrants de vivre dans un espace intermédiaire. Les conflits entre Polonais et Français avaient lieu dans la mine essentiellement, la cité devenant un lieu de repli et d'invisibilité. Le fait que les garçons, après quelques années d'instruction primaire, rejoignent leurs pères au fond de la mine, a empêché la dispersion de la communauté. Pour les filles de la deuxième génération, par contre, les mariages avec des Français leur ont permis de quitter la communauté et de se disperser dans la société d'accueil. La pression à la francisation fut très forte de la part des femmes, une sorte de francophilie au féminin selon l'expression d'une Polonaise. Le non-renouvellement des immigrants dû à la fermeture des frontières polonaises a contribué à figer la communauté de Beaulieu. Elle a ainsi continué à vivre selon des valeurs culturelles qui ne sont plus ce qu'elles étaient, là-bas, en Pologne.

# Chronique d'un peu partout



« Pensez-vous, ils vivaient bien mieux dans les "hauts" de l'île que dans les bidonvilles de la côte ! ».

Echos à 10 000 kilomètres d'un fonctionnaire qui applique avec méthode l'arbitraire de nos consciences, cette aptitude que nous avons apprise à décréter le bonheur et le malheur des gens, à les défendre contre eux-mêmes.

A Olivier-de-Serre à Villeurbanne, on a déclaré aussi que les ghettos étaient invivables pour les immigrés et qu'il fallait les détruire, idem à la Saulaie. Peut-être demain aux Minguettes... Une ville propre pour une population propre ! Où ça circule ! Pas de danger et de l'hygiène ! Ça s'appelle aussi Moscou, Phnom Penh, Varsovie...

Quelle horreur ! Elle existe donc, cette population des « joueurs » qui, au nom de la morale, a fait sortir frère et sœur du même lit aujourd'hui, ajoutant l'impérialisme du bonheur à celui de la morale condamne des populations entières à l'ordre étroit du progrès.

Supprimez une soirée de télé et la société vacille : la prestation minimum de bonheur obligatoire est un service public. Déjà, une grand'mère défaille devant le « Noir », un mari tue sa femme, un enfant se suicide... Les journaux préparent leurs manchettes.

Ils ont déclaré cette famille « malheureuse ». Elle sera condamnée à purger une peine de bonheur perpétuel.

Son passé sera envoyé au bûcher, sa rue débaptisée, son immeuble détruit, toutes traces supprimées. Sa vie antérieure est déclarée caduque, inopportune, inexistante, vide.

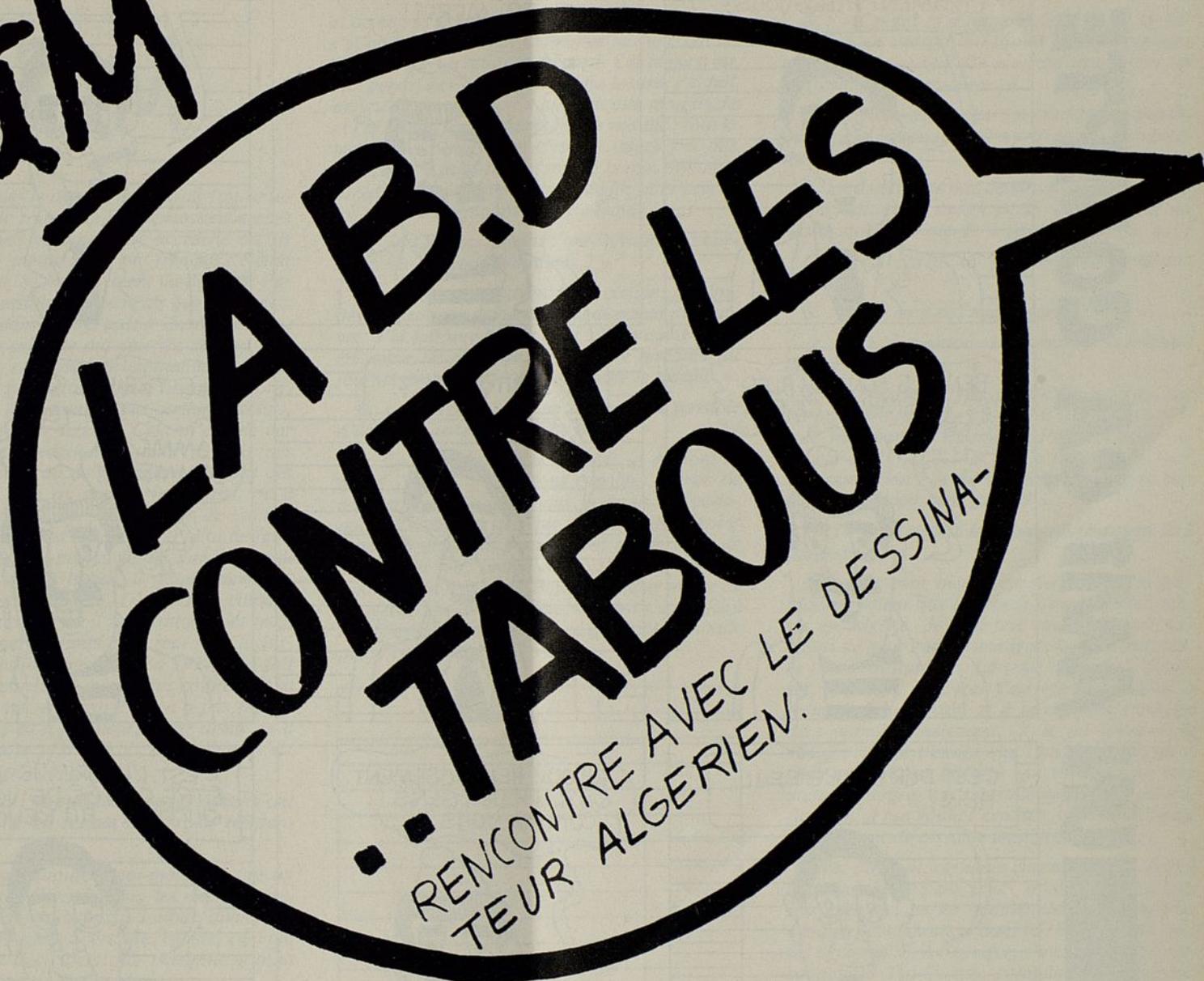
A Lyon, au service d'hygiène, on dépouille toujours les dortoirs. Mais, comme nous le disait Mireille Debard, journaliste à *Libé* qui a suivi la scène « *faute d'avoir trouvé un seul poux, c'est bien le "parasite" que l'on pourchasse quand même* ».

Le bonheur au D.D.T. progresse au même rythme que la population chargée de diagnostiquer votre situation de conformité au règle du bonheur... Aujourd'hui, le baromètre indique 39 heures payées 40. Les bidonvilles seront détruits, la population réimplantée en milieu rural où l'on « vit mieux ». Un programme de formation leur apprendra qu'il n'est pas nécessaire d'y rapatrier leur voiture et leur télé couleur, plaisirs déplacés qu'ils avaient consommés prématurément sur l'échelle du progrès.

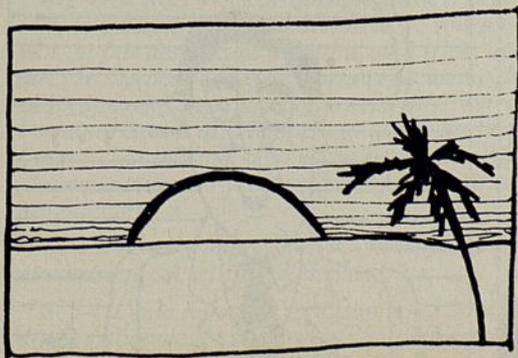
Les brigades du bonheur, fortement créatrices d'emploi, auront pour mission de mettre fin au désordre des pulsions et des plaisirs.

Olivier Brachet

SLIM



MIROIR CAUSTIQUE DE LA SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE, SLIM ÉTAIT DERNIÈREMENT À GRENOBLE POUR EXPOSER SES DESSINS. IL NOUS PARLE DE CRÉATION, DE CENSURE ET D'AUTO-CENSURE. NOUS LUI AVONS DEMANDÉ DE COLLABORER À COSMOPOLIS.



Question : « Un certain nombre de gens te connaissent en France, mais peux-tu te présenter plus précisément ? »

Slim : « Je suis Algérien, de Sidi Bel Abbès et je travaille à Alger depuis 1964. Je fais des films animés et de la bande dessinée. Je suis marié et père d'une fille. J'ai 36 ans. »

Q. : « Il existe en France de fortes têtes du dessin politique dont beaucoup des plus fameux se sont retrouvés dans Charlie-Hebdo. Etes-vous nombreux et qu'en est-il du dessin politique en Algérie ? »

S. : « La tradition de la bande dessinée que vous avez, je la fais mienne aussi, vu que nous avons vécu avec la France jusqu'en 1962. J'ai suivi tous les dessinateurs français dont l'équipe de *Pilote*. Mais quand j'ai voulu faire de la bande dessinée, c'était quelque chose de nouveau pour moi, de mettre un pied dans une société nouvelle. Avant l'Indépendance, nous vivions d'une façon retranchée et après, nous avons commencé à travailler ; j'ai vu que nous pouvions faire de la bande dessinée à propos de la société algérienne. Avec sa culture, son langage propre. Ce qui a fait le succès de mes ban-

# UN AMI ÇA COMPTE!

ALORS MON AMI,  
COMMENT ALLEZ-VOUS?



QUI ? MOI ? ÇA PEUT  
ALLER, MERCI !.



ET LA PETITE FAMILLE ?



BEN... ILS SONT AU BLED  
ET VOUS SAVEZ CE QUE  
C'EST !.



ET LE TRAVAIL ?



LE TRAVAIL ?

COMME ÇI  
COMME ÇA!



C'EST DUR D'ÊTRE SEUL  
HEIN ?..



EH OUI ! HEUREUSEMENT  
QU'IL Y A DES GENS  
COMME VOUS !.



C'EST L'HEURE, JE VAIS  
ÊTRE OBLIGÉ DE VOUS  
QUITTER... AU REVOIR !.



HEUREUSEMENT  
QU'IL ME RESTE  
DES PIÈCES DE  
DIX FRANCS !.



ALORS MON AMI,  
COMMENT ALLEZ-VOUS ?



STM





**A** l'exception d'une seule autre expérience, la quinzaine anti-raciste de Grenoble en 1971, ce festival fut la première expérience d'une initiative culturelle multi-associations étrangères. Elle s'est faite en collaboration avec des organismes culturels de la ville sans patronage des collectivités locales.

Nous avons rencontré Jo Briant, animateur au centre d'information inter-peuples (\*) de Grenoble, l'une des organisations promotrices de ce festival.

**R.T. : Jo, pourrais-tu nous dire qui a pris cette initiative ?**

J.B. : L'année dernière, déjà, en juin-juillet, nous avons l'idée de proposer un temps fort durant lequel Français, Maghrébins ou d'autres nationalités puissent mieux connaître les diverses expressions de la culture des Peuples du Maghreb, la réalité sociale, économique, politique de ces trois pays en s'appuyant surtout sur la communauté maghrébine de Grenoble. Une quarantaine d'organisations, des bibliothèques, librairies, centres sociaux, M.J.C., des associations, telles que l'A.D.A.T.E., l'A.D.C.F.A., l'O.D.T.I. (\*\*), des organisations estudiantines ont participé au festival.

**R.T. : Vous êtes-vous appuyés sur les propres forces de la communauté maghrébine de Grenoble ?**

J.B. : Il nous aurait semblé aberrant d'organiser un temps fort sur la culture et la réalité du Maghreb sans nous appuyer sur les propres intéressés. Les Maghrébins étaient plus intéressés par ce festival que la population française. C'est une petite déception pour nous.

**R.T. : Quel constat faites-vous de l'impact de ce festival ?**

J.B. : Nous avons dénombré environ 7000 présences aux diverses manifestations. Ce n'est pas un indice de satisfaction du public, c'est toutefois d'une ampleur non négligeable. Toutes les manifestations du festival ont été décentralisées dans les

## GRENOBLE :

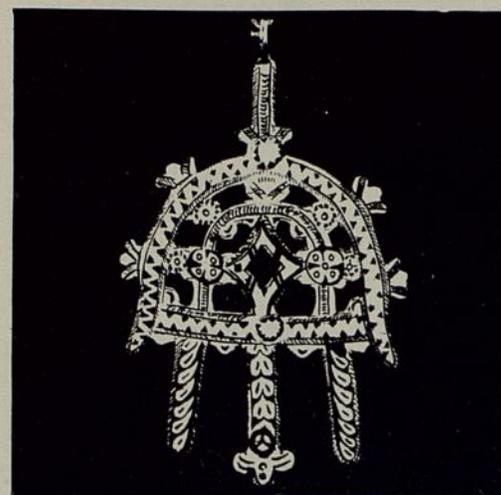
# BILAN D'UN FESTIVAL

**Festival des Peuples du Maghreb, il s'est tenu en mars à Grenoble. « Radio-Tropique » nous propose le bilan que l'un des organisateurs a pu tirer.**

quartiers et là, nous avons eu le public le plus nombreux et le plus enthousiaste. A Teissere, trois films ont été passés avec des débats ; chaque fois, 80 à 95 personnes étaient présentes. A La Villeneuve, nous avons passé le « Vent des Aurès », beaucoup de femmes maghrébines se sont retrouvées dans le personnage de la mère.

**R.T. : Avez-vous relevé des insuffisances et des leçons à tirer pour l'avenir ?**

J.B. : Oui. D'une part, vu notre inexpérience pour ce genre de festival, nous avons vérifié que nous avons été trop ambitieux. Nous n'avons pas été à même de motiver un public français grenoblois à découvrir une autre culture. De plus, l'intérêt pour ce festival des jeunes Maghrébins a été relativement faible. Nous avons pro-



posé des expressions musicales un peu traditionnelles. Nous aurions dû faire appel à des groupes comme « Carte de Séjour » à Lyon qui correspondent mieux à leur sensibilité.

**R.T. : Est-ce dû à des canaux d'information qui ont été négligés ?**

J.B. : Nous avons négligé les foyers de travailleurs. Mais nous avons fait un gros effort en matière d'information, 1500 affiches, 12 000 programmes diffusés dans les quartiers, entre autre dans les structures « jeunes » (Maisons de quartier, M.J.C.). Nous n'avons pas eu le temps nécessaire pour aller dans différents endroits de l'agglomération et prendre des contacts avec les jeunes.

**R.T. : Supposons que d'ici un an ou deux, vous organisez un autre festival, quels moyens prendriez-vous pour intéresser tel ou tel public ?**

J.B. : Nous reprendrions l'idée de s'appuyer sur les forces des associations en y incluant les réseaux d'animateurs culturels de quartiers, de M.J.C., etc., mais en essayant de privilégier le contact avec les jeunes de différents quartiers. Globalement, ce festival est très positif. Les cultures sont si peu connues et le festival a été un temps fort de découverte alors qu'une espèce de racisme culturel existe encore bel et bien.

**D'après l'émission  
« Magazine »  
de « Radio-Tropique »  
de Grenoble ●**

(\*) Centre Inter-Peuples : 2 rue Berthe de Bois-sieu, 38000 Grenoble.

(\*\*) A.D.C.F.A. : Association Dauphinoise de Coopération Franco-Algérienne, 1 rue Hauquelin, 38000 Grenoble. O.D.T.I. : Office Dauphinois de Défense des Travailleurs Immigrés, Foyer Ste-Ursule, 38000 Grenoble. A.D.A.T.E. : Association Drômoise d'Aide aux Travailleurs Etrangers, 5 place Sainte-Claire, 38000 Grenoble.

UN jour le grand Vizir envoya son valet au marché. Sur la place, le valet vit la mort qui le fixait entre les étals. Il rentra, affolé, blême. « Qu'as-tu », demanda le Vizir ? Le valet voulait partir à tout prix et le Vizir lui donna son meilleur cheval pour qu'il se réfugie chez un ami à Samarcande.

Alors, le Vizir convoqua la Mort : « Pourquoi as-tu fait peur à mon valet, ce matin au marché ? » « Moi ? mais je ne l'ai même pas regardé, puisque j'ai rendez-vous avec lui ce soir à Samarcande. »

**Fawzia ●**

## Ahmed's story

Quand j'étais enfant, il y a bien quelques années maintenant, je m'étais aperçu que les petits Français (Français voulait dire Européen) étaient plus blancs que moi.

Plus blanc dans ma tête d'enfant voulait dire « plus-mieux ».

Alors, en esprit que je croyais logique, je m'observais et j'observais les petits Français.

Et plus j'observais, et plus je me disais qu'il y avait sûrement une raison à cette différence de couleur ;

Parce que, il faut bien le dire, cette différence de couleur prenait une dimension disproportionnellement importante dans ma tête.

Beaucoup de choses, beaucoup de gens beaucoup de réflexions, beaucoup trop encore, sans doute...

On m'a beaucoup « aidé » ; Merçi.

Enfin, tous ces beaucoup font trop.

Donc, Messieurs-Dames-Beaucoup m'ont fait dire par le temps qu'il y avait des différences et qu'il était souhaitable pour « tout le monde » (pour qui déjà ?) que ces différences soient éliminées.

J'ai compris.

« Français, je vous ai compris »  
J'ai observé, j'ai comparé.

Petit Français a deux mains, deux bras, deux jambes, un nez, une bouche, des yeux, du sang rouge dans le corps, un cerveau dans la tête, (mais oui...).

Petit Français a la grippe quelquefois, des bronchites, aussi, il naît et il meurt aussi.

Petit Arabe a deux mains, deux bras, deux jambes, un nez, une bouche (ce n'est pas fini !), des yeux, du sang rouge dans le corps, un cerveau dans la tête (Si, si...).

Petit Arabe a la grippe quelquefois, des bronchites aussi, il naît et il meurt aussi.

Seulement voilà, ceci n'empêchant pas celà, un enfant blanc est blanc : tant mieux pour lui, un enfant arabe est... euh... un enfant arabe n'est pas blanc : tant pis pour lui.

La question restait la même : Pourquoi plus blanc ???

Et puis, ce fût la Révélation : La chose qui nous différençait, qui nous opposait c'était le porc ;

En toute logique, on respirait le même air (au moins onze mois sur douze), on avait les mêmes rires, les mêmes larmes, les mêmes voix d'enfants, mais nous étions plus sombres.

Le porc était le mal et le remède :

Alors très vite, j'ai tué Dieu, et j'ai mangé du porc, plein de porc, de toute les tailles, de toutes les origines, fumé, cuit, cru...

Regardez-moi !!!

Ca m'a transformé la tête, ... mais de l'intérieur.

Histoire-Verité

**Djamel Saadna ●**

## Chronique de vie quotidienne à Lyon

ou comment on apprend mieux l'histoire dans la rue et au bistrot que sur les bancs de l'école.

(date à fixer)

22h 30. Pas loin de la place Bellecour. Je marche seul, les lumières de la nuit, le bord du fleuve, les promeneurs du soir. J'attends à un feu le signal vert pour passer. Quatre garçons m'entourent. Je suis surpris. « Ton portefeuille » — « Vides tes poches » — « Fais gaffe » — « Grouille-toi ». Me serrent de près. M'entourent, m'encerclent à la perfection. Attention à mes gestes. Ça peut cogner.

Je dis : « Des sous je n'en ai pas beaucoup. Voilà ce que j'ai ». Un garçon essaie de me fouiller, vite fait. Attrappe mon portefeuille et mon porte-documents. Je réagis : « Attention à mes papiers. Je ne veux pas les perdre. Je ne veux pas d'histoire avec la police, si on me contrôle... ».

Un des garçons : « Ah, bon pourquoi, t'es quoi ? t'es pas français ? ». Et moi : « Non, non, je suis italien. Il y a ma carte de séjour là dedans et je ne veux pas d'histoires à cause de vous ».

Un regard de tous vers le garçon qui me parle. Celui-ci lance un clin d'œil à tout le monde, et de la tête fait signe impératif de partir. Mes papiers me sont rendus ainsi que mon portefeuille. « Bon, bon, ça va, rentre tout ça ».

Solidarité oblige.

**Francesco ●**

## Informations fiction

C'EST décidé, Lyon a été choisi pour accueillir le premier congrès des jeunes dits de la seconde génération. Après, d'après négociations, les membres du comité d'organisation réunis à Vitry-sur-Seine les 20 et 21 Avril 1982 ont choisi la capitale de Rhône-Alpes pour la tenue de leurs assises. L'ordre du jour est chargé, les jeunes auront à réfléchir sur plusieurs questions, entre autre, se définir une identité... Ils devront débattre des solutions envisagées face au problème de la nationalité, du service national, du travail etc...

Le congrès aura lieu au mois d'août 82 au palais des congrès à Lyon, il durera toute une semaine. A la fin des débats, une charte du jeune émigré sera présentée à la presse et transmise officiellement aux gouvernements des pays intéressés.

D'ores et déjà, une commission formée par des jeunes de Venissieux, de Vaulx-en-Velin, de Bellevue, de Roubaix, de Vitry, de Marseille etc... va silloner la France pour expliquer suivant un calendrier établi, les buts de ce congrès, qui n'hésitons pas à le dire fera couler beaucoup d'encre. Les débats intéresseront plus d'un sociologue et d'un politique.

Il est évident que le mois d'août a été choisi volontairement étant à espérer l'assurance d'une tranquillité des esprits. La presse maghrébine dans son ensemble est favorable à la tenue d'un tel congrès ; le « Temps » de Tunis et « El Moudjahid » d'Alger se rejoignent pour souligner l'importance d'une telle réunion. La presse portugaise se réjouit et est déjà prête à déléguer ses fines plumes pour la relation des débats. Il seront 2 000 jeunes délégués représentant les villes et les hameaux de France et de Navarre.

Définir une identité, pour l'instant abstraite, débattre du rôle qu'ils ont à jouer dans la société, proposer des solutions, responsabiliser les gouvernements des pays intéressés, telles sont les grandes lignes de ce débat.

Quant aux frais et charges inhérentes à ce congrès, nous avons ouïe dire que les jeunes refusent toute assistance officielle. C'est grâce à des collectes effectuées dans les Z.U.P. et autres ghettos que les fonds seront rassemblés.

Cosmopolis sera présent au rendez-vous.

« -lèves-toi Ben, il est 7 heures -quoi ? Merde, c'était un rêve... »

**L. Bennaoum ●**

## LIVRES ET COSMOPOLITISME

## BERNARD LESFARGUES : UNE MAISON DANS LA TÊTE

## 7 ANS D'ÉDITION FEDEROP

**G**AGEURE, que de retracer quelques lignes l'histoire d'une maison d'édition comme Fédérop, ou de dresser un bilan critique sur les activités d'une association dont le point de départ remonte à la fin des années 60 ! Utopie, de tenter l'approche « globale » d'une institution désormais tellement dessinée dans le paysage culturel lyonnais qu'elle en semble partie prenante depuis (presque) toujours !

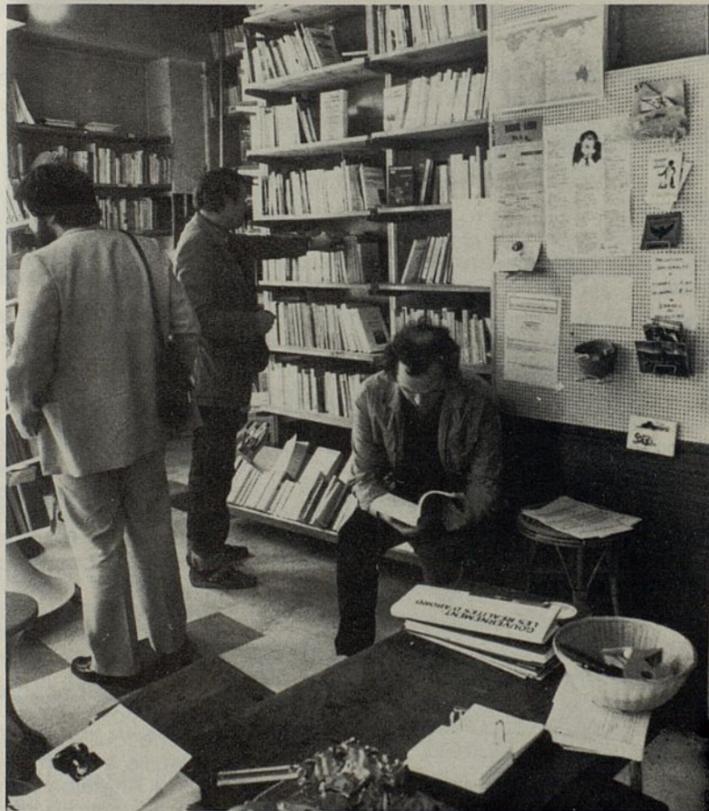
Trop de chapitres, d'évènements, de sursauts et de surprises, parfois alarmantes, sont venus émailler son histoire pourtant récente, pour qu'un descriptif rigoureux puisse être tenté : constituée de matière grise, de travail, d'amour du livre, de relations, mais aussi entreprise commerciale, une maison d'édition repose sur des hommes. Un *matériau* qu'il est vain de jauger, et sur lequel on ne peut « dissenter ».

Incite de façon indiscutable dans le mouvement des idées, ancrée dans la réalité provinciale de Lyon, la maison Fédérop étonne. Elle a su au fil des ans se tailler une belle *côte* dans la presse régionale, et nationale. Elle étonne ? Parce qu'elle existe encore... en 1982. Son catalogue est fourni, sa programmation établie jusqu'à la fin de l'année : ces deux simples informations, à propos d'une entreprise dont on sait qu'elle fut plusieurs fois en péril, rassurent. Et inquiètent. Rassurent : oui, il est possible, aujourd'hui, d'éditer de Lyon, et le salut peut se trouver hors Paris. Inquiètent : mais comment cela est-il possible ?

## des amis, un prof, des militants

Première période, 1969, celle de la librairie. Autour de Bernard Lesfargues, enseignant d'espagnol, occitan et passionné du « monde méditerranéen », des amis, quelques militants qui ne veulent pas l'extinction des feux de 1968. Des intellectuels, aussi, intéressés par le mouvement fédéraliste. L'ouverture d'une librairie constituera, à base de bénévolat, le ferment de nombreuses amitiés.

Six ans plus tard, en 1975, un « collectif » fondera sous forme d'association loi 1901, « Les Editions Fédérop ». Comme le dit aujourd'hui Bernard Lesfargues, qui restera la cheville ouvrière de la maison, la même triple tendance a présidé à la naissance de Fédérop : hispaniste-régionalistes, fédéralistes et « politiques » se côtoient au sein d'une association qui vient secouer quelque peu le Landerneau du livre lyonnais. Désirant « renouer avec la tradition éditoriale lyonnaise », mais visant la « dimension » nationale, Fédérop se fixe pour champ d'activités les problèmes et l'histoire régionaux. Loin du « folklorisme » traditionnel, avec sans grandiloquence, une politique éditoriale ainsi définie : « favoriser la démocratie, l'expression des minorités ». D'une certaine façon, rendre compte du cosmopolitisme...



Librairie Fédérop rue du Doyenné.

Photo Philippe Schuller

## succès d'estime ou succès tout court ?

Riche de plusieurs collections, qui lui permettent d'offrir un « fonds » intéressant, Fédérop « fait » dans la... diversité : Amérique Latine, Afrique, Espagne, Occitanie, textes fédéralistes, poésie, autant de thèmes qui ont permis à une soixantaine de

titres de voir le jour, dont environ une vingtaine ont été rédigés par des auteurs lyonnais ou régionaux. La proportion des traductions effectuées par des Lyonnais est conséquente également : 15 sur 19. De l'« Envers de la conquête » (Miguel Portilla), en passant par les « Turahumas » (Claus Deimel), ou « L'autre Pérou » (Pierre Gras) jusqu'à la déroutante « Chronique du temps mort » de Collazos,

le lecteur attentif constate qu'à presque chaque coup Fédérop fait « tilt ». En donnant à lire le regard d'un auteur sur une minorité, un peuple, une société, une histoire, la maison d'édition offre aussi tout simplement la « parole » à cette minorité ou ce peuple ; et nous permet d'appréhender mieux une société, une histoire.

Le succès d'estime pour une maison lyonnaise dont les travaux intéressent jusqu'à Paris lui vaut d'élogieux articles dans la presse nationale. Paris « reconnaît » la tâche accomplie, et dans ce monde fermé, petit (en province !) qui est celui de l'édition, attirer l'attention de la capitale reste important. Le premier véritable « coup » de Fédérop sera en 1976 la sortie de « La destruction ou l'amour » de Vincente Aleixandre, qui obtiendra le Nobel un an après. Mais des ouvrages aussi différents que « Requiem pour un paysan espagnol » (Sender), « L'histoire véritable de Guignol » (Paul Fournel), ou « Les barbelés de la culture » (Daniel Mandon), obtiendront le succès qu'ils méritent.

## heurts et malheurs

En 78 pourtant, la banque de la maison, « prenant conscience qu'elle avait consenti un trop grand découvert » à l'Association, contraint Fédérop à se transformer en S.A.R.L. : ce fut la naissance de Fédérop-Diffusion. Epreuve et pari difficile : pour être rentable, l'éditeur veut se diffuser lui-même, en compagnie de « petits » comme lui. Cela est-il possible à partir de Lyon ? Le pari est raté. Au banc des accusés : le centralisme français, qui interdit pratiquement à quiconque de distribuer ses livres sur le territoire national s'il est basé en région.

Juillet 79 : Fédérop redevient « simple maison d'édition », confie sa diffusion à Chaix-Léda et sa gestion à François Lapraz. Directeur commercial puis gérant de la S.A.R.L., ce dernier abandonne le navire, traites de créanciers impayées, et quelques manuscrits en poche. On découvrira plus tard qu'il avait aussi quelque peu confondu sa caisse personnelle et celle de la maison...

leur travail d'éditeurs, au point d'accepter de cautionner des sommes importantes.

Exit la S.A.R.L. ? Subsiste l'Association « Les Editions Fédérop ». Le nom, mais aussi les fonds sont conservés. Au printemps dernier, quelques amis de Fédérop lancent un appel public pour sa survie. Quelques hommes politiques de la région, de nombreux intellectuels s'indi-

## et aujourd'hui ?

Aujourd'hui, la maison Fédérop repose plus que jamais sur les épaules d'un seul homme, Bernard Lesfargues. Aidé efficacement par sa femme. Sur le plan éditorial, un petit collectif travaille en concertation avec lui, au coup par coup. Pour la diffusion, Fédérop possède un honorable correspondant multicartes à Paris qui obtient des « résultats intéressants », selon Bernard Lesfargues. La distribution est assurée par Distique, entreprise où sont regroupées plusieurs dizaines de maisons d'une taille similaire à celle de Fédérop. L'union fait la force.

Difficile de parler de succès commercial éblouissant, mais Fédérop, selon son principal animateur, a aujourd'hui des finances saines. La programmation 82 prouve une belle santé intellectuelle, et surtout que les objectifs initiaux restent les mêmes sept ans après. Des objectifs qui ne peuvent que rejoindre les préoccupations des amis de « Cosmopolis ». Qu'elles viennent d'Amérique Latine ou d'ailleurs, toutes les cultures « marginalisées » devraient pouvoir s'exprimer...

Au delà de la diffusion de titres qui ont souvent vu le jour au prix de multiples difficultés, on ne peut que « lever son chapeau » devant le travail — la ténacité — d'un homme passionné par les livres : Fédérop, c'est aussi l'histoire de Bernard Lesfargues...

G.C

## Fédérop 82 : demandez le programme

Fédérop vient de publier un ouvrage de Guido Montani : « Le tiers-monde et l'unité européenne ». Prof d'économie à l'Université de Pavie, membre du comité fédéral de l'union européenne des fédéralistes, Guido Montani apporte une contribution importante dans son livre à propos d'un constat que l'on ne voudrait point trop pessimiste : la mondialisation des problèmes ne va pas de pair (pas encore) avec la volonté d'assurer la démocratie en nos économies plurinationales. L'unité européenne peut-elle contribuer à une vision plus globale des questions du tiers-monde, donc à leur résolution qui passerait par une voie plus originale — et sans doute plus efficace — que celle du développement national ?

Pour éviter d'investir trop (et parce que la maison n'a pas les moyens) Fédérop va sortir aussi ces jours-ci une co-édition avec Actes-Sud : des nouvelles traduites de l'espagnol, d'un auteur cubain, Orelío Jorge Cardoso. Titre : « Le fil et la corde ».

Ces jours-ci également, Fédérop publie le dernier recueil de poèmes de Bernard Dumontet : « Miel de terre ». En souscription, un animateur de Bron, Guy Prunier, prépare des contes à dire et à lire : « Légendes de nos banlieues ».

Secteur Amérique Latine : la grenobloise Cécile Gilbert présente « Les Yaquis, une résistance indienne », et Fédérop sort aussi une anthologie bilingue de la poésie chilienne contemporaine : « Quinze voix d'arc-en-ciel ».

Bernard Lesfargues et Fédérop vont éditer ensuite une « Erotique de la Renaissance lyonnaise » de Paul Leutrat, et des poèmes occitans de Philippe Gardy.

Fin Mars 1981, une assemblée générale des porteurs de parts de la S.A.R.L., destitue Lapraz de sa gérance, demande l'assistance d'un administrateur. La S.A.R.L. se trouve devant l'alternative : trouver 800 000 francs ou... disparaître.

La Banque Morin-Pons également, se « retourne » contre l'ancienne gérante, Mme Casanova, et Bernard Lesfargues : ils avaient eu l'imprudence, mais aussi la cohérence, la « foi » en

gnent : « si Fédérop disparaît, c'est toute l'édition décentralisée en province qui est atteinte. Et plus précisément l'édition lyonnaise car, paradoxalement, si le désastre commercial d'une entreprise commerciale peut très bien profiter à une concurrente voisine, dans le cas de l'édition, ce désastre est aussi du domaine culturel ». Une subvention du Conseil général permet d'éponger quelques dettes...



Photo Yves Guélaud

Depuis une dizaine d'années, la chanson bouge. Et en particulier à Lyon, où se mènent de nombreuses expériences musicales. Certaines ont même donné naissance à des disques. *Cosmopolis* a rencontré les responsables d'une expérience en cours dans le quartier de la Grapinière, à Vaulx-en-Velin.

Renée Mailloud est enseignante musicale. Elle est en disponibilité depuis trois ans. Elle a déjà réalisé trois disques en tant que productrice de la bande son. Pour elle, la chanson est un moyen d'expression et d'animation. Dans un livre (1), elle écrit sa volonté d'inventer des chansons avec des enfants. « Je pense qu'il y a un boulot énorme à faire pour travailler sur le terrain avec les enfants. Ma démarche est une démarche anti-consommateur. Dans mon livre, je raconte dix années d'expériences dans ce sens. D'autre part, pour sonoriser ce livre, il me fallait un disque. »

Tout a commencé au début des années 70, au moment où Steve et Anne-Marie Waring sont arrivés à Lyon. L'école ouverte de St-Fons accueillait des musiciens. « J'ai pu commencer par là », raconte Renée Mailloud, « il y avait 40 à 60 % d'enfants d'immigrés. Nous avons sorti un premier disque, avec Steve Waring, en 1974. Les chansons avaient pour titre : « Le Blues du Béton », « Petit Bleu et Petit Jaune » (2).

Il faut imaginer l'environnement, l'ambiance dans laquelle ces enfants vivent : le ciel de St-Fons est emprisonné par les

hautes cheminées qui rabattent souvent leurs fumées sur les habitations. « Steve nous a apporté beaucoup, au niveau des instruments de musique à inventer, par exemple ». Il est vrai que ces instruments à inventer sont innombrables : tous les sons y sont, cela va du morceau de bois relié à une boîte de conserve par un câble fin et que l'on tourne pour obtenir le son d'une crécelle, aux cuillères à soupe de la cantine qui font tagada-tagada, en passant par les barils de lessive tambours ou les pots de yaourt-maracas. Bref, des sons, beaucoup de sons, et pas chers !

« Tout de suite, lorsque Steve est arrivé dans cette école, cela a été le déclic. Il est parti sur une piste folk, la plus proche sans doute de la sensibilité des enfants. »

#### Une réflexion politique sur la musique

Au début des années 1970, de nombreux groupes sont ainsi nés de la volonté de faire de la chanson populaire (La Chanterelle, Le Grand Rouge, La Guimbarde, par

exemple). Certains se sont spécialisés dans l'animation de rues. Ces groupes étaient des précurseurs en la matière. Il s'agissait pour eux d'une action militante. En 1976 se crée à Lyon le M.A.M. (Mouvement d'Action Musicale), le seul à faire une réflexion politique sur la musique (3). Entre 1970 et 1976, le folk a été très écouté. Il a constitué un moyen pour tisser des contacts. Il a été une possibilité pour ces groupes de se retrouver au milieu des gens. Inutile de préciser que ce mode d'action directe n'a jamais été soutenu par les médias.

« Pour donner un exemple », précise Renée Mailloud, « un soir, nous étions aux Minguettes, devant la toute petite pièce qui servait de poste à 50 000 personnes. Nous chantions : « Ma femme avait un grand chapeau ». Les gens qui attendaient leur tour nous entouraient pour nous écouter. J'en ai profité pour improviser, sur le même air : « Ma Z.U.P. avait une petite poste », et tout de suite les gens sont entrés dans le jeu. Ils ont répondu, sur le même air : « Ma Z.U.P. a beaucoup de problèmes, beaucoup d'enfants... », etc. On improvisait en tenant compte de la situation immédiate des gens. Je me

considère un peu comme une sorte d'écrivain public. »

Un autre exemple de chanson née sur une improvisation, c'est la chanson de Mehdi, un petit garçon nord-africain de six ans, qui, lors du Festival des Jeunes Années à Orléans en 1974, inventa un rythme et des paroles restées célèbres. Les enfants présents ont repris ses phrases en écho : « la la la la la... je vais au cirque... on y verra des clowns... beaucoup de clowns... on y trouvera peut-être la poule aux œufs d'or... on y mang'ra d'la barbe, barb'apapa... la la la lala... ».

#### Rien à voir avec le commerce

Un autre intérêt de ces expériences musicales consiste précisément dans le fait qu'elles vont plus loin que la simple musique. Des liens étroits se tissent, une intimité se crée, une complicité se fait jour dans un climat de confiance. En plus, le dessin constitue souvent le prolongement des chansons. A chaque fois qu'une chanson est inventée par les enfants, elle est dessinée. Il s'agit sans aucun doute d'une valorisation terrible

loin du show-biz

# LA SCENE DE VIE DES ANTILOPES

avec des enfants une animation musicale à Vaux-en-Velin

pour les gosses, qui ont ensuite la possibilité de voir leurs dessins en diapositives. Les parents d'élèves sont conviés également à venir voir et écouter les travaux de leurs enfants. C'est ainsi qu'en 1978, dans la grande salle Albert Camus, les parents purent découvrir les « chansons pleines de bêtes » de leurs enfants. Ce que les parents n'avaient pas vécu et qu'ils découvriraient, stupéfaits, c'était la patience de plusieurs années de travail, animé par une démarche originale et collective. La réalisation du disque « Le Serpent à Sornettes » est l'aboutissement d'un long travail. Renée Mailloud a sonorisé son livre : « Les Aujourd'hui qui Chantent ». Dans ce livre, nombreuses sont les expériences de rue, les fiches techniques sur les méthodes de travail, sur la fabrication des instruments par les enfants. « Notre démarche », insiste Renée Mailloud, « est une démarche qui aboutit à une création collective ». Le commerce n'a bien sûr pas sa place dans une telle entreprise et d'ailleurs, quand il s'empare d'un domaine, il ne sait en faire qu'une mode bien fragile.

L'aspect ludique d'une démarche sérieuse est très important. Grâce à cet aspect ludique, les

enfants n'ont pas l'impression de travailler. Pourtant, ils cherchent des sons afin de sonoriser un personnage, ils écoutent, ils fabriquent leurs instruments, les décortiquent. Les O.S.N.I. (Objets Sonores Non Identifiés) sont des objets extrêmement sérieux, les sons qu'ils produisent sont chacun uniques. La variété des sons défie l'imagination. Le rôle de l'écoute reste primordial. « Et d'ailleurs », dit Renée Mailloud, « il n'est pas étonnant que nous nous servions énormément d'appeaux, qui reproduisent des sons issus de la nature. Les enfants apprennent à reconnaître les chants de différents oiseaux ». Il est vrai que dans les grands ensembles urbains, l'appeau est le seul moyen d'entendre le chant des merles, alouettes et autres rouges-gorges.

#### Arts et traditions populaires : des crédits spéciaux

Paris a reconnu le mérite du travail fourni, notamment celui qui a abouti, à la Mulatière surtout, à la création d'un disque : « Au Jar-

din de Mélusine ». Ce disque a obtenu le prix Loisirs Jeunes 1981. Qu'en est-il de ces expériences aujourd'hui ? A la Grappinière, dans un quartier de Vaulx-en-Velin où la situation économique et sociale des habitants est très grave, une expérience musicale est précisément en cours, au groupe scolaire Henri-Wallon. « **Dès qu'on leur donne des percussions** », dit Renée Mailloud, « **on se rend compte qu'ils sont dans leur élément** ». Maurice et Dominique, les instituteurs partie prenante du travail collectif, précisent : « **dans nos classes de perfectionnement, il y a beaucoup d'enfants maghrébins, turcs et indiens, qui ont entre six et douze ans. Certains ne sont pas encore alphabétisés.** ».

Renée Mailloud explique que depuis longtemps elle pensait mettre en musique les « contes pour enfants sages » de Prévert. Jean-Luc Legay, responsable à Lyon de Jeunesse et Sport, conseiller technique et pédagogique, dit comment cette expérience est financée : « **Depuis peu de temps, Jeunesse et Sport dispose de crédits spéciaux. Ces crédits sont versés dans un chapitre : arts et traditions populaires. Grâce à ces crédits, nous sommes en mesure de financer un 45 tours avec des enfants d'immigrés. Cette expérience aura certainement un impact dans le quartier.** ».

Jeunesse et Sport de Lyon a donc demandé à Renée Mailloud, mais aussi à André Bonhomme et Jacques Mailloud (4), de réaliser ce disque. Un conte a été choisi pour les enfants de la Grappinière, « La Scène de Vie des Antilopes ». Depuis le mois de janvier, musiciens, instituteurs, animateurs travaillent tous les mardi matins avec les enfants. On a commencé par fabriquer des O.S.N.I. Un des enseignants est musicien professionnel dans un groupe de musique sud-américaine. Il a fait travailler les enfants sur des flûtes de pan. Il faut dire que le travail de préparation à ce disque est énorme. Pendant un mois, les enfants ont fabriqué leurs instruments et se sont familiarisés avec eux. Ensuite, ils ont chanté leurs chansons aux grands qui les ont écoutées. Un musicien sénégalais, ancien percussionniste de Waring, Math Samba, est venu à Lyon. Il a fait une tournée dans les écoles, les centres sociaux. A la Grappinière, il a appris aux enfants une



Avril 81 : Manifestation de soutien aux grévistes.

Photo Dominique Perron

#### NOTES

(1) Renée Mailloud-Visconti, *Les Aujourd'hui qui Chantent. Inventer des chansons avec les enfants.* Le Centurion, 1979.

(2) S. Waring, R. Mailloud, *Petit Bleu et Petit Jaune*, 45T, *Chants du Monde* N°100 111 Chevaance

(3) Le M.A.M. a fait paraître en septembre 1981 un ouvrage collectif : *pédagogies musicales, accélérer le mouvement.*

(4) André Bonhomme est auteur-compositeur, Jacques Mailloud est musicien professionnel, violoneux dans le groupe folk *Mélusine* et *clown musical* dans « *La Musique au Nez Rouge* ».

(5) A ce propos, cf J.C. Lartigot et Eric Sprogis, *Libérer la musique*, collection « *Citoyens* », Editions Universitaires.

chanson africaine. Avant sa venue, les enfants avaient été préparés à la chanson africaine. André Bonhomme et Jacques Mailloud font partie de l'expérience. Ils ne se disent pas seulement des musiciens, mais également des militants. Depuis 1968, des portes se sont ouvertes sur le plan du langage musical. De plus en plus nombreux sont ceux qui dénoncent le Show-Biz, la capitalisation de la musique, la musique au service de l'idéologie dominante (5).

En principe, si l'accord de la succession de Prévert est donné, le disque sortira en juin. Il sera distribué dans le quartier ou vendu à un prix très bas.

En attendant, les enfants travaillent. Les séances ont lieu au centre social Georges Lévy, en face du groupe scolaire Henri-Wallon. « **Un lien est ainsi créé entre le groupe scolaire et le centre social, ce qui est important** », dit Jean-Luc Legay. Maurice, l'un des instituteurs concernés, dit aussi la difficulté du travail entrepris : « **ma classe est une classe de perfectionnement et de mise à niveau. Les enfants viennent d'horizons culturels très différents. Ils ont en général deux à trois ans de retard sur les autres. Nous avons de grandes difficultés avec eux, lorsqu'il s'agit de les organiser autour d'un thème précis. Math Samba les avait passionnés et aujourd'hui, il y a comme un essoufflement** ». André Bonhomme n'ignore pas lui non plus les difficultés rencontrées pour responsabiliser les enfants : « **Leur problème n'est pas de chanter juste ou faux. Le fait est que nous restons un peu des amuseurs pour eux. Avoir un projet précis est dangereux : on met les gosses dans un rail et on fonce. Il y a certainement un décalage entre la réalité des enfants et notre projet initial. Nous devons nous remettre souvent en question** ». Pendant que nous discutons, j'entends les enfants répéter la chanson qui sera insérée dans le texte de « *La Scène de Vie des Antilopes* » de Prévert. Il s'agit d'une chanson composée par Math Samba : *Zio* (cri de chasse en forêt) » et dont le refrain se termine par :

« ... Ce soir on dansera...  
...Ce soir on chantera... »

Yves Guélaud

# PROPOS COSMOPOLITES : JEROME SAVARY

*directeur du nouveau théâtre populaire  
de la méditerranée*

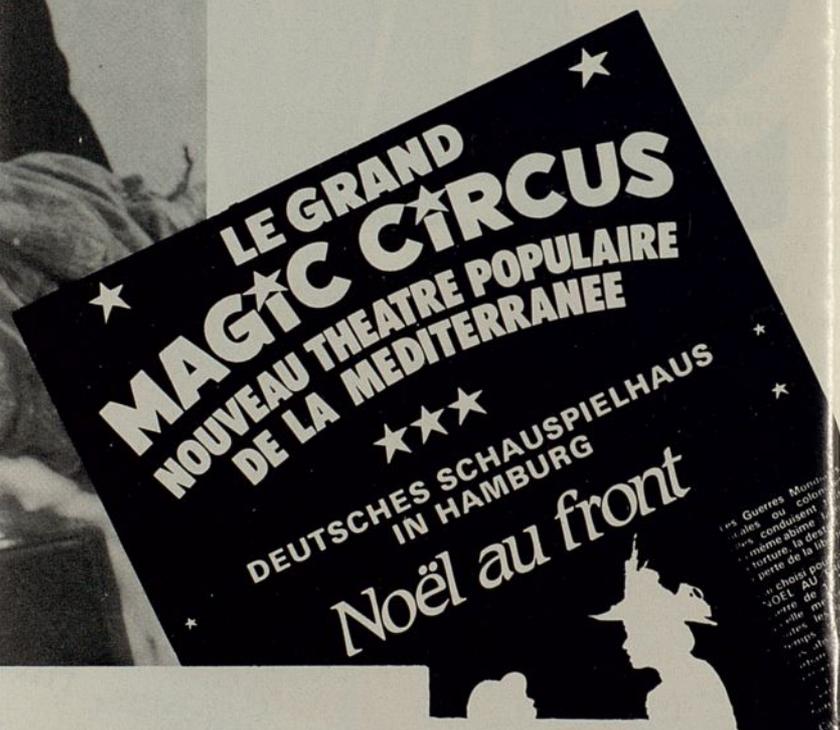
Mercenaire, sang des braves, rillettes du colis familial, subventions  
considérables, Sud-Américains, reflets de la vie, professeurs, lou-  
bards, cultures minoritaires et Super-Dupont !



loguant au fur et à mesure. Je crois que c'est un spectacle unique, parce que soit on importe des textes et des spectacles allemands et on travaille en français à l'allemande, soit les Allemands essaient de travailler à l'italienne, et il n'y a rien de plus ridicule que Dario Fo monté par les Allemands et d'ailleurs aussi que certains auteurs allemands montés par les Français. Là, on n'a pas du tout réagi à la mode, on a essayé plutôt de faire un workshop, une espèce d'atelier où confronter les deux techniques et les deux équipes. La méthode a été aussi importante pour nous que le résultat. Ceci dit, le résultat marche très bien.

**Q.**— *Le spectacle est-il accueilli de la même manière en Allemagne et en France ?*

**J.S.**— Le public allemand comprend la moitié du texte et le public français, l'autre moitié. Le plus intéressant, c'était à Strasbourg, parce que le public comprenait pratiquement les deux. On l'a même joué pour le Piccolo Théâtre à Milan, les Italiens ne comprenant ni l'un, ni l'autre, et ça a très bien marché aussi parce que c'est un



**Q.**— *Jérôme Savary, vous présentez actuellement en France un spectacle qui s'appelle « Noël au front » et qui est une expérience originale puisqu'elle rassemble des comédiens français, ceux du Magic Circus, et des comédiens et des moyens allemands, ceux du théâtre de Hambourg. Qu'est-ce que c'est que « Noël au front », et comment s'est faite cette collaboration ?*

**J.S.**— Pendant les années de galère du Magic Circus, quand j'étais arrêté à la frontière pour chèques sans provision et des camions dont les pneus étaient lisses, j'ai dû mon salut individuel et d'ailleurs celui du Magic Circus, au travail de mercenaire, d'ouvrier immigré en Allemagne. J'ai monté une dizaine de spectacles en Allemagne. C'était très utile non seulement sur le plan

financier, mais aussi pour le métier, parce que j'ai appris là-bas une manière de travailler qui est bureaucratique, mais qui est en même temps très rigoureuse.

Alors, cette fois-ci, j'ai eu envie de monter un spectacle où mélanger les deux groupes, les deux techniques. On a cherché un thème et on a trouvé le thème idéal pour un spectacle bilingue, la guerre. On a pris la guerre de 14 parce que c'est la plus pittoresque et la plus sanglante en même temps, la plus meurtrière, la plus absurde, la plus patriote. On a placé trois acteurs allemands dans une tranchée allemande, et trois acteurs français dans une tranchée française. Sur un scénario que j'avais écrit au départ, on a travaillé un peu comme on travaille au cinéma, c'est-à-dire en improvisant, en écrivant, en dia-

spectacle visuel, et un spectacle sur des histoires qu'en fait le public connaît déjà : l'histoire d'un paysan de Provence, d'un paysan de Bavière, les petites misères, les drames de l'amour, de la séparation, la guerre étant un des rares moments de la vie avec le service militaire, où l'homme est obligé de se séparer de ce qu'il aime, de son métier, de sa femme, de ses enfants, sans pouvoir prendre une décision, sans pouvoir réagir. Il est obligé de le faire. C'est pour ça d'ailleurs que la guerre, dans mon esprit, ressemble énormément à la mort. On décide pour vous de votre vie, de votre mort, de vos amours, de votre vie professionnelle. C'est un spectacle très triste, très pathétique, où les gens rigolent parce qu'il y a un orchestre, des tas de gags, mais dont le fond est d'une mélancolie rare.

**Q.— Pourquoi la guerre de 14-18 ?**

**J.S.—** Ça se passe d'abord un soir de Noël à Verdun. Pourquoi Noël ? Parce que c'est le jour où les gens se sentent fraternels, artificiellement, pendant vingt-quatre heures, le jour où les généraux de l'arrière ordonnent une trêve de façon à pouvoir gueuletonner tranquilles sans recevoir des obus sur la gueule, le jour où les chirurgiens de l'arrière sont contents de la trêve parce qu'ils ne sont pas obligés de mélanger le sang des braves aux rillettes du colis familial. Pourquoi la guerre de 14 ? Parce que c'est une guerre, je me trompe peut-être, qui n'était pas vraiment politique, c'était une guerre patriotique, c'était les Allemands pour se venger des Français, les Français pour défendre la patrie. Maintenant la guerre est beaucoup plus, non pas intelligente, mais beaucoup plus motivée, on se bat maintenant pour des motifs politiques, ce sont les blancs contre les noirs, les riches contre les pauvres, les coloniaux contre les colonisés ou les colonisés pour l'indépendance, c'est le marxisme contre le capitalisme. Aujourd'hui, un guerillero du Salvador ou du Nicaragua sait pourquoi il va mourir. Il meurt pour quelque chose. Tandis qu'en 14, les gens qui partaient mourir, je défie quiconque aujourd'hui de pouvoir m'expliquer pourquoi ils sont morts, je défie les anciens combattants qui ont perdu une jambe de m'expliquer pourquoi ils ont une jambe de bois aujourd'hui. Puisqu'en fait, la guerre de 14 s'est réglée derrière un bureau, et que maintenant, nous vivons l'entente cordiale. Que vous voyez encore dans la Marne ou dans la Meuse ces maisons éventrées par les obus de la guerre de 14, on se demande pourquoi, parce que ces maisons ont été rachetées par des touristes allemands qui les retapent à grands frais. Ça a été la dernière

guerre mythologique, en fait absurde, patriote... On dit que l'homme devient de plus en plus civilisé à mesure que la société évolue, ce n'est pas vrai puisque les guerres deviennent de plus en plus barbares.

**Q.— Arrive-t-il que le public de votre spectacle ait des réactions nationalistes ?**

**J.S.—** Non, pas du tout au contraire, parce que c'est un spectacle pacifiste. Pendant la guerre de 39-45, je comprends que nos pères se soient fait tuer pour combattre le nazisme, c'était une noble cause. Tandis que devant la guerre de 14, maintenant, le public allemand ou français se réunit dans une espèce de grand rire ou dans une espèce de grande tristesse, parce

qu'ils se disent : « Pas si loin que ça, nous avons été absurdes ou fous au point de faire la guerre pour des raisons qu'aujourd'hui on ignore... ».

**Q.— Est-ce que le Magic Circus, qui est une troupe qui voyage beaucoup, va conserver cette polarisation en Allemagne ?**

**J.S.—** Je viens de monter la semaine dernière ma dernière mise en scène en Allemagne pour probablement des mois. Et maintenant, j'ai été nommé directeur du Centre Dramatique du Languedoc-Roussillon. J'ai décidé de ne plus travailler en Allemagne. Maintenant qu'on me donne les moyens, la gauche étant au pouvoir, le budget de la culture ayant doublé, et le ministre de la Culture, J. Lang, pratiquant une politique culturelle qui me satisfait, je serais bien en enfoiré de dire le contraire dans la mesure où il m'a nommé directeur d'un Centre Dramatique National avec une subvention considérable.

**Q.— Dans cette nouvelle structure, allez-vous continuer à travailler avec des acteurs étrangers ?**

**J.S.—** Vous savez, au Circus, on a toujours eu beaucoup d'acteurs étrangers. On a des Sud-Américains. J'ai engagé un acteur allemand. Je pense que le théâtre doit être le reflet de la vie. Vous allez au bistrot, vous avez trois Arabes, deux Sud-Américains. A Montpellier par exemple, où il y a une fac très « étrangère », entre les pieds-noirs, les Maghrébins, les Espagnols, et les étudiants du Tiers-Monde, trois consommateurs sur six parlent avec de l'accent. Pourquoi le théâtre ne serait-il pas le reflet de ça ? Pourquoi est-ce qu'au théâtre, il faut avoir des gens qui parlent impeccablement bien et qui prononcent parfaitement bien ? Le seul problème de mon travail en Allemagne, c'est le problème de compréhension, c'est-à-dire que je comprends l'allemand, mais je le parle mal, et c'est parfois difficile et assez frustrant de mettre en scène un texte qu'on ne comprend pas parfaitement, mais cela n'est pas plus dur que le problème d'un réfugié chilien, ou d'un ouvrier algérien cherchant à s'exprimer en France.

**Q.— Quand vous étiez venu à Lyon, il y a trois ou quatre ans, le Magic Circus avait joué sous chapiteau sur la place Rivière, vous aviez touché alors un public assez large, assez cosmopolite. Est-ce que le Magic Circus va continuer ce type de démarche ?**

**J.S.—** Absolument, le Magic Circus touche un public qui est beaucoup plus vaste que le public habituel des gens qui vont au théâtre. On fait par exemple quatre mille personnes à Montpellier, pratiquement autant de monde que Lavilliers, ou les groupes rock. La moitié de notre public est composée d'amateurs de théâtre, de professeurs, vous savez, le public habituel du théâtre, et l'autre moitié, de marginaux, de loubards, ou de gens qui ne s'intéressent pas au théâtre, mais qui viennent néanmoins au Magic Circus, parce qu'au Magic Circus, il y a toujours un orchestre, et, à tort ou à raison, ils pensent que le Magic Circus, ce n'est pas du théâtre, et qu'on va se fendre la gueule au théâtre alors qu'on s'ennuie en général au théâtre. Je ne cherche pas à toucher telle ou telle classe de spectateurs ou telle ou telle race, je cherche à toucher

un public le plus vaste possible. Et même maintenant que je suis directeur d'un Centre Dramatique, comme Planchon ou Gilbert à Villeurbanne, la rentabilité de mes spectacles compte beaucoup pour moi. Ce n'est pas parce que l'Etat me donne les moyens de jouer dans des salles vides que je vais me mettre à jouer dans des salles vides. J'ai envie de continuer à jouer dans des salles pleines, ne serait-ce que pour pouvoir envoyer chier l'Etat le jour où l'Etat sera trop lourd pour moi. Alors si, sous prétexte que maintenant, j'ai les moyens de travailler, j'oublie de jouer devant un public populaire, de remplir les salles, eh bien, le jour où je voudrais quitter la structure de l'Etat, c'est-à-dire un Centre Dramatique National, ou le jour où, tout simplement, la majorité changeant, on me virera comme un malpropre, comme un gauchiste, comme une des erreurs de la gauche pendant ses années de gestion, eh bien, ce jour-là, je veux pouvoir retrouver les moyens économiques de travailler sans l'aide de l'Etat.

**Q.— Est-ce que vous vous sentez solidaire des discours qu'on entend actuellement sur la culture nationale, la nécessité de défendre à la fois un héritage populaire et national ?**

**J.S.—** Vous savez, les langages qu'on tient en ce moment sont un peu contradictoires. Jack Lang, l'autre jour à Montpellier, a tenu des propos pour la défense des cultures minoritaires, et puis à Paris, on tient parfois d'autres propos, pour la défense d'une culture nationale, c'est tout juste si ce n'est pas le Lion de la Défense qu'on défend contre les Américains, contre l'anti-France, comme dirait Super-Dupont. Bon, moi je prends dans les discours de la gauche ce qui me semble juste et puis j'oublie ce qui me semble démagogique.

**Q.— Avez-vous toujours dans votre travail des liens avec l'Amérique latine ?**

**J.S.—** Je suis Argentin, je suis né en Argentine. Je souffre beaucoup pour l'Amérique latine, j'ai de la famille là-bas et je dois dire que c'est un continent désespéré et désespérant. On a été tourner au Brésil cet été, devant des publics populaires, dans des villes où la Comédie Française ne va jamais, Recife, Bahia, Campinas. Je voudrais essayer à Montpellier de faire un théâtre qui ne soit ni chauvin-français, ni régional-folkloriste, je voudrais faire un théâtre de région, cela veut dire que les décors et les costumes seront fabriqués dans la région, que les gens travailleront dans la région, que ce ne seront pas les gens qui descendront le matin en avion de Paris pour faire du régionalisme et remonter bouffer à la Coupole le soir. Mais je ne veux pas du tout faire un théâtre provincial, je veux faire au contraire un théâtre ouvert sur l'étranger. D'ailleurs, notre Centre Dramatique s'appelle le Nouveau Théâtre Populaire de la Méditerranée...

Propos recueillis par  
Vincent Bady ●

# tel quel...tel quel...tel quel

## TEMOIGNAGE

Voici l'histoire qui m'est arrivée jeudi 25 mars dans la soirée.

Je suis Marocain et en France depuis 1975 où j'ai poursuivi des études de comptabilité jusqu'à l'obtention du Diplôme d'Etudes Supérieures de Comptabilité. Ma femme est Française.

Dans la recherche de l'adresse d'un professeur qui aurait pu me conseiller pour entreprendre un stage, je me suis trouvé au N°8 de la rue Jules Valès en train de regarder les noms sur les boîtes aux lettres.

Un homme d'une cinquantaine d'années descend et m'interpelle, me disant qu'il m'a déjà vu, que je viens repérer pour saccager les appartements, etc. Je discute, lui affirmant ma bonne foi, ce que je fais là. Il barre la porte et crie à tue-tête. Après discussion, il me dit de monter avec lui pour téléphoner à la police. Je le suis.

Sur le palier, son fils — 14 ans — arrive avec un couteau et une épée et le père me menace en disant à sa femme d'aller appeler la police. C'est alors qu'est descendu un homme en pyjama qui m'a sauté dessus avec des propos comme : « J'ai fait le Maroc, je connais les bougnouls... » et ils ont commencé à me frapper, voulant m'entraîner dans l'appartement. Je me suis débattu afin de ne pas me laisser enfermer et j'ai crié appelant la police. Ils me frappaient toujours. Un homme jeune est passé sur le palier ainsi que deux femmes.

La police est alors arrivée. Pendant que j'attendais dans la voiture, ils ont pris la déposition de mes agresseurs. En passant devant chez moi, ils ont prévenu ma femme.

Au poste, après une demi-heure d'attente, ils ont enregistré ma déposition et m'ont relâché.

Vendredi, le médecin que j'ai consulté m'a donné dix jours d'incapacité, ce qui a été confirmé

à Edouard-Herriot, Pavillon A. J'ai pris contact avec un avocat et décidé de porter plainte le samedi au commissariat Hyppolite Kahn où il y a eu confrontation avec mon agresseur qui voulait à tout prix arrêter là l'affaire. Il est médecin. L'inspecteur m'a fourni une lettre pour une contre-expertise au Pavillon N d'Edouard-Herriot. Je m'y suis rendu le lundi matin.

Je sais désormais ce qu'est le racisme et suis décidé à porter cette affaire en Justice.

**Mohamed Bennis  
Villeurbanne**

## tel quel

### Vous avez dit droit au logement ?

Depuis dix-neuf ans qu'il habite à Bron sur le quartier du Terrailon, Mktar Rahmounim mène une vie paisible dans ce F4 où ont grandi tour à tour ses six enfants. Très bien considéré par ses voisins. Il travaille depuis 1963 à la S.N.A.V. à Vénissieux.

Il y a un peu plus d'un an, la Régie Renault, après avoir racheté Berliet, décide de liquider l'ensemble des appartements sociaux dont elle dispose et de les mettre en vente. A cette époque, M. Rahmounim n'a pas encore les moyens de racheter son appartement et les prêts lui sont refusés. Il doit être expulsé.

A partir de là, on assiste alors à une remarquable partie de ping-pong entre la Régie chargée de la vente, la préfecture, la mairie de Vénissieux qui oppose un refus de relogement, le quota étant déjà dépassé. La mairie de Bron avec l'aide des assistantes sociales, tente de convaincre l'O.P.A.C., Logirel et les régies de pouvoir au relogement de cette famille et se voit opposer un refus. Motif : nationalité algérienne.

Les camarades de travail de M. Rahmounim essaient à leur tour et tentent de le convaincre de mener une campagne de pétitions et de le soutenir en cas d'expulsion, mais M. Rahmounim ne veut pas déranger les gens avec son problème.

Aujourd'hui, le temps presse, car à ce jour, ils doivent choisir entre aller habiter dans un baraquement chez les sans-abris ou à Saint-Symphorien sur Coise dans un F4 de 70 m<sup>2</sup> (pour 8 !) qui serait à retaper. Si elle ne se décide pas d'ici le 15 avril, l'expulsion se fera, les enfants seront placés à la Cité de l'Enfance, les meubles rassemblés dans un local et le père et la mère relogés on ne sait où !

Le nouveau propriétaire se montre de plus en plus pressant et a augmenté considérablement le loyer pour inciter la famille à partir.

Cette situation est inacceptable pour M. Rahmounim qui a dû cesser provisoirement son travail de peur de voir ses enfants et sa femme expulsés en son absence et qui semble, malgré sa gentillesse, totalement désabusé par le racisme administratif qu'on lui oppose, alors que depuis l'âge de 17 ans, il travaille pour notre pays.

Renseignements pris, une dizaine d'autres familles vont suivre le même sort à Bron et ailleurs. Que fera la préfecture ?

**Comité Français-Immigrés de Bron**

## tel quel

Radio-Léon

**96,5  
MGH LYON**

## POLITIQUE

### La répression dans les territoires occupés par Israël

### « Il ne suffit pas de déplorer, il faut condamner » déclare le Comité Rhône-Alpes France Pays Arabes

S'ajoutant tragiquement à la destitution brutale de trois maires de Cisjordanie et, parmi eux, de Bassam Chakaa, le maire mutilé de Naplouse, le mort de six jeunes Palestiniens témoigne de l'extrême gravité de la situation dans les territoires occupés par Israël.

En voulant substituer une administration prétendument civile aux municipalités élues, en réprimant sauvagement l'opposition massive et désarmée d'une population unanime, le gouvernement de Menahem Begin bafoue une fois de plus les innombrables résolutions et condamnations internationales et laisse entrevoir sa détermination d'annexer la Cisjordanie après le Golan. Singulière manière pour l'Etat hébreu de « compenser » son retrait du Sinaï.

Devant cette escalade de la violence devenue irréversible, face au machiavélisme d'un paranoïaque de la politique dont la foi prétend ignorer le loi et qui n'en finit pas de s'illustrer à la face du monde par d'incessantes et intolérables provocations, le Comité Rhône-Alpes France Pays Arabes appelle à une prise de conscience collective de tous ceux pour qui les mots de justice et de liberté signifient encore quelque chose, afin qu'ils exigent de leurs élus une attitude conforme aux grands principes dont ils se réclament. Le temps n'est plus aux regrets attristés, mais à la condamnation sans équivoque.

S'il s'avérait un jour que la visite du président Mitterrand, qui se voulait messager de la paix, n'ait servi en définitive qu'à cautionner des agissements ouvertement et cyniquement contraires aux droits de l'homme et n'ait sonné le glas — pour combien d'années encore ! — des légitimes aspirations de tout un peuple à retrouver une patrie dont il est spolié depuis 35 ans, la « certaine idée » que l'on se fait de la France dans le monde — surtout celui des opprimés — sortirait singulièrement ternie de l'aventure !

Parce qu'elle demeure foncièrement attachées à un certain idéal d'humanisme, de justice et d'honneur, les forces vives de notre pays ne sauraient accepter une telle éventualité.

Lyon, le 27 mars 1982  
**A.S.F.A.**

# tel quel...



faites abonner vos amis  
pour que notre entreprise continue

pour que soit dit  
ce qui doit être dit

pour que les différences  
n'effraient plus

pour comprendre  
il est vital  
et dès aujourd'hui  
que vous vous abonnez

# ABON- NEZ- VOUS.

BON A RECOPIER

Abonnement annuel / 10 numéros : 100 F / Abonnement de soutien : 200 F

Nom : .....

Adresse : .....

Nombre d'abonnement : .....

Cosmopolis / 38 rue Burdeau / 69001 Lyon

N° compte bancaire : B.C.C.M. 23 23 10 6 18 22 59

Prénom : .....

versé à

Radio  
Trait d'Union

FM 89,5 MHz